



Courrier international

N° 1151 du 22 au 28 novembre 2012

courrierinternational.com

France : 3,50 €

Afrique CFA 2,600 CFA Algérie 4,50 DA
Allemagne 4 € Autriche 4 €
Canada 5,95 \$ CAN DOM 4,20 €
Espagne 4 € E-U.S. 95 \$ US G-B 3,50 £
Grèce 4 € Irlande 4 € Italie 4 €
Japon 700 ¥ Maroc 30 DH
Norvège 50 NOK Pays-Bas 4 €
Portugal cont. 4 € Suisse 5,90 CHF
Tunisie 4,50 DTU TOM 700 CFP



CE QUE CACHE L'OFFENSIVE SUR GAZA

—La surenchère de Nétanyahou et du Hamas

HILLARY CLINTON — CAP SUR 2016 **NIKOLA TESLA** — UN SAVANT
MAGNÉTIQUE CATALOGNE — VERS L'INDÉPENDANCE ?

La presse
européenne
contre
la rigueur

STOP
l'austérité!

M 03183 - 1151 - F: 3,50 €



CERTAINS HOMMES
ONT DU MAL À EXPRIMER
PAS N



www.renault.fr



ON SE SOUVIENT TOUJOURS DE LA PREMIÈRE FOIS OÙ L'ON A VU LA

NOUVELLE RENAULT CLIO

- Nouveau moteur diesel Energy dCi 90 ch 3,2 l/100 km et 83 g CO₂/km*
- 5 étoiles Euro NCAP**
- Écran tactile multimédia avec navigation de série dès le niveau de finition Expression

*Version optimisée. Consommation (en cycle mixte) et émissions homologuées. Véhicule présenté avec options. Jantes alliage 17" Drenalic commercialisées avant fin 2012. **5 étoiles Euro NCAP obtenues en 2012 sur Renault Clio Energy TCe 90 ch Expression. RENAULT QUALITY MADE : la qualité par Renault.

Renault présente 

LEURS SENTIMENTS.
DES DESIGNERS.



**CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE**





om

THE **U** LIVES LIKE YOU**

*Seulement U **U vit comme vous



LYU

NESPRESSO[®]
Le café corps et âme

AVEC SUFFISAMMENT DE CRÉATIVITÉ
CHACUN DE NOUS PEUT CHANGER LE MONDE



POUR SAUVER DES VIES, IL SE CONSACRE À LA RECHERCHE
D'UNE TECHNIQUE DE VACCINATION RÉVOLUTIONNAIRE.
SON RÊVE EST EN PASSE DE DEVENIR RÉALITÉ.
DES MILLIONS DE PERSONNES SERONT LÀ POUR EN TÉMOIGNER.
MARK KENDALL, LAURÉAT ROLEX 2012



ROLEX AWARDS
for ENTERPRISE



ROLEXAWARDS.COM



EDITORIAL

ÉRIC CHOL

Les aliénés de la rigueur

L'austérité serait-elle en train de disparaître du dictionnaire de la pensée unique ?

A voir la multiplication des réactions des peuples, mais aussi des experts, contre les politiques en place depuis trois ans, on se dit qu'il est urgent que les apprentis sorciers de la rigueur de Berlin, Moody's ou Bruxelles changent de mantra. Que les Prix Nobel Paul Krugman ou Joseph Stiglitz dénoncent haut et fort les effets récessionnistes du serrage de ceinture généralisé en Europe, rien de surprenant. Ces deux esprits néokeynésiens furent les premiers à tirer le signal d'alarme. Que le financier George Soros leur emboîte le pas et dénonce "la crise humanitaire" qui sévit en Grèce, on ne peut s'empêcher de lui donner raison, tout en s'interrogeant sur les arrière-pensées du tombeur de la livre sterling en 1992. Mais que Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international, Charles Dallara, le patron américain de l'Institut de la finance internationale, ou encore Jin Liqun, le dirigeant du fonds d'investissement chinois China Investment Corporation (CIC), réclament à leur tour des assouplissements dans les traitements infligés aux malades européens, voilà qui relève d'un changement de cap. De Pékin à Washington, on a enfin pris conscience que, l'Europe n'allant pas mieux, il était urgent de changer sinon le remède, du moins la posologie. La Grèce, le Portugal et l'Espagne s'enfoncent dans le chômage et la pauvreté. La spirale déflationniste gagne partout du terrain, la croissance ayant même déserté les pays de la zone euro au troisième trimestre. Même l'Allemagne est touchée par le marasme. En cause : la politique d'austérité, que l'on croyait vertueuse, et qui s'avère "digne de la sagesse d'un asile d'aliénés", selon l'expression utilisée par l'économiste John Maynard Keynes en 1931 pour dénoncer la politique du gouvernement britannique de l'époque. —

En couverture : Bombardement à Gaza le 17 novembre 2012.
Photo Suhaib Salem/Reuters
Dessin de Niels paru dans Jyllands-Posten, Aarhus (Danemark).



Sommaire

P. 46

À LA UNE STOP l'austérité !

Face à la crise, les dirigeants européens ont tous opté pour des politiques de rigueur, dont l'efficacité est de plus en plus contestée par des économistes de renom et par le FMI lui-même.

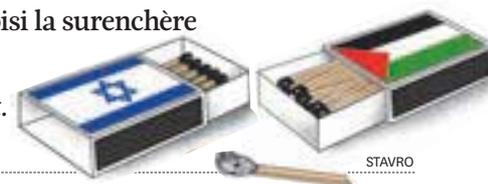


JASPER JUINEN/GETTY IMAGES/AFP

P. 36

Gaza Ce que cache l'offensive israélienne

A deux mois des législatives en Israël, Benjamin Nétanyahou a choisi la surenchère en lançant l'opération Colonne de nuée. Une riposte aux attaques du Hamas téléguidées par Bachar El-Assad et son allié iranien pour faire oublier la Syrie, explique le quotidien *Asharq Al-Awsat*.



STAVRO

SUR NOTRE SITE



© JARDIN BOTANIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE BÂLE

www.courrierinternational.com aussi se renouvelle !

- MOYEN-ORIENT** Suivez au quotidien les derniers développements de la bataille de Gaza.
- WEBDOC** Trnopolje, un été oublié : vingt ans après le début de la guerre en Bosnie-Herzégovine, que reste-t-il du camp de Trnopolje où transitèrent 25 000 personnes ?
- INSOLITES** L'éclosion magique du pénis floral, 60 rats contre un portable... La rubrique de Claire Maupas.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook et Twitter.



P. 54

Médias. Les rebelles du streaming



CROSSXBONES

Comme Sky Adams, dit CrossXBones, ils sont de plus en plus nombreux, équipés de leurs smartphones, à témoigner des mouvements de protestation aux États-Unis. Ces reporters de rue sont devenus les yeux et les oreilles du mouvement Occupy.

P. 58

360° NIKOLA TESLA, UN SAVANT MAGNETIQUE

Soixante-dix ans après sa mort, ce visionnaire génial, originaire d'Autriche-Hongrie, est aujourd'hui le héros de livres, de films, de jeux vidéo... Le mythe n'en finit plus de grandir.



JACQUES BOYER/ROGER-VOLLET



Sommaire

Les journalistes de **Courrier international** sélectionnent et traduisent plus de 1 500 sources du monde entier : journaux, sites, blogs. Ils alimentent l'hebdomadaire et son site **courrierinternational.com**. Voici la liste exhaustive des sources que nous avons utilisées cette semaine :

Ha'aretz Tel-Aviv, quotidien. **Asharq Al-Awsat** Londres, quotidien. **The Atlantic** Boston, mensuel. **Bangkok Post** Thaïlande, quotidien. **Chapati Mystery** blog. **Chungkuo Shihpao - China Times** Taipei, quotidien. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Ekho Kavkaza** (ekhokavkaza.org) Prague, en ligne. **Fast Company** New York, mensuel. **Financial Times** Londres, quotidien. **Le Flambeau** Bamako, hebdomadaire. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **The Guardian** Londres, quotidien. **Hankook Ilbo** Séoul, quotidien. **Hürriyet** Istanbul, quotidien. **L'Indépendant** Bamako, quotidien. **Istoé** São Paulo, hebdomadaire. **Jutarnji List** Zagreb, quotidien. **Los Angeles Times** Etats-Unis, quotidien. **Maariv** Tel-Aviv, quotidien. **Il Manifesto** Rome, quotidien. **Le Matin** Alger, en ligne. **Medved** Moscou, en ligne. **The Miami Herald** Etats-Unis, quotidien. **The New York Times** Etats-Unis, quotidien. **NRC Handelsblad** Rotterdam, quotidien. **OpenDemocracy** (opendemocracy.net) Londres, en ligne. **Politika** Belgrade, quotidien. **Público** Madrid, quotidien. **Semana** Bogotá, hebdomadaire. **Sinembargo.mx** Mexico, en ligne. **Stern** Hambourg, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Tokyo Shimbun** Japon, quotidien. **Utne Reader** Minneapolis, bimestriel. **La Vanguardia** Barcelone, quotidien. **Vreme** Belgrade, quotidien. **Your Middle East** (yourmiddleeast.com) Stockholm, en ligne. **The Washington Institute for Near East Policy** Etats-Unis, en ligne.



← **Toutes nos sources** Chaque fois que vous retrouvez cette vignette, scannez-la et accédez à un contenu multimédia sur notre site **courrierinternational.com** (ici, la rubrique "Nos sources").

7 jours dans le monde

- 10. **Etats-Unis.** Affaire Petraeus : le FBI en fait trop
- 16. **Portrait.** Justin Welby, un drôle de paroissien
- 18. **Controverse.** Le TPIY devait-il acquitter les généraux croates ?

D'un continent à l'autre

- AFRIQUE
- 20. **Mali.** La guerre ou la négociation ?
- AMÉRIQUES
- 24. **Etats-Unis.** Hillary parée pour 2016
- 26. **Colombie.** Des indignés à la recherche de paix
- 28. **Brésil.** L'ancien bras droit de Lula derrière les barreaux
- ASIE
- 30. **Inde.** Bal Thackeray : la mort lui va si bien

- 32. **Chine-Taiwan.** Une seule condition, la démocratie
- 34. **Thaïlande.** Des nomades des mers échoués à terre

—MOYEN-ORIENT

36. **Gaza.** Ce que cache l'offensive

- EUROPE
- 40. **Espagne.** Les sirènes séparatistes séduisent la Catalogne
- 41. **Géorgie.** Halte au laxisme du nouveau gouvernement !
- 42. **Allemagne.** Les Pirates passent par-dessus bord

- FRANCE
- 44. **Diplomatie.** Ankara attend des signaux de Paris
- Politique.** Un boulevard pour Sarkozy

Ala une

- 46. **Stop l'austérité !** La presse européenne contre la rigueur



Transversales

- 52. **Economie.** Cancún, nouvelle cité impériale chinoise
- 54. **Médias.** Les rebelles du streaming
- 56. **Ecologie.** Aux Pays-Bas, des bateaux pour remplacer les camions
- 57. **Signaux.** Vous aimez l'opéra ? Allez en Allemagne

360°

- 58. **Document.** Tesla, savant magnétique
- 62. **Plein écran.** Fukushima zone sensible
- 64. **Culture.** "Nom d'un chien, je vais être publié en Russie !"
- 66. **Photographie.** La Madone à la kalachnikov
- 68. **Tendances.** Chasser les clichés
- 70. **Histoire.** Al Capone, plus tonton que flingueur

Courrier international

Edité par **Courrier international SA**, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €. **Actionnaire** La Société Editrice du Monde. **Directoire** Antoine Laporte, président et directeur de la publication ; Eric Chol. **Conseil de surveillance** Louis Dreyfus, président. **Dépôt légal** novembre 2012. Commission paritaire n° 0712c82101. ISSN n°1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baïf, 75212 Paris Cedex 13 Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com lecteurs@courrierinternational.com **Directeur de la rédaction** Eric Chol **Rédacteurs en chef** Jean-Hébert Armengaud (16 57), Claire Carrard (édition, 16 58), Odile Conseil (web, 16 27) **Rédacteurs en chef adjoints** Catherine André (16 78), Raymond Clarinard (16 77), Isabelle Lauze (16 54), **Assistante** Dalia Bounekta (16 16) **Rédactrice en chef technique** Nathalie Pingaud (16 25) **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31) **Directeur de la communication et du développement** Alexandre Scher (16 15) **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Europe Catherine André (coordination générale, 16 78), Danièle Renon (chef de service adjointe Europe, Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 22), Gerry Feehily (Irlande, 19 70), Lucie Geoffroy (Italie, 16 86), Daniel Matias (Portugal, 16 34), Iwona Ostapowicz (Pologne, 16 74), Marie Béloiel (chef de rubrique France, 17 32), Iulia Badea-Guéríte (Roumanie, Moldavie, 19 76), Wíneke de Boer (Pays-Bas), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Mehmet Koksál (Belgique), Kristina Rönnqvist (Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie, coordination Balkans), Agnès Jarfas (Hongrie), Mandi Gueguen (Albanie, Kosovo), Miro Miceski (Macédoine), Martina Bulakova (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Katerina Kesa (Estonie), **Russie, est de l'Europe** Laurence Habay (chef de service, 16 36), Alda Engolian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **Amérique** Bérandère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Eric Pape (Etats-Unis, 16 95), Anne Proenza (chef de rubrique, Amérique latine, 16 76), Paul Jurgens (Brésil) **Asie** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chau-méau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ingrid Therwath (Asie du Sud, 16 51), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées), Kazuhiko Yatabe (Japon) **Moyen-Orient** Marc Saghié (chef de service, 16 69), Hamdam Mostafavi (Iran, 17 33), Hoda Saliby (16 35), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe), Pierre Vanrie (Turquie) **Afrique** Ousmane Ndiaye (chef de rubrique, 16 29), Hoda Saliby (Maghreb, 16 35), Chawki Amari (Algérie), Sophie Bouillon (Afrique du Sud) **Economie** Pascale Boyen (chef de service, 16 47) **Sciences** Anh Hoà Truong (chef de rubrique, 16 40) **Magazine** Isabelle Lauze (16 54) **Insolites** Claire Maupas (chef de rubrique, 16 60) **Ils et elles ont dit** Iwona Ostapowicz (chef de rubrique, 16 74)

Site Internet Hamdam Mostafavi (chef des informations, 17 33), Catherine Guichard (rédactrice, 16 04), Pierrick Van-Thé (web-mestre, 16 82), Mathilde Melot, Albane Salzberg (marketing) **Agence Courrier** Sabine Gradadad (chef de service, 16 97) **Traduction** Raymond Clarinard (rédacteur en chef adjoint, 16 77), Natalie Amargier (russe), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois), Julie Marcot (anglais, espagnol, portugais), Daniel Matias (portugais), Marie-Françoise Monthiers (japonais), Mikage Nagahama (japonais), Ngoc-Dung Phan (anglais, italien, vietnamien), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Danièle Renon (allemand), Mélanie Sinou (anglais, espagnol), Leslie Talaga **Révision** Jean-Luc Majouret (chef de service, 16 42), Marianne Bonneau, Philippe Czerepak, Fabienne Gérard, Françoise Picon, Philippe Planché, Emmanuel Tronquart (site Internet)

Publicité M Publicité, 80 boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 - Directrice générale : Corinne Mrejen. Directeur de la publicité : Etienne Grassot (etienne.grassot@mpublicite.fr, 38 83). Directeurs de clientèle : Hedwige Thaler (hedwige.thaler@mpublicite.fr, 38 08), Mustafa El Hayani (mustafa.elhayani@mpublicite.fr, 38 11). Chef de publicité : Marjorie Couderc (marjorie.couderc@mpublicite.fr, 37 97). Assistante commerciale : Carole Fraschini (carole.fraschini@mpublicite.fr, 38 88) Régions : Eric Langevin (eric.langevin@mpublicite.fr, 38 04). Annonces classées : Cyril Gardère (cyril.gardere@mpublicite.fr, 38 88). Exécution : Gérardine Doyotte (39 33). Site Internet : Alexandre de Montmarin (alexandre.demontmarin@mpublicite.fr, 37 45).

Secrétaire général Paul Chaîne (17 46). Assistantes : Natacha Scheubel (16 52), Sophie Nézet (partenariats, 16 99), Sophie Jan. Gestion : Julie Delpech (responsable, 16 13). Comptabilité : 01 48 88 45 02. **Responsable des droits** Dalia Bounekta (16 16). **Ventes au numéro** Responsables publications : Brigitte Billiard. **Direction des ventes au numéro** : Hervé Bonnaud. **Chef de produit** : Jérôme Pons (0 805 05 01 47, fax : 01 57 28 21 40). **Diffusion internationale** : Franck-Olivier Torro (01 57 28 32 22). **Promotion** Christiane Montillet. **Marketing** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Lucie Torres (17 39), Romaisa Cheral (16 89). **Modifications de services ventes au numéro, réassort** Paris 0805 05 01 47, province, banlieue 0 805 05 01 46

Service clients abonnements : Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9. Tél. : 03 21 13 04 31 Fax : 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures) Courriel : abo@courrierinternational.com **Commande d'anciens numéros** Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Tél. : 01 57 28 27 78

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 49 times per year (triple issue in Aug, double issue in Dec), by Courrier International SA c/o USACAN Media Dist. Srv. Corp. at 26 Power Dam Way Suite S1-S3, Plattsburgh, NY 12901. Periodicals Postage paid at Plattsburgh, NY and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, P.O. box 2769, Plattsburgh, NY 12901-0239.

Ce numéro comporte un encart Abonnement broché sur les exemplaires kiosque, un encart Les Restos du cœur sur certains exemplaires abonnés, un encart Forum des images sur certains abonnés parisiens, un encart DELL sur certains abonnés France métropolitaine, un encart "Sciences et Vie" sur certains abonnés France métropolitaine et un encart "Polka" sur certains abonnés Paris et région parisienne.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à :
Courrier international - Service Abonnements - A2100
62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour 1 an (52 numéros) + accès illimité au site Internet au prix de 99 € au lieu de 175 €* soit plus de 43% d'économie.

Monsieur Madame Mademoiselle

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

TÉLÉPHONE E-MAIL

RCO1200PB1002

Je choisis mon moyen de paiement :

Par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Par carte bancaire n°

Expire fin [] [] [] [] Cryptogramme [] [] [] []

date et signature obligatoires

Courrier international

Avantage abonné

Créez votre compte sur courrierinternational.com pour accéder en illimité à notre site Internet, aux newsletters, aux archives, aux PDF...

Retrouvez votre magazine sur votre iPhone/iPad (applications à télécharger gratuitement).



Plus simple et plus rapide

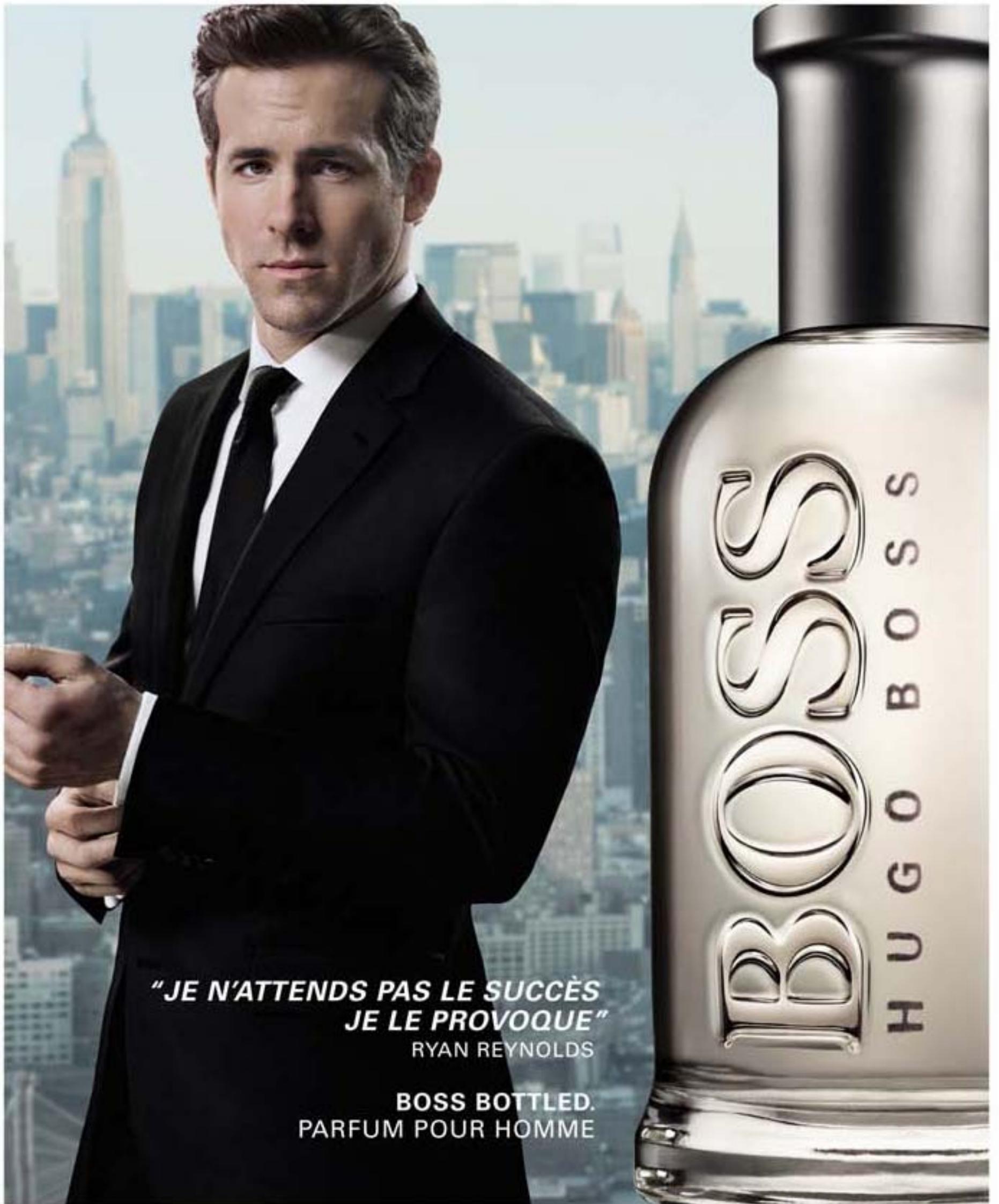
abonnez-vous sur boutique.courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 (non surtaxé)



Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada : (1) 800 363 1310 - expsmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

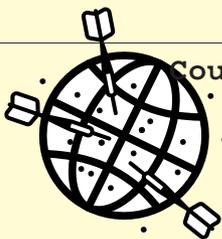
* Prix de vente au numéro. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service abonnements. Pour l'étranger, nous consulter. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci contre.



*"JE N'ATTENDS PAS LE SUCCÈS
JE LE PROVOQUE"*

RYAN REYNOLDS

BOSS BOTTLED.
PARFUM POUR HOMME



7 jours dans le monde.

ÉTATS - UNIS

Affaire Petraeus : le FBI en fait trop

Selon le journaliste américain Joe Nocera, la démission de l'ancien chef de la CIA remet les questions de vie privée et de surveillance au cœur des débats.

— **The New York Times** (extraits) New York

Nous entrons désormais dans la deuxième phase du scandale David Petraeus. La première avait commencé le 9 novembre, quand l'intéressé avait révélé sa relation extra-conjugale [avec Paula Broadwell, sa biographe] et démissionné de son poste de directeur de la CIA. Depuis, la presse se bouscule pour suivre chaque nouveau coup de théâtre.

Dans la deuxième phase, on commence à s'intéresser à la signification générale du scandale — en admettant, bien entendu, qu'il y en ait une. Le scandale Madoff, par exemple, avait montré que les investisseurs renonçaient volontiers à toute méfiance quand les rendements de leurs portefeuilles étaient trop beaux pour être vrais.

Le scandale Petraeus pourrait bien donner des conclusions fort différentes. Si le militaire le plus admiré de sa génération peut se faire pirater sa messagerie électronique par le FBI, aucun de nous n'est à l'abri du dispositif de surveillance qui est apparu après le 11 septembre [2001].

Revenons sur les lieux du prétendu délit, à Tampa, en Floride : Jill Kelly, une femme séduisante en quête de mondanités, reçoit des courriels troublants d'un expéditeur anonyme. Si elle avait eu le moindre bon sens, elle aurait bloqué l'adresse e-mail et tout se serait arrêté là ; mais, comme elle sait que les hommes sont prêts à contourner les règlements pour elle, elle va voir un ami du FBI qui demande à ses supérieurs de lancer une enquête. Ceux-ci acceptent.

Mais pour quel motif ? J'ai regardé la réglementation en matière de harcèlement sur Internet. Elle précise qu'il y a délit quand un courriel "cause une détresse émotionnelle substantielle" ou provoque chez la victime "une crainte raisonnable de mort ou de blessure grave".

Il est bien entendu possible que les courriels anonymes que Jill Kelly a reçus de Paula Broadwell, l'ancienne maîtresse de Petraeus, aient rempli ces conditions. Quoi

qu'il en soit, le FBI s'est activement employé à les rendre aussi menaçants que possible. Mais, une fois qu'ils seront connus — et ils finiront par l'être —, je soupçonne fort qu'on verra que tout ça n'était qu'un prétexte. Même chose pour les "informations confi-

✓ Dessin de Bado, paru dans Le Droit, Ottawa.



dentielles" que Paula Broadwell est censée détenir. Compte tenu de la propension de tous les gouvernements, depuis le 11 septembre, à qualifier de "confidentiel" n'importe quel bout de papier hormis les serviettes en papier des toilettes, je suppose que les révélations seront beaucoup plus triviales : une fois que le FBI eut appris la vérité — ce n'était qu'une histoire de fesses —, il lui fallait une noble raison pour continuer à fouiner.

ANALYSE

Je comprends pourquoi David Petraeus s'est senti obligé de démissionner : cette affaire a violé son code de l'honneur. Mais je regrette tout de même que Barack Obama ait accepté sa démission.

J'aurais voulu que le président déclare que, même si le général Petraeus avait fait une erreur dans sa vie personnelle, une erreur trop humaine que des millions de gens commettent chaque jour, c'était à lui, à sa femme et à son ancienne maîtresse d'en gérer les conséquences. J'aurais voulu qu'il affirme que cette affaire ne l'emportait pas sur ses années de service et ne l'empêchait pas de continuer à servir. J'aurais souhaité qu'il annonce que l'inspecteur général du ministère de la Justice

allait mener une enquête pour savoir si le FBI avait agi correctement en traitant la plainte de Jill Kelly.

Le 16 novembre, la présentatrice Andrea Mitchell s'est entretenue avec Roy Blunt, un sénateur républicain du Missouri, qui revenait d'une réunion à huis clos de la commission du Renseignement devant laquelle Petraeus avait témoigné.

"Pensez-vous qu'il devait démissionner ?" demanda-t-elle.

— D'après ce que je sais, je ne le pense pas, a répondu Blunt. [Petraeus] n'est manifestement pas quelqu'un qu'on peut faire chanter."

Roy Blunt a ainsi balayé le seul argument légitime pour chasser David Petraeus de son poste en raison de sa liaison.

Dans les semaines à venir, les gens seront de plus en plus nombreux à parvenir à la même conclusion — et vont commencer à s'interroger sur la facilité avec laquelle les auto-

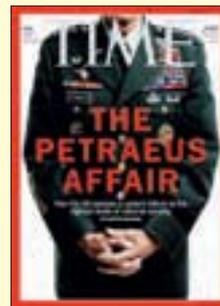
rités peuvent lire nos courriels et regarder dans notre chambre à coucher. Il est plus que temps. — **Joe Nocera**

À LA UNE

TIME MAGAZINE
New York
Hebdomadaire
6 000 000 ex.

"L'affaire"

Le magazine **Time** consacre la une de son édition américaine du 26 novembre au scandale Petraeus, avec un long article intitulé "Spyfall" (littéralement : La chute de l'espion), clin d'œil à *Skyfall*, le dernier **James Bond**. Selon le magazine, c'est "tout l'appareil de sécurité des États-Unis qui est secoué" par ce scandale. L'hebdomadaire s'interroge aussi sur la façon dont la Maison-Blanche a géré la démission de l'une des figures les plus emblématiques de l'appareil militaire américain.

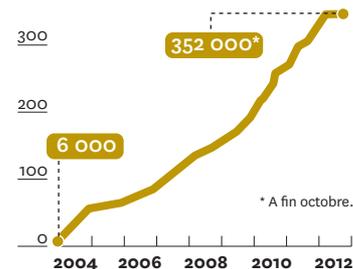


Nombreux mais peu sûrs

AFGHANISTAN — "La rapide augmentation des forces armées et de police en Afghanistan est considérée comme un élément crucial de la stratégie de sortie des États-Unis", note le **Washington Post**. Mais le quotidien souligne que, si l'objectif numérique est atteint, les forces en question sont loin de pouvoir assurer le contrôle du pays. "Aucun bataillon afghan n'est capable d'opérer sans le soutien des Américains ; de nombreux policiers passent plus de temps à soutirer des pots-de-vin qu'à patrouiller." En outre, "de plus en plus de soldats et de policiers afghans retournent leurs armes vers leurs partenaires américains ou ceux de l'Otan".

Les forces de sécurité en Afghanistan

Nombre de soldats et de policiers afghans en service ou en formation (en milliers)



SOURCES : "THE WASHINGTON POST", BROOKINGS

Des droits de l'homme, mais pas assez

ASEAN — Les dix pays membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) ont signé une déclaration des droits de l'homme le 18 novembre, lors du 21^e sommet du groupe, qui se tenait à Phnom Penh. C'est une première pour ce groupe qui rassemble la Birmanie, la Thaïlande, le Cambodge, le Laos, le Vietnam, Singapour, la Malaisie, Brunei, l'Indonésie et les Philippines, mais qui pêche par excès de timidité : **The Irrawaddy** précise que "le projet a été élaboré à huis clos, alors que des violations de droits de l'homme se poursuivent dans plusieurs pays de la région". Le site Internet birman rappelle notamment les condamnations récentes de journalistes et de blogueurs au Vietnam, l'usage de la force au Cambodge pour contraindre certains habitants à quitter leurs maisons et les meurtres de journalistes, la loi de lèse-majesté en Thaïlande ou les exactions commises contre les musulmans dans l'ouest de la Birmanie.

Bordeaux. Des vins, un style.



Avec ses milliers de châteaux,
le vignoble de Bordeaux offre une belle diversité de goûts et de saveurs.

BORDEAUX



Bordeaux.com



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

↓ Dessin
de Kopelnitsky,
Etats-Unis.

Les puissants se serrent les coudes

PAYS DU GOLFE — “La twittosphère du Golfe s’enflamme à propos de l’accord de coopération de sécurité intérieure signé le 14 novembre entre les six pétromonarchies de la région”, rapporte le site koweïtien **Al-Aan**. Le texte de l’accord n’a pas été communiqué, mais selon le journal **Al-Watan**, détenu par la famille régnante koweïtienne, il prévoit l’extradition obligatoire de toute personne accusée dans l’un des six pays signataires, y compris “pour atteinte aux chefs de l’Etat, à leurs ascendants et à leurs descendants, ainsi qu’à leurs épouses”. Cela tend à interdire de critiquer tout membre de l’une des six familles régnantes, notamment les quelque vingt mille princes de la famille régnante saoudienne. A Bahreïn des troupes saoudiennes stationnent toujours pour protéger le régime contre la révolte chiite, et au Koweït l’émir a récemment laissé entendre qu’il pourrait faire appel à ses pairs du Golfe pour en finir avec les manifestations qui réclament un gouvernement élu.



Le secret honteux d'Ikea

TRAVAIL — La firme suédoise de meubles bon marché a reconnu avoir bénéficié en connaissance de cause du travail forcé de prisonniers politiques est-allemands dans les années 1980. C’est un rapport commandé à Ernst & Young par Ikea, rendu public le 16 novembre, qui fait la lumière sur le sujet — “une publicité désastreuse pour l’entreprise dont le logo bleu et jaune mondialement connu tient parfois lieu d’ambassadeur culturel à la Suède”, note l’**International Herald Tribune**.

Autonomiser la Transnistrie

MOLDAVIE-RUSSIE — “Pour défendre la Transnistrie, Moscou a décidé de passer des paroles aux actes.” C’est ainsi que le quotidien russe **Nezavissimaïa Gazeta** interprète le déplacement le 16 novembre en Moldavie, de Dmitri Rogozine, ex-ambassadeur de Russie à l’Otan et représentant spécial du président russe, pour “négocier” avec Chisinau l’ouverture d’un consulat russe à Tiraspol, capitale de la région sécessionniste russophone. Cela dit, en cas de désaccord, Rogozine passera outre, estime la NG, et 3 milliards de roubles (74,3 millions d’euros) seront débloqués pour développer l’économie de la région, secteur de l’armement en tête.



LA PHOTO DE LA SEMAINE

Un moment d'exception



PHOTO NICOLAS ASFOURI/AFP

De nombreux journaux ont mis à la une le 20 novembre une photo de Barack Obama étreignant l’emblématique Aung San Suu Kyi, à l’issue de la conférence de presse que la chef de l’opposition birmane et le président américain ont donnée ensemble à Rangoon. C’est la première fois qu’un président américain en exercice se rend en Birmanie. Trop tôt ? “Les réformes mises en place par les généraux sont fragiles et réversibles”, estime le site d’information **The Irrawaddy**.

↓ Dessin de
Bolígan, Mexique.

501 000

PERSONNES ont immigré en Allemagne au cours du premier semestre 2012, soit une augmentation de 15 % par rapport à l’année précédente. Si elles venaient majoritairement de l’Union européenne, et notamment d’Europe de l’Est (Pologne, Hongrie), le nombre des migrants en provenance de Grèce, d’Espagne et du Portugal, lui, a fait un bond de plus de 50 %.

— Focus Munich



SUIVEZ - LES

Journalistes, experts, citoyens éclairés : ils sont sur les réseaux sociaux. A suivre !



Armée israélienne @IDFSpokesperson

L’armée israélienne utilise largement ce compte comme outil d’information et de propagande dans le cadre de l’offensive menée contre le Hamas depuis le 14 novembre (en anglais).



Brigades Al-Qassam @AlqassamBrigade

La branche armée du Hamas n’est pas en reste dans la “guerre des tweets” avec Israël : informations et proclamations guerrières se succèdent sur ce compte (en anglais).



National Geographic @NatGeo

Pour se changer les idées, le compte de la célèbre revue créée en 1888 propose de superbes photos, d’animaux, de paysages, de phénomènes naturels, mais aussi des vidéos... (en anglais)

La Nouvelle Internationale de Nova

De 6h à 9h, c’est la matinale de Radio Nova avec Courrier

Equipée de toute la technologie y compris de l'ADB (anti-dérapiage budgétaire)



Hyundai
i40

A partir de
389 € TTC/mois⁽¹⁾
Entretien et Perte financière inclus



- ♦ Emissions de CO₂ dès 113g/km
- ♦ Climatisation automatique bi-zone
- ♦ Aide au stationnement AV/AR
- ♦ Système de navigation Europe
- ♦ Système d'accès mains-libres et démarrage sans clé



New Thinking. New Possibilities : Nouvelles idées. Nouvelles possibilités.

(1) Exemple de prix, au 14/09/2012, pour la Location en Longue Durée d'une Hyundai i40 1.7 CRDi 115 PACK Business Blue Drive - 6 cv - CO₂ 113g/km pour une durée de 48 mois et 60 000 kilomètres. Le loyer intègre la peinture métallique et les prestations Entretien et Perte financière. Sous réserve de variation de la fiscalité ou du tarif constructeur en vigueur. **Modèle Présenté** : Hyundai i40sw 1.7 CRDi 138i PACK Premium Limited à 459 € TTC par mois. Offre réservée aux Professionnels, valable jusqu'au 31/12/2012, sous réserve d'acceptation de votre dossier par Cofiparc - SAS au capital de 60000000 € - 300300026 RCS Paris, Siège Social : 1, Blvd Hausmann 75009 Paris. N° d'identification TVA intracommunautaire : FR 17 389 390 626. N° d'immatriculation ORIAS : 07 027 948 (www.orias.fr). Certifié ISO 9001. Consommations mixtes/urbaines/extra-urbaines de la gamme i40 (l/100km) : de 4,3 à 6,4 de 5,3 à 7,6 de 3,7 à 5,4. Emissions de CO₂ (en g/km) : de 113 à 150.
TRIPLE GARANTIE 5 ANS HYUNDAI : 5 ans de garantie kilométrage illimité - 5 ans d'assistance gratuite - 5 ans de contrôle annuel gratuit.

i40.hyundai.fr

5 ANS
TRIPLE
GARANTIE

Engagement kilométrage illimité

RDC

Chaos régional programmé

Les troupes du mouvement rebelle M23 sont entrées dans Goma, la capitale du Nord-Kivu.

Selon des sources concordantes, les rebelles, qui avaient lancé quelques jours plus tôt une offensive sur les positions de l'armée congolaise, ont investi Goma le 20 novembre en fin de matinée. Cette ville d'environ 300 000 habitants, située à l'extrême est de la RDC, quasiment à la frontière du Rwanda et de l'Ouganda, est un verrou stratégique. Goma abrite aussi l'importante mission des Nations unies pour le Congo (Monusco). Le personnel onusien a été évacué.

Le M23 est né début mai à l'initiative d'anciens rebelles qui avaient été intégrés à l'armée congolaise en 2009 à la suite d'un accord de paix.

Quand le président Joseph Kabila a décidé de livrer à la Cour pénale internationale de La Haye l'ex-chef militaire de cette rébellion, ces soldats se sont mutinés : pour eux, Kinshasa n'avait pas respecté ses engagements. Depuis, la RDC accuse ses voisins

– Rwanda et Ouganda – d'instrumentaliser le M23.

“C'est ici que se joue la crédibilité de la communauté internationale, qui, par l'entremise du Conseil de sécurité, devrait prendre ses responsabilités. Le Rwanda a été désigné par un rapport des experts de l'ONU comme le principal instigateur de l'insécurité qui sévit dans le Nord-Kivu. Cela au même titre que l'Ouganda”, écrit *Le Potentiel*, principal quotidien congolais.

Le Rwanda dément soutenir la rébellion. L'Ouganda, en signe de mécontentement, a décidé de fermer sa principale frontière avec la RDC.

Le Kivu est le théâtre de conflits quasi ininterrompus depuis une vingtaine d'années. Les mouvements rebelles et les pays voisins de la république démocratique du Congo – Ouganda, Rwanda et Burundi – se disputent ses importantes richesses minières (or, coltan, cassitérite) et agricoles.—



↑ La frontière de la RDC et de l'Ouganda le 20 novembre : des habitants du Nord-Kivu fuient les combats.

Photo James Akena/Reuters

ILS PARLENT DE NOUS

Un journaliste étranger commente l'actualité française



RUDOLF BALMER, correspondant de la *Tageszeitung* (Allemagne) et de la *Basler Zeitung* (Suisse), à propos de l'aéroport du Grand Ouest.

“Notre-Dame-des-Landes, un anachronisme”

Le gouvernement – et en particulier son chef – a-t-il raison de s'obstiner sur le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ?

Ce projet est un anachronisme. Il me semble qu'il date d'une époque où l'on croyait à une montée exponentielle du trafic aérien. Pas besoin d'être économiste pour comprendre que, dans ce domaine, l'offre ne suffit pas pour créer une telle demande. Le double rôle de Vinci en tant que constructeur et futur concessionnaire de l'aéroport est aussi troublant. Mais c'est surtout sur la concertation – principe pourtant si cher à François Hollande – que le bât blesse : on ne peut pas impunément passer outre au refus de ce projet par une partie importante de la population.

La position des écologistes – dans le gouvernement, mais contre ce projet – est-elle tenable ?

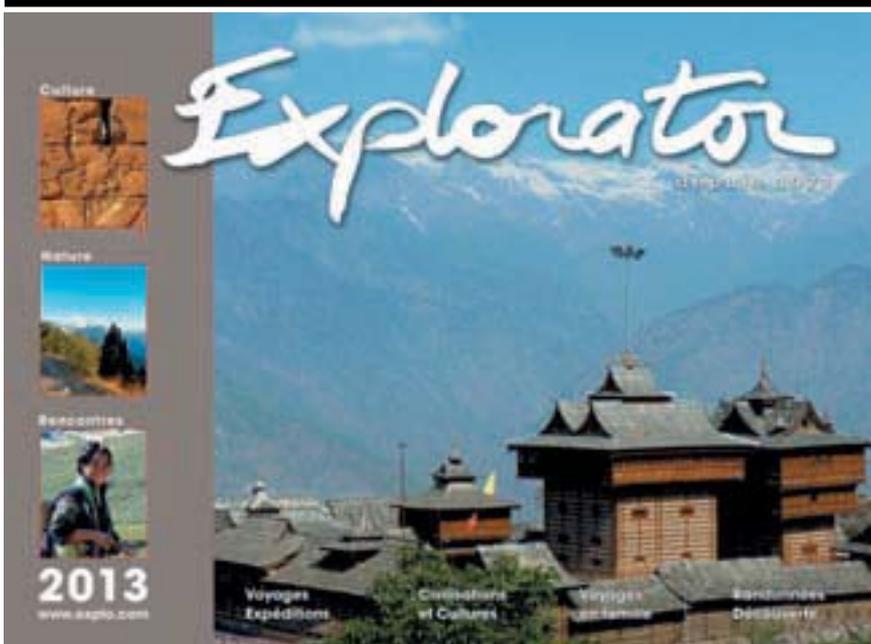
Les socialistes étaient parfaitement au courant du problème. Ce désaccord, connu par tous, ne peut donc a priori constituer une raison de démission des deux ministres verts. Mais, concrètement, il suffirait d'une bavure sur place ou d'une radicalisation du mouvement dans un contexte déjà bien tendu, et les verts ne pourraient plus justifier leur participation à un gouvernement dirigé par M. Ayrault. Pour le moment, les socialistes et les verts veulent jouer la montre, peut-être en espérant que l'hiver calmera l'ardeur des occupants sur place. Mais, théoriquement, il n'existe aucun compromis possible : soit on construit l'aéroport, soit on y renonce. Certains vont forcément perdre la face ! Sauf qu'en politique rien n'est aussi clair. Imaginons que la décision sur NDDL serve de monnaie d'échange : je renonce à l'aéroport (ou je le retarde), tu fais des concessions sur le nucléaire ou la fiscalité écologique...

La mobilisation très hétéroclite des “anti” fait-elle écho à des événements semblables en Allemagne ?

Bien sûr, elle fait penser à la résistance contre les transports Castor [les trains chargés de déchets radioactifs] ou à Stuttgart 21, c'est-à-dire la longue lutte contre le projet d'une gare dans la ville de Stuttgart.

Dans la lutte récente contre les déchets nucléaires de Gorleben, dans le Wendland, on n'observe pas seulement des formes de résistance semblables (routes barrées, cabanes dans les arbres), mais également une solidarité très forte de la population rurale avec les militants antinucléaires des villes, qui sont très politisés et qui intègrent leur combat dans une stratégie altermondialiste.—

Le voyage insolite par excellence



pour demander notre nouveau catalogue :

courrier13@explo.com

www.explo.com

Tél. 01 53 45 85 85



mètres cubes de béton seront nécessaires à la construction de l'écluse de Deurganckdok, la plus grande du monde, dans le port d'Anvers : 500 mètres de long sur 38 mètres de large. Les deux immenses portes seront mises en place au printemps 2015. L'ouvrage, qui aura coûté 382 millions d'euros, routes et bâtiments compris, entrera en fonction en avril 2016. “La construction d'écluses est un secteur où la Belgique possède une réputation d'envergure mondiale”, souligne le quotidien flamand *De Tijd*.



**Pour tester la douceur de la brebis,
caressez-la dans le sens du pot.**



Et pour ceux que ça intéresse, notre yaourt au lait de brebis bio a été fabriqué au cœur de la Lozère. Nos brebis sont des Lacaunes, race originaire de la région et broutent de l'herbe à flore variée pour que nos yaourts soient naturellement doux et onctueux.

Plus d'informations sur www.vrai.fr

Le bonheur est dans le Vrai.





**ILS/ELLES
ONT DIT**

FANATIQUE

“Toute statue qui a été adorée par le passé ou qui risque d’être adorée dans l’avenir doit être démolie. C’est notre devoir.” Onze ans après avoir “aidé” les talibans à détruire les statues de Bouddha à Bamiyan, en Afghanistan, le cheikh djihadiste **Mourgane Salem Al-Gohary** appelle, sur la chaîne égyptienne Dream TV, à faire sauter les pyramides de Gizeh. **Egypt Independent**, Le Caire

DÉCALÉE

“Avez-vous un animal domestique ayant une peur panique des sirènes d’alerte ? Si oui, contactez-moi, s’il vous plaît, c’est pour un article. Merci !” C’est le tweet de la

journaliste israélienne **Sharon Udasin** envoyé le 19 novembre, au sixième jour de l’offensive israélienne contre la bande de Gaza ; 95 Palestiniens et 3 Israéliens avaient été tués au cours de l’opération israélienne, baptisée Pilier de défense. **L’Orient-Le Jour**, Beyrouth

MOQUEUR

“Si la chasteté perpétuelle était une condition pour travailler dans la fonction publique, Washington serait une ville fantôme bourrée de sauterelles, d’herbes folles et de bureaux vides.” Dixit l’essayiste **William Doyle** à propos de l’affaire Petraeus. **CNN**, Atlanta (voir l’article p. 10)

CONTRARIÉ

“Il aurait dû attendre pour voir si la Birmanie était sur le bon chemin.” Selon **Khun Htun Oo**, homme politique de la minorité shan, la visite du président américain Barack Obama, le 19 novembre, a eu lieu trop tôt – alors que les réformes démocratiques en Birmanie sont toujours en cours. **The Guardian**, Londres

EXPÉDITIF

“Les Américains ne se sont pas contentés de Hiroshima : comme les Japonais ne se rendaient pas assez vite, ils ont bombardé Nagasaki.”

Selon **Gilad Sharon**, fils de l’ancien Premier ministre israélien Ariel Sharon, Israël devrait employer la méthode forte à Gaza. **“Il ne devrait plus y avoir d’électricité ni d’essence, ni de voitures en circulation”**, précise-t-il. **The Jerusalem Post**, Israël

Justin Welby Un drôle de paroissien



**ILS FONT
L'ACTUALITÉ**

—Financial Times

(extraits) Londres

Les voies du Seigneur sont impénétrables, c’est vrai, mais elles ont rarement été aussi tortueuses que celles qui ont abouti au choix du nouveau chef de l’Eglise d’Angleterre.

Lorsque le cent quatrième archevêque de Canterbury, Rowan Williams, a annoncé au mois de mars qu’il allait quitter ses fonctions, Justin Welby ne faisait absolument pas partie des noms cités pour prendre sa succession. Il faut dire qu’il n’était évêque que depuis fin 2011.

Mais au fil des mois, on – les fidèles et les bookmakers – s’est aperçu qu’aucun des prélats évoqués pour succéder à Mgr Williams ne convenait. Les candidats étaient un peu, disons, médiocres. Ce qui n’est d’ailleurs guère surprenant : l’Eglise paie des clopinettes, elle est très démodée et la moitié féminine de l’humanité en est toujours exclue.

Puis, à y regarder de plus près, un homme à l’exceptionnel éventail de talents et au CV des plus intrigants s’est distingué des autres. Un spécialiste de la Bible qui avait passé les onze premières années de sa carrière dans l’industrie pétrolière est devenu archevêque. C’est ainsi qu’à 56 ans Justin Welby, évêque de Durham, sorti de nulle part, l’a emporté.

Il sera non seulement à la tête de l’Eglise d’Angleterre, une organisation controversée dans un pays largement laïcisé, mais aussi, de facto, de la Communion anglicane mondiale, forte de 80 millions d’âmes (dont un quart au Nigeria) et déchirée par la question de l’homosexualité. Le bien-aimé Rowan Williams avait renoncé à réconcilier toutes les factions. Et à seulement 62 ans, en proie au désespoir, il se retire dans un collège de l’université de Cambridge.

Mgr Welby fera-t-il mieux ? Il est tout sauf un bigot à l’esprit borné. Feu son père avait failli épouser l’actrice Vanessa Redgrave ; il a fait ses études à Eton et à Cambridge ; sa mère est aujourd’hui mariée à un travailliste ; et puis il a le pétrole, même si l’histoire

manque de glamour : Justin Welby est devenu trésorier d’Enterprise Oil – un poste sans grand intérêt mais vital pour la santé de l’entreprise.

Son intérêt pour la religion était connu de ses collègues, mais il n’en faisait pas étalage. Aussi, lorsqu’il a décidé de quitter la vie en entreprise, en 1989, et de se préparer à l’ordination, il a suscité l’étonnement. Nul ne sait dans quelle mesure la disparition de sa fille, encore bébé, dans un accident de voiture, a influencé sa décision.

Justin Welby n’a pas tardé à refaire sa vie dans la peau du recteur évangélique de la St James’s Church, dans la petite ville de Southam, dans le comté du Warwickshire [au centre de l’Angleterre], avec sa jeune épouse et, peu à peu, ses cinq enfants.

“Il a du charisme. Lorsqu’il demandait à une personne de faire quelque chose, elle le faisait parce que c’était lui”, se souvient Terence Hill, le bedeau de l’église. A Welby aussi, on confiait sans cesse des missions. Au péril de sa

↓ Justin Welby.

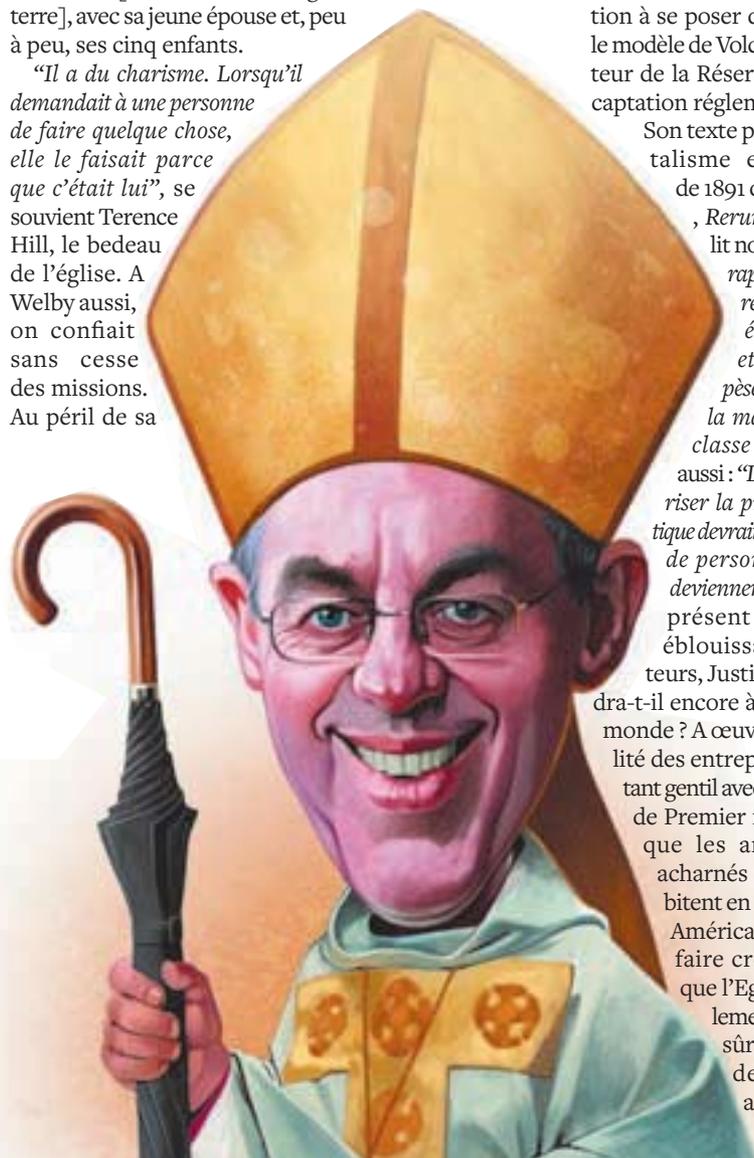
Dessin de Cummings, Londres, pour Courrier international.

vie, il est allé travailler avec les rebelles au Nigeria et a côtoyé au moins un auteur de massacre au Burundi. *“Et j’aimais bien ce type, même si je savais qu’il avait tué des dizaines de milliers de personnes”*, a-t-il récemment révélé. Puis il est devenu doyen de la cathédrale de Liverpool, une fonction très en vue, avant d’être promu à Durham.

Et pendant tout ce temps, l’homme se construisait la réputation de meilleur spécialiste du capitalisme de toute l’Eglise, ce qui le mena jusqu’à la commission du Parlement britannique sur les standards bancaires, poste qu’il entend bien conserver. Assurément, aucun des 104 précédents archevêques d’Angleterre n’a passé les dernières semaines avant sa prise de fonction à se poser des questions sur le modèle de Volcker [ancien directeur de la Réserve fédérale] et la captation réglementaire.

Son texte préféré sur le capitalisme est l’encyclique de 1891 du pape Léon XIII, *Rerum novarum*. On y lit notamment : *“Il faut rapidement trouver un remède adéquat pour éradiquer la misère et la pauvreté qui pèsent injustement sur la majeure partie de la classe ouvrière”*, mais aussi : *“Le droit devrait favoriser la propriété et la politique devrait viser à ce qu’autant de personnes que possible deviennent propriétaires.”* A présent sous les feux éblouissants des projecteurs, Justin Welby parviendra-t-il encore à satisfaire tout le monde ? A œuvrer pour la moralité des entreprises tout en restant gentil avec son conservateur de Premier ministre ? A faire que les antihomosexuels acharnés du Nigeria cohabitent en harmonie avec les Américains de gauche ? A faire croire aux Anglais que l’Eglise compte réellement ? Une chose est sûre, il n’a pas moins de chances qu’un autre.

—Matthew Engel



DR.



DR.

LIVE
IN
ITALIAN*



© 2013 Pellegrino S.p.A. All rights reserved. *LIVE IN ITALIAN is a registered trademark of Pellegrino S.p.A.

Elliott Erwitt



CONTROVERSE

Le TPIY devait-il acquitter les généraux croates ?

Condamnés en première instance à de lourdes peines de prison, les ex-généraux croates Ante Gotovina et Mladen Markac ont été blanchis par le tribunal de La Haye des accusations de crimes de guerre commis contre la population serbe en 1995.

↓ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.



OUI

Il dédouane justement la Croatie

—Jutarnji List (extraits) Zagreb

Pour la première fois depuis bien longtemps, la Croatie montrait un visage radieux ce 16 novembre, après l'acquiescement par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) des généraux Ante Gotovina et Mladen Markac pour les crimes commis pendant l'opération Oluja de 1995 [l'opération Tempête, présentée par Zagreb comme une guerre de reconquête de ses territoires sous contrôle serbe de 1991 à 1995, a provoqué l'exode de dizaines de milliers de Serbes qui y vivaient].

Ce procès ne visait ni l'indépendance ni la légitimité de la république de Croatie ; il a été intenté pour sanctionner certains agissements de ses forces armées, ainsi que la politique qui les encourageait et les tolérait. Toutefois, le verdict du tribunal de la Haye a dédouané la Croatie de la responsabilité des crimes de guerre en cassant les affirmations de la chambre de première instance sur l'existence d'une "entreprise criminelle commune" dont le but était de chasser définitivement les Serbes de la Krajina.

Comment se fait-il que le tribunal soit arrivé à cette conclusion bien que 200 000 Serbes aient quitté la Croatie ? La réponse à cette question est aussi simple qu'importante d'un point de vue historique. Manifestement, en essayant de statuer non seulement sur la responsabilité personnelle, ou celle du commandement militaire, mais également sur l'existence ou non d'une volonté politique, le tribunal de la Haye s'est

situé dans un contexte plus large, celui de l'Histoire. Il a pris en compte trois choses.

Primo, la Croatie n'a pas commencé la guerre ; elle a été agressée et entraînée dans le conflit. Secundo, la Croatie avait le droit de défendre l'intégrité de son territoire. Elle a donc agi légitimement. Tertio, l'opération militaire n'a pas seulement abouti à la reconquête de la Krajina, elle a aussi sauvé l'enclave de Bihac (menacée par un massacre comparable de celui de Srebrenica) ; et, plus important encore, l'armée de la République serbe a, grâce à elle, subi sa première et plus cuisante défaite, qui a été le prélude à la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine.

En termes simples et clairs, si cette opération n'avait pas eu lieu, la guerre aurait duré encore plus longtemps et Slobodan Milosevic serait resté au pouvoir plusieurs années encore. Sa chute a commencé avec la signature des accords de Dayton [septembre 1995], qui ont rendu impossible d'un point de vue légal et technique toute nouvelle opération militaire contre la Croatie ou la Bosnie-Herzégovine. Bref, sans Oluja il n'y aurait pas eu ces accords, qui ont mis fin au siège de Sarajevo.

Aujourd'hui, cet acquiescement renvoie la balle à la justice croate, qui doit impérativement poursuivre les crimes de guerre commis contre les Serbes. Malgré la liesse, il ne faut pas oublier qu'après Oluja, des crimes odieux contre des civils ont été perpétrés et pratiquement personne n'a été, à ce jour, poursuivi pour ces faits.

Juger les criminels ayant commis ces atrocités s'impose comme un test de la maturité juridique et morale de la Croatie. Ceux qui ont tué et ceux qui leur ont donné l'ordre de le faire doivent en répondre devant la justice. Mais cela n'enlèvera rien à la justice et à l'impact de l'opération Oluja, une guerre de libération pour les Croates qui restera une page importante de notre histoire commune malgré les crimes qui y ont été commis.

—Davor Butkovic

NON

Il s'est comporté en institution politique

—Politika Belgrade

Le dernier verdict en date du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), l'acquiescement des généraux croates Ante Gotovina et Mladen Markac, a définitivement désigné tous les Serbes comme les *bad boys* des Balkans et légitimé tous les poncifs de la propagande occidentale sur les guerres récentes dans la région. Seuls les Serbes sont les agresseurs, tous les autres sont des victimes. Qu'a fait la Serbie depuis la chute de Milosevic pour changer cet état de choses ? A part s'autoflageller, pratiquement rien. Belgrade a extradé à La Haye toute personne soupçonnée du moindre délit, pour gagner les bonnes grâces de l'Occident. Notre voie sans alternative en direction de l'Europe démocratique passait par La Haye, et y passe toujours. On nous réclame à présent même ceux qui auraient pu aider le général Mladic dans sa fuite. Les généraux Perisic, Pavkovic et Lazarevic sont, eux, déjà à La Haye. Qui s'occupe d'eux en Serbie ? L'Etat peut-être ? Après l'acquiescement des généraux croates, le général Perisic [condamné en première instance à vingt-sept ans de prison pour des crimes de guerre en Croatie et

en Bosnie-Herzégovine] pourrait-il espérer connaître en appel la même issue heureuse de son procès ? J'en doute.

Il faut féliciter l'Etat croate pour les efforts déployés en faveur de ses généraux. Zagreb s'est battu pour eux par tous les moyens : à l'aide des médias, moyennant des subventions de l'Etat, en payant des avocats, en procurant des documents importants à la défense, jusqu'aux interventions politiques directes et au lobbying en faveur des détenus de La Haye. Les grandes affiches arborant les portraits des généraux, les messes célébrées en leur honneur dans les églises du pays, les manifestations, voire les blocages des routes, témoignent aussi du soutien populaire dont bénéficiaient ces militaires.

Je refuse de porter un jugement sur qui est coupable et qui ne l'est pas, car toute personne est innocente tant que sa culpabilité n'est pas prouvée. La Croatie a réussi à se dédouaner de l'accusation d'"entreprise criminelle commune" dans l'exode des Serbes de la Krajina en 1995. C'est tant mieux pour elle. Les généraux croates ont été innocentés et libérés ; la Croatie peut désormais tranquillement voguer vers l'Union européenne.

Mais cela ne m'empêchera pas de dire ce que je pense du tribunal qui les a acquittés : c'est une institution politique qui prétend, en outre, faire l'Histoire. Le droit international a été bafoué, il n'existe plus. Un tribunal qui décide des lois et procédures, les modifie et les adapte au cours des procès n'est pas digne de ce nom. C'est une institution digne de l'Inquisition : un bâtard et un monstre juridique, la preuve même que la puissance militaire l'emporte sur la justice.

—Miroslav Lazanski

PARTOUT AILLEURS

ERIC VALMIR
LE VENDREDI À 19H20

en partenariat avec

Courrier international

france inter LA VOIX EST LIBRE

franceinter.fr



IL N'Y A PAS DE TEMPS À PERDRE

3700€
D'AVANTAGE CLIENT
SUR LA GAMME
207+^m
SOUS CONDITION DE REPRISE⁽²⁾



PEUGEOT 207+ 1.6i 115 PS 115 km/h

**SUR UNE SÉLECTION DE 207+
DISPONIBLES IMMÉDIATEMENT**

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL Consommation mixte (en l/100 km) : de 4,2 à 6,3. Émissions de CO₂ (en g/km) : de 110 à 145.

Rendez-vous sur peugeotwebstore.com

(1) Avantage client composé d'une remise de lancement de 2000€ sur le tarif Peugeot conseillé 12E du 5 novembre 2012 et d'une reprise de 1700€. (2) 1700€ de reprise Peugeot pour la reprise d'un véhicule de plus de 8 ans destiné ou non à la casse. Offre non cumulable réservée aux particuliers, valable du 2 novembre au 31 décembre 2012 pour toute commande d'une 207+ neuve identifiée en stock et livrée avant le 31 décembre 2012 dans le réseau Peugeot participant.



d'un
continent
à l'autre.

afrique



Afrique	20
Amériques	24
Asie	30
Moyen-Orient	36
Europe	40
France	44

Mali. La guerre ou la négociation ?



L'Algérie et le Burkina Faso cherchent toujours une solution politique avec les rébellions touaregs laïques (MNLA) et islamiste (Ansar Dine). Pendant ce temps, la communauté internationale prépare la guerre.

↑ Miliciens du Mujao dans la cour de la police islamique de Gao. Ils règnent sur la ville.
Issouf Sanogo/AFP

—Le Flambeau Bamako

Sil y a une évidence aujourd'hui qui ne souffre aucune contestation au Mali, c'est bel et bien l'imminence de la reconquête des régions occupées et la libération très prochaine du pays des mains des groupes islamistes et terroristes.

A la question de savoir si cela se fera par la négociation (pile) ou la guerre (face), il faut être dans le secret des dieux pour avancer une réponse exhaustive. Néanmoins, force est de reconnaître que les réalités sont en train de changer sur le terrain, même si demeurent encore de nombreuses zones d'ombre et beaucoup de paradoxes qu'il faudra clarifier pour éviter toute erreur de jugement.

En termes de zones d'ombre, soulignons, entre autres, les ambiguïtés de la médiation burkinabé-algérienne, les manigances et tractations en vue de "l'acquittement" du MNLA [Mouvement national de libération de l'Azawad] et d'Ansar Dine [Les défenseurs de l'islam], et bien entendu le silence presque dolosif du Mujao [Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest] et d'Aqmi [Al-Qaïda au Maghreb islamique] quant au changement de camp de leurs partenaires.

Quant aux paradoxes suscités par la question, il serait intéressant, dans un premier temps, de se demander quelles sont les raisons qui poussent d'aucuns à dissocier le MNLA et Ansar Dine d'Aqmi et du Mujao, sachant qu'ils ont tous combattu ensemble le même pays, commis les mêmes atrocités et partagent les mêmes ambitions quand bien même leurs modus operandi diffèrent quelque peu.

Ensuite, il s'agit d'analyser l'option politique envisagée par le MNLA et Ansar Dine face à la perspective de l'intervention armée qui se peaufine de jour en jour. Toutes ces préoccupations, eu égard à la diplomatie du bâton (avec la France, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest [Cédéao]) et à celle de la carotte (sous l'impulsion de l'Algérie et du Burkina), entreprises de part et d'autre, devront aboutir à des réflexions critiques sur les deux options (politique et militaire) qui se présentent actuellement dans la résolution de la crise du Nord.

Les négociations en vue de la résolution de cette crise sont placées principalement sous l'égide de la Cédéao, à travers le Burkina Faso et, accessoirement, l'Algérie. La médiation algérienne, au-delà de l'aspect stratégique, remonte à

des années, tandis que le choix du président du Faso [Blaise Compaoré], émanant de la Cédéao, dénote l'idée selon laquelle l'homme serait apparemment le seul diplômé de l'"école de médiation" de la sous-région, pour ne pas dire le "négociateur Afrique agréé" par la France sous Sarkozy. Ces deux médiations, compte tenu de certains événements suspicieux, méritent d'être analysées en profondeur.

L'Histoire a prouvé que la médiation algérienne, dans la crise malienne, a plus profité à l'Algérie qu'au Mali. Tous les accords signés en la matière ont été facilités par Alger. Qu'à cela ne tienne, le problème a empiré et les accords ont été piétinés, d'où la nécessité de remettre en cause cette médiation et d'aller vers une approche plus neutre de la crise.

L'influence de l'Algérie dans les différentes crises maliennes n'a contribué qu'à déplacer le problème et protéger les intérêts des Touaregs au détriment de ceux du

peuple malien, et ce avec la complicité de nos différents régimes politiques.

Quant au Burkina, sa médiation est de plus en plus désavouée par la majeure partie des Maliens, du fait qu'il accueille et entretient

plusieurs responsables du MNLA. Dans le souci de préserver la crédibilité du dialogue et de bannir toute prise de position, il est urgent de déléguer de nouveaux interlocuteurs plus neutres, crédibles et susceptibles de peser sur le plan international. Le Sénégal et le Niger pourraient jouer ce rôle.

Aussi, quelles sont les promesses faites au MNLA et à Ansar Dine en échange de leur éloignement du Mujao et d'Aqmi ? Pourquoi l'Algérie et le Burkina s'obstinent-ils à sauver ces deux mouvements et surtout à les présenter comme des solutions pour la reconquête du Nord ? Certainement pour combattre leurs partenaires terroristes ou camoufler les affinités qui les lient peut-être. Le deal entre les médiateurs de la crise malienne et ces mouvements armés, passibles de poursuite au même titre que les terroristes, va-t-il dans l'intérêt du peuple malien ?

Autre élément d'analyse : les relations entre Ansar Dine et le Mujao, qui revendiquent tous deux l'instauration de la charia. Est-il possible que ces deux mouvements se dissocient ? Difficile de répondre par la négative. Ils n'ont pas hésité à se débarrasser du MNLA, faute de convergence de sa cause avec la leur. Toutes ces réflexions prouvent que l'option politique, s'il doit y en avoir une, nécessite des → 22



FOCUS

A la reconquête du Nord

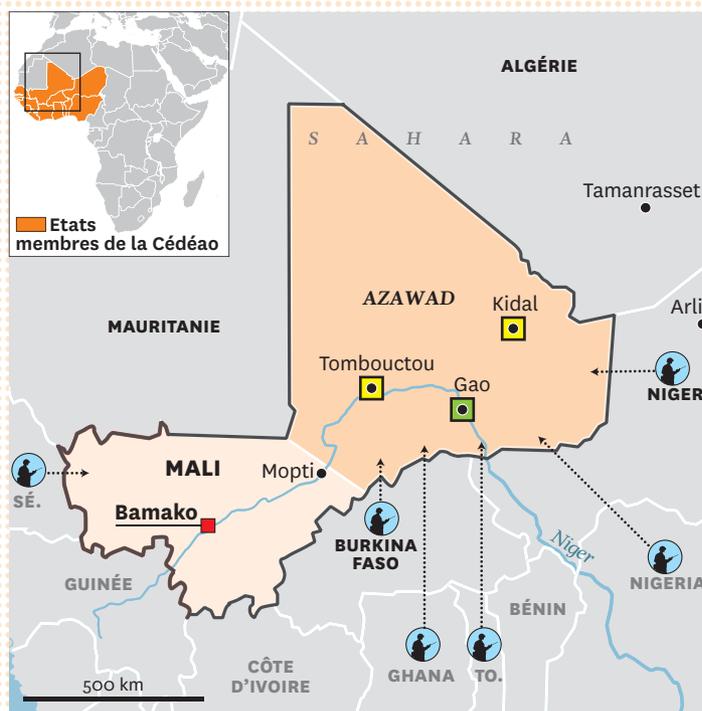
●●● Les effectifs des unités maliennes, qui avoisinaient les 7 000 hommes au début de 2012, sont aujourd'hui réduits en raison des désertions, mais aussi du démantèlement, après le coup d'Etat militaire de mars dernier, de l'unité d'élite des parachutistes qui assurait la garde présidentielle. Il est peu probable qu'au cours des prochaines semaines le Mali puisse déployer plus de 3 000 soldats suffisamment préparés. Les principaux éléments de l'intervention devraient donc être fournis par les armées d'autres pays d'Afrique de l'Ouest sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Une force de 3 000 à 3 500 hommes pourrait ainsi être mise sur pied. Le membre le plus important de cette force serait probablement le Nigeria, suivi du Burkina Faso. Cependant, même les autorités nigérianes ne pourraient sans

doute pas envoyer plus de 600 hommes étant donné leurs propres problèmes de sécurité interne. L'intervention aurait plus de chances d'aboutir si l'Algérie lui apportait son soutien. Tout cela donne à penser que la région sera juste capable d'envoyer une force de quelques milliers d'hommes venus d'au moins six pays, force qu'il faudra équiper et entraîner pour qu'elle puisse combattre sur de longues distances et sur des terrains difficiles contre des groupes paramilitaires rompus aux tactiques de la guérilla. Autant dire qu'elle échouera dans sa tâche, même avec les conseils et le matériel militaire fournis par l'Europe, et plus particulièrement la France. Il est probable qu'il y aura une intervention militaire directe de forces occidentales sur le terrain. Selon une source diplomatique européenne, ces soldats ne joueraient qu'un rôle axé sur l'entraînement, mais cette théorie ne tient pas debout.

— Paul Rogers
OpenDemocracy
(extraits) Londres

A la veille d'une intervention militaire

Villes contrôlées par les islamistes d'Ansar Dine ☐ ou du Mujao □
Territoire échappant au gouvernement central (l'Azawad)
Pays qui pourraient envoyer des troupes pour reconquérir le nord du Mali
Abréviations : SÉ. Sénégal, TO. Togo



Glossaire

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) est laïc et réclame l'indépendance du nord du Mali. Dès avril 2012, le MNLA contrôle l'essentiel de la région, mais il en est très vite chassé par les autres groupes.
Ansar Dine (Les défenseurs de l'islam). Ce groupe islamiste a été fondé en mars 2012 par Iyad Ag Ghali, ancien rebelle touareg dans les années 1990, devenu intégriste.
Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). En janvier 2007, les intégristes algériens du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) s'affilient à Al-Qaïda et deviennent Aqmi.
Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao). C'est une dissidence d'Aqmi qui se recentre sur les pays sahéliens.

ILERI

L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES
A PARIS DEPUIS 1948

ET... LE MONDE PREND UNE AUTRE DIMENSION



UN PARCOURS D'EXCELLENCE À L'INTERNATIONAL

- Bachelor en Relations internationales
- M1 en Relations internationales avec 2^e semestre dans une université partenaire anglophone
- M2 mention Études internationales et européennes, spécialité sécurité internationale et défense
En partenariat avec l'Université Pierre Mendès France Grenoble II, diplôme d'État
- MSC mention Manager de projets internationaux, spécialité relations internationales et action humanitaire
En partenariat avec l'école 3A, Titre certifié Niveau I

UNE FORMATION UNIQUE, DES DÉBOUCHÉS MULTIPLES

Organisations internationales, ministères, diplomatie, institutions européennes, ONG, entreprises internationales, secteur de la défense, cabinets conseil, journalisme, collectivités locales et territoriales...

*ILERI Paris, l'école référente
des relations internationales depuis 1948*



www.ileri.fr

7 - 11 Avenue des Chasseurs
75017 Paris - FRANCE
+33 (0)1 40 53 00 44

Témoignage

Lettre d'un officier malien

Le 31 octobre, le lieutenant-colonel Diallo publie un texte choc et entame une grève de la faim pour dénoncer l'inertie de l'armée. Depuis le 12 novembre, il est aux arrêts.

●●● L'acte que je pose aujourd'hui devant le destin et l'Histoire n'est ni une incitation à la révolte, ni un appel à la violence. Je suis indigné et révolté. Mon pays est agressé et occupé dans ses deux tiers par des bandits armés, des barbares apatrides et autres mécréants qui, au nom d'un islam mal assimilé, sèment la terreur dans le septentrion du Mali. Devant cette tragédie humaine inqualifiable, monsieur le Président, le silence m'étouffe. Depuis le début de ce conflit, l'armée malienne est restée dans une léthargie totale, ballottée entre la peur et le ridicule. Elle est



aujourd'hui au bord de l'implosion, minée par de graves dissensions internes, des querelles intestines insensées, des conflits fratricides incompréhensibles, gangrenée par une profonde crise de confiance et de commandement. Il est certain qu'aucune armée ne peut gagner la guerre dans la division, la suspicion et l'indiscipline des hommes. Il apparaît aujourd'hui indispensable que l'armée malienne se réconcilie avec elle-même dans un sursaut national

afin d'aller à la reconquête des territoires perdus, unie et solidaire. Il lui faut engager le combat avec les moyens disponibles et attaquer l'ennemi sans délai et sans attendre les soldats de la force africaine. L'armée malienne, après sa défaite, a opéré un repli stratégique sur le terrain, certes, mais elle a cessé le combat; elle a rangé le matériel et attend aujourd'hui un miracle qui ne se produit toujours pas.

Dès la diffusion de cette lettre, on m'enverra sûrement une horde de soldats pour me faire regretter mon acte. Mais les commanditaires d'une telle décision se trompent, car je vis pour un idéal, celui de servir mon pays, en tous temps, en tous lieux, en toutes circonstances, sans condition aucune, au prix de ma vie s'il le faut.

Lieutenant-colonel Seydou Moussa Diallo
L'Indépendant (extraits) Bamako

20 ← impératifs, dont la transparence, la crédibilité et la justice, et, par ricochet, de nouvelles bases et de nouveaux interlocuteurs (le Sénégal et le Niger, par exemple). Sinon, la seule alternative qui reste serait l'intervention armée, dont la dynamique est déjà enclenchée. Des questions de fond demeurent quant à cette hypothèse. Il s'agit de l'état de préparation des militaires maliens, de la concordance de vues entre le Mali et ses partenaires (Cédéao, pays voisins, pays occidentaux) en termes de stratégies et d'intérêts, etc. Ces différentes préoccupations, bien que soulevées lors de rencontres en la matière, n'ont toujours pas fait l'objet de mesures et/ou d'actions concrètes.

Par ailleurs, il est important de mener une réflexion sur les acrobaties politico-diplomatiques dont font montre certains acteurs de la crise malienne pour dissocier le MNLA et Ansar Dine d'Aqmi et du Mujao. Cette tentative de séparation est à la fois dangereuse et aventureuse pour le Mali. Il est important de faire la part des choses, au risque de les légitimer et de jeter les bases d'une collaboration compromettante.

L'instrumentalisation de ces deux mouvements pour combattre les terroristes d'Aqmi et du Mujao reviendrait tout simplement à piéger le Mali et obliger les Maliens à

accepter des personnes par le biais desquels les terroristes ont pris le contrôle des deux tiers du territoire national.

Le MNLA et Ansar Dine ne valent pas mieux que le Mujao et Aqmi. S'ils veulent prouver le contraire, cela doit se faire sans conditions. Il est du ressort de la communauté internationale, sous l'impulsion du Mali bien entendu, de comprendre que la volonté de négociation de ces deux mouvements relève plus d'un aveu d'impuissance que d'une réelle volonté de solution négociée. La guerre pour la reconquête du Nord devra être menée contre tous les groupes armés et terroristes. Sauf si le MNLA et Ansar Dine déposent les armes sans

conditions et en toute responsabilité (c'est-à-dire répondent de leurs actes devant la justice) et se rallient avant le déclenchement des opérations militaires. Notons que la séparation fallacieuse que les uns et les autres tentent d'opérer entre MNLA, Ansar Dine, le Mujao et Aqmi ne demeure, jusque-là, qu'un jeu de mots et non une solution définitive au problème.

Le plus important reste la libération du Nord et la restauration de l'intégrité du territoire national. Mais une guerre mal préparée et mal menée conduirait à une afghanisation du Mali.

—Fousseyni Maïga

Bouteflika ou l'échec de la diplomatie

En cas d'intervention militaire, Alger devrait fermer ses frontières.

—Le Matin (extraits) Alger

Devant la poussée militariste africaine, téléguidée par une France soucieuse sans doute de garder la main sur l'uranium et autres matières premières dont la région regorge, l'Algérie a péché par manque de clairvoyance. Voilà qu'elle brandit l'unique réponse : fermer ses frontières.

Aux frontières fermées avec le Maroc se sont ajoutés les 900 kilomètres avec la Libye, et maintenant ce sont les quelque 1 400 kilomètres de la frontière avec le Mali qui seront hermétiques. A l'image de son président qui s'enferme dans son palais, l'Algérie se bunkérise, s'enferme, à défaut d'influer sur ses voisins.

Alger affirmait qu'elle avait la même analyse que la France et les Etats-Unis; pourtant, dans les faits, il y a loin de la coupe aux lèvres. Alors que Paris et Washington présentent la Cédéao de présenter un plan militaire, l'Algérie a de nouveau plaidé en faveur d'une solution politique à la crise malienne.

Quand Alger parle dialogue, le président Bouteflika pense Ansar

Dine, qui est un des pendants narcosislamistes écumant le Sahel mais qui demeure dans les grâces du président. L'Algérie n'évoque aucunement le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), accusé de séparatisme. Pis, les ponts sont coupés entre ce mouvement touareg et les autorités algériennes. Pourtant, c'est bien le MNLA qui a ouvert la boîte de Pandore malienne en chassant de l'Azawad l'armée de Bamako [janvier 2012]. A l'époque, le pouvoir à Bamako, rongé par la corruption et les affaires de drogue, est tombé comme un fruit pourri. Aujourd'hui, le MNLA, anti-islamiste et laïc, ne figure pas dans le calendrier des va-t-en-guerre.

En attendant cette "reconquête" militaire que certains projettent pour la fin du printemps 2013 (rien n'est prêt, si ce n'est l'impatience de Bamako d'en découdre), l'Algérie paraît en décalage avec la Cédéao, les Etats-Unis et la France réunis. Dans sa volonté de dialoguer avec les islamistes, elle a tourné le dos aux acteurs les plus influents du Sahel.

—Hamid A.

✓ Le 11 octobre, des milliers de manifestants réclament l'intervention militaire ouest-africaine.

Photo Habibou Kouyate/AFP

SOURCE



L'INDÉPENDANT

Bamako, Mali

Quotidien, 10 000 ex.

Créé en 1996 au cours de la transition démocratique qui a suivi la chute de la dictature de Moussa Traoré (1968-1991), le titre est l'un des quotidiens phares du pays. Généraliste, il ne revendique aucune appartenance politique ni idéologique. Son fondateur et directeur, Saouti Labass Haïdara, très respecté, anime une équipe d'une trentaine de journalistes.

Comment l'Algérie a perdu l'Afrique

Ahmed Adimi, ancien officier et enseignant en sciences politiques : "Il fut un temps où pas une mouche ne volait en Afrique sans volonté algérienne. Aujourd'hui, l'Algérie est absente du continent et nos frontières sont de véritables passoires."

Mourad Goumiri, président de l'Association des universitaires algériens pour la promotion des études de sécurité nationale : "L'Algérie a très mal vendu sa politique étrangère, en Afrique d'une manière générale et au Mali en particulier. Le romantisme politique et diplomatique, dont elle s'est nourrie, n'a pas tenu la route face au réalisme doublé de pragmatisme des autres nations."

Abdelaziz Rahabi, porte-parole des Affaires étrangères en 1989 et conseiller aux Affaires africaines en 1990 : "C'est le prestige de la guerre de libération qui a porté la voix de l'Algérie. Nous sommes restés attachés au discours anticolonialiste et nous avons manqué d'ambition."

—El-Watan (extraits) Alger



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

A lire également : "Toute la population se soulèvera contre l'Occident", une interview, par le quotidien algérien El-Watan, du porte-parole du commandement du MNLA dans la ville de Ménaka.

eni gas & power France S.A. - Crédits photos : Nicolas Gauthier/Photo - THOMAS/ANIS

ce chien à 6 pattes c'est eni un leader du gaz en europe

Alexis Pour eni

eni.com/fr
32 94



251111

espace autorisé et réservé aux créations d'artistes graphes.

Vous ne connaissez peut-être pas encore eni et pourtant plus de 9 millions de clients lui sont fidèles partout en Europe. Présent en France depuis 2004 et déjà partenaire de 25 000 entreprises et collectivités, ce fournisseur de gaz naturel vous propose, en tant que particulier, des offres adaptées à vos besoins pour vous simplifier la vie. Pour découvrir en détail tous les avantages qu'eni peut vous offrir, rendez-vous sur eni.com/fr ou contactez nos conseillers au 32 94 (du lundi au vendredi de 9h à 19h - appel gratuit depuis un poste fixe).

un leader du gaz naturel en europe arrive chez vous



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

amériques

Etats-Unis. Hillary, parée pour 2016 ?

Obama réélu, tous les regards sont braqués sur la prochaine présidentielle. La secrétaire d'Etat américaine n'en fait pas mystère, elle quittera bientôt ses fonctions. Pour briguer la Maison-Blanche ? Pour le moment, elle se contente d'éluder.

THE WHITE HOUSE? BEEN THERE, DONE THAT...
I WAS THINKING, GRANDKIDS...MAYBE?



↳ "La Maison-Blanche ? C'est du déjà-vu...
Je pensais plutôt à des petits-enfants, peut-être..."
Dessin de Taylor Jones paru dans *El Nuevo Día*,
Puerto Rico.

Elections Année record pour les femmes

Les femmes sont les grandes gagnantes du scrutin du 6 novembre dernier. Le New Hampshire marque l'Histoire en devenant le seul Etat où tous les postes clés sont occupés par des femmes. Le nouveau Congrès comptera le nombre record de 20 sénatrices (sur 100 sièges au Sénat) et de 101 femmes députées (sur 435 sièges à la Chambre des représentants).

—The New York Times
(extraits) *New York*

Quelque part dans le ciel, au-dessus de l'Amérique du Sud : "J'animerai peut-être une émission de décoration à la télé", lance Hillary Clinton.

Quelques semaines avant l'élection présidentielle du 6 novembre, la secrétaire d'Etat, de retour d'un voyage éclair au Pérou, esquivaient ainsi, sans grand enthousiasme, le sujet qui agite le microcosme politique aux Etats-Unis : sera-t-elle candidate en 2016 ?

Obama ne sera investi officiellement que dans deux mois, mais les spéculations vont déjà bon train. Tous les jours, les gens abordent Hillary Clinton pour lui dire qu'il est de son devoir de se présenter et de donner aux Etats-Unis leur première présidente. "Ça n'arrête pas", souligne-t-elle en réprimant un rire. Répondre à ce genre de sollicitations est presque devenu un second métier pour elle.

Elle s'en tire par des variations sur le thème du "c'est peu probable". Mais plus elle se défile, plus on la presse de questions. Elle préfère réorienter la conversation vers toutes les choses qu'elle compte faire lorsqu'elle aura quitté ses fonctions de secrétaire d'Etat. Ce qui la conduit à mentionner ses émissions télévisées préférées du moment, qui traitent de la décoration. "Je trouve ça très relaxant", avoue-t-elle.

Elle donne effectivement l'impression d'être détendue et joyeuse, comme les personnes qui conservent leur bonne humeur malgré un manque cruel de sommeil. Durant son séjour éclair au Pérou, elle a prononcé plusieurs discours et accordé des entretiens télévisés, visité une usine textile, participé à une conférence sur l'émancipation des femmes et passé la soirée en compagnie du président Ollanta Humala et de son épouse. M^{me} Clinton appartient à l'école



Elizabeth Warren, shérif de Wall Street
Professeur de droit

à l'université Harvard, M^{me} Warren a fait des classes moyennes son combat, en créant notamment le Bureau de protection financière des consommateurs, une agence fédérale qui lutte contre les abus des grandes banques. Elle a été élue sénatrice du Massachusetts le 6 novembre dernier.



Tammy Duckworth, battante
Elle s'engage dans l'armée et, en 2004, est envoyée

en Irak, où elle perd ses deux jambes lorsque son hélicoptère est abattu par des insurgés. Depuis, M^{me} Duckworth a travaillé pour le ministère des Anciens Combattants et milite pour la protection des vétérans et l'accès universel aux soins. Elle a été élue députée de l'Illinois le 6 novembre dernier.

diplomatique qui privilégie les rapports personnels dans les relations internationales. C'est la ligne de conduite qu'elle a adoptée au cours de sa campagne pour les élections sénatoriales de l'an 2000. Elle tenait d'innombrables meetings électoraux durant lesquels elle s'entretenait directement avec les électeurs.

Si elle tente de nouveau sa chance à la présidentielle, elle sera probablement la candidate la mieux préparée de l'histoire des Etats-Unis. Voilà une femme qui a vécu à la Maison-Blanche, occupé un siège au Sénat des Etats-Unis et qui connaît pratiquement tous les chefs d'Etat de la planète. Mais les Américains l'aimeront-ils autant en chef de l'Etat qu'ils l'ont aimée en vaincue des primaires démocrates face à Obama, en 2008, ou jadis prête à rebondir dans l'adversité ?

Choisir ses cartes. Je me suis toujours demandé quel regard elle portait sur le cours de sa vie. De première dame controversée à première épouse bafouée, puis à première dame bien-aimée. De candidate parachutée aux sénatoriales de l'an 2000 à favorite de l'Etat de New York. De candidate malheureuse à la présidentielle de 2008 à vedette de la scène internationale. Sa maxime, me semble-t-il, a été de faire au mieux avec les cartes qu'elle avait en main. Son regard se fige quelques secondes. "Je choisis mes cartes, dit-elle. Je joue avec ce que j'ai, du mieux que je peux. Puis je passe à la main suivante."

Quelle nouvelle carte va-t-elle donc jouer ?

Il est de notoriété publique que son temps au sein du gouvernement est compté. Cela fait longtemps qu'elle a informé Obama de son désir de quitter ses fonctions une fois le premier mandat du président achevé. "Bien sûr, s'il veut prendre le temps de trouver quelqu'un d'aguerri, je ne me

déroberai pas. Mais cela ne durera pas très longtemps."

Ensuite, elle prendra du bon temps. "J'attends avec tant d'impatience l'an prochain, confie-t-elle. Je veux juste dormir, faire du sport, voyager pour le plaisir. Et me détendre. Cela semble si banal, mais je ne l'ai pas fait depuis vingt ans."

On croirait volontiers à ce moment précis à son manque d'ambition présidentielle. A 65 ans passés, elle semble vraiment très fatiguée. Difficile de savoir comment son corps va récupérer lorsqu'elle cessera de le malmener.

Si Hillary Clinton s'en tenait à ne rien décider pendant un an, cela gèlerait temporairement les spéculations autour de la présidentielle de 2016, du moins du côté démocrate. Elle rendrait en même temps service aux électeurs, qui ont bien besoin d'une petite pause électorale. Nous ne devrions pas avoir à réfléchir dès maintenant sur l'identité des candidats qui participeront aux débats présidentiels dans quarante-sept mois. Pourtant, nous n'allons certainement pas échapper aux spéculations sur les candidats potentiels du camp républicain, à savoir Jeb Bush et Paul Ryan.

Si elle tentait de nouveau sa chance, elle serait la candidate la mieux préparée de l'Histoire

A Lima, la secrétaire d'Etat a donné une conférence sur le thème "Le pouvoir, ou les femmes comme moteurs de la croissance et de l'intégration sociale", vêtue d'un tailleur-pantalon noir et d'une chemise de couleur vive. Cette tenue m'a rappelé des souvenirs. L'une de ses discrètes contributions à la cause des femmes en politique avait été de porter exactement la même tenue tous les jours durant sa campagne au poste de sénatrice de l'Etat de New York.

ETATS-UNIS

Poussée de fièvre sécessionniste

Sur le site citoyen mis en place par la Maison-Blanche en 2011, les pétitions appelant à la sécession affluent.



— Los Angeles Times (extraits) Los Angeles

Ce qui n'était, au départ, qu'un petit groupe d'Américains mécontents de la réélection de Barack Obama est devenu un vaste mouvement rassemblant plusieurs centaines de milliers de citoyens demandant au gouvernement fédéral l'indépendance de leur Etat. La Maison-Blanche a reçu des demandes de sécession de la part des 50 Etats composant la fédération. Ces pétitions de citoyens demandent à l'administration fédérale de leur "offrir pacifiquement" la possibilité de former leur propre gouvernement souverain. Ces pétitions sont créées par le biais de la plate-forme We The People [Nous, le peuple], lancée en 2011 par l'administration Obama pour permettre aux citoyens de faire entendre leur voix auprès du gouvernement et hébergée sur le site de la Maison-Blanche. Une pétition doit recevoir plus de 150 signatures pour apparaître sur le site Internet et au moins 25 000 pour faire l'objet d'une réponse de la part de la Maison-Blanche.

A l'heure actuelle, six demandes de sécession ont franchi ce seuil : celles de la Louisiane, de l'Alabama, de la Floride, du Tennessee, de la Géorgie et du Texas. La pétition du Texas a rassemblé plus de 100 000 signatures – mais, d'après une autre pétition en ligne, 5 000 habitants d'Austin (la capitale du Texas) souhaiteraient plutôt faire sécession de l'Etat du Texas, tout en demeurant dans le giron des Etats-Unis. Sur les 146 pétitions actuellement listées sur le site, 66 concernent des demandes de sécession. En réaction à ce mou-

vement, de nombreuses autres pétitions ont fait leur apparition. Certaines réclament que les signataires de pétitions de sécession soient déchus de leur citoyenneté et expulsés du territoire américain.

— Danielle Ryan

L'auteur d'une autre pétition du même genre ne voit pas d'inconvénient à laisser ces Etats faire sécession du moment qu'ils s'acquittent de leur part du remboursement de la dette publique avant leur départ.

Les Américains n'envoient toutefois pas que des demandes de sécession. Une requête datée du 11 novembre réclame le lancement d'une procédure de destitution du président, tandis qu'une autre appelle à "restaurer l'objectivité et l'équité des médias". Par ailleurs, plus de 8 000 personnes ont signé la pétition visant à rendre férié le jour des élections afin d'augmenter le taux de participation électorale en "éliminant les pressions et les contraintes liées au travail". Dans un registre plus léger, une autre pétition demande qu'en "cette période difficile" le président Obama se trémousse sur une chanson populaire lors d'une "intervention spéciale sur une chaîne nationale". Cette revendication a rapidement disparu du site.

"Si une pétition reçoit suffisamment de soutiens, elle sera examinée et transmise par le personnel de la Maison-Blanche aux spécialistes concernés en vue d'une réponse officielle", précise le site Internet.



Tammy Baldwin, sénatrice gay
Engagée en politique dans l'Etat

du Wisconsin depuis 1992, M^{me} Baldwin lutte contre les allègements fiscaux consentis aux plus riches et soutient les droits des femmes. Elle est entrée dans l'Histoire le 6 novembre en devenant la première femme ouvertement lesbienne élue au Sénat.

Après un certain temps, plus personne ne parlait de ses vêtements, et j'ai alors envisagé un avenir radieux dans lequel les candidates à des fonctions électives enfileraient en vitesse leur tailleur-pantalon le matin avant de sortir. Mais, lorsqu'elle a brigué la présidence, elle a choisi de varier ses tenues. Je l'ai regretté, mais elle en avait "juste assez de porter la même chose", dit-elle.

La cause des femmes. Lors de la conférence au Pérou, elle a fait savoir à son auditoire qu'elle venait de terminer la lecture d'une – tenez-vous bien – revue de décoration d'intérieur. L'un des articles traitait des tissus andins, exemple classique d'artisanat féminin donnant naissance à une activité commerciale florissante. Pendant longtemps, lorsqu'elle parlait de donner leur chance aux femmes, elle "voyait les regards se voiler", mais, aujourd'hui, "les gens commencent à comprendre que l'émancipation des femmes est source de développement économique". Si elle renonce à la politique et décide de tourner la page, c'est sans doute dans cette direction que s'orientera son avenir. Promouvoir la cause des femmes et continuer de faire des tournées aux quatre coins de la planète. Au département d'Etat, elle a procédé à une profonde réorganisation, pour essayer de faire en sorte que la diplomatie américaine favorise l'avancement des femmes et leur accès au poste de secrétaire d'Etat. "Nous avons créé des postes, rappelle-t-elle, en les énumérant. Nous avons intégré cette liste dans la procédure de révision quadriennale de la diplomatie et du développement."

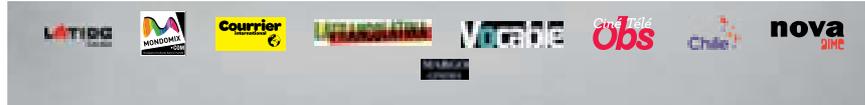
Ça, c'est Hillary Clinton : la femme la plus éminente du monde, toujours prête à s'enflammer pour la procédure de révision quadriennale de la diplomatie et du développement.

— Gail Collins

➤ "C'est plein d'amoureux de la liberté, tout comme moi, et ce sera un paradis." Sur le panneau : "Vous entrez au pays de l'homme blanc en colère". Dessin de Daryl Cagle paru dans le Los Angeles Times, Etats-Unis.



AU CINÉMA LE 28 NOVEMBRE



COLOMBIE

Des indignés à la recherche de paix

Les militants de la Marche patriotique, parti né en avril dernier à la surprise de la classe politique, comptent participer aux pourparlers de paix. Qui sont-ils ?



✎ Dessin de Cost, Belgique.

de la Marche. A l'en croire, les communautés agricoles et les mouvements sociaux sont les principales victimes du conflit armé et devraient être présents à la table des négociations. Cette revendication va à l'encontre tant de la feuille de route que le gouvernement et les Farc ont adoptée pour leurs discussions à La Havane que de leur ordre du jour en cinq points.

Mais les leaders de la Marche patriotique estiment qu'il ne peut y avoir de paix que si sont résolus les problèmes structurels du pays, comme la répartition des richesses, le modèle d'exploitation des ressources minières et la protection des droits sociaux. *"La violence armée est la conséquence des injustices, elle n'en est pas la cause"*, ajoute Flórez. Une allusion à la formule d'Iván Márquez [porte-parole des Farc pour les pourparlers de paix], qui avait déclaré au nom du secrétaire des Farc à Oslo [le 18 octobre, lors du lancement officiel des négociations de paix] : *"Nous ne sommes pas la cause, nous sommes la réaction à la violence de l'Etat."*

La question que se posent les analystes et acteurs politiques est de savoir si la Marche patriotique s'inscrit dans une stratégie des Farc destinée à asseoir sa crédibilité en vue du dialogue avec le gouvernement ou s'il s'agit d'un mouvement alternatif ayant des affinités idéologiques et géographiques avec la guérilla, et qui à ce titre pourrait élaborer un programme électoral.

Mais, au-delà même des couches les plus oubliées de la société, la Marche aspire à rassembler les forces minoritaires de gauche en un front uni populaire. Contrairement au Pôle démocratique, issu de l'union de mouvements et de partis à représentation politique [de gauche], la Marche attire l'attention sur les organisations sociales sans affiliation partisane.

Même si l'on ne peut pas affirmer qu'elle a un lien organique avec les Farc, la plus grande partie de sa base sociale vient des communautés rurales, où traditionnellement l'insurrection a exercé son influence. Toutefois, la Marche comprend également des organisations paysannes originaires de régions où la guérilla n'est pas présente ou sous la coupe de structures paramilitaires.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

"Colombie : la paix enfin ?"
Retrouvez notre dossier complet sur les dernières négociations de paix entre la guérilla des Farc et le gouvernement colombien.

Le nom de la Marche évoque la défunte Union patriotique [UP, créée en 1985 et dissoute en 2002], si bien que certains ont craint que le mouvement ne connaisse le même sort que l'UP. En effet, il ne faut pas oublier que les dirigeants de l'UP ont été victimes d'une campagne d'extermination sélective [près de 5 000 militants ont été exécutés dans les années 1980 et 1990, dont deux candidats à la présidence, des parlementaires et nombre de maires]. Cela dit, ce

Quelle sera la tolérance de la classe politique face à un mouvement radical ?

parti était issu des Farc, né d'un dialogue avec le président de l'époque, Belisario Betancur [1982-1986]. Il se réclamait d'une stratégie connue sous le nom de *"combinaison des formes de lutte"*, qui revendiquait le droit de la population à prendre les armes tout en participant à la vie politique.

La Marche patriotique, quant à elle, tire son origine d'un éventail d'organisations. En outre, elle se distingue non seulement par son origine, mais aussi par le choix du moment. Durant la dernière décennie, trois candidats de gauche ont gagné consécutivement les élections municipales à Bogotá, tandis que l'UP, en son temps, n'avait remporté que moins de 5 % des voix.

Comme il est impensable qu'un mouvement politique fasse de nouveau l'objet de violences systématiques – ce qui serait intolérable pour la communauté internationale –, une chose est sûre : il incombe au gouvernement de protéger ses

membres. Les Farc, de leur côté, ne doivent pas récupérer des mouvements qui luttent pour les mêmes causes que la guérilla, mais pour la non-violence.

Au début du mois de décembre, la Marche a prévu un séminaire international pour la paix, au cours duquel seront examinés les processus de paix en Amérique centrale et en Irlande. De plus, elle met en œuvre une stratégie d'"assemblées constituantes" régionales, destinées à recueillir les propositions de la population et à les faire remonter à la table des négociations.

A l'heure où la gauche est plus fragmentée que jamais, la Marche patriotique redonne un nouveau souffle à la classe politique. Sa proximité avec les Farc sur certaines revendications fait d'elle un acteur essentiel du processus de paix, et son destin est lié à ce qui va se passer à La Havane [où se poursuivent les négociations de paix, depuis le 19 novembre] dans les prochains mois. De fait, l'une des questions abordées à la table des négociations est celle de la participation politique. Sur ce point, la Marche a aussi sa propre interprétation : il ne s'agit pas seulement de discuter de la possibilité que les Farc occupent des sièges [au Congrès], mais d'obtenir des garanties pour que les mouvements sociaux s'expriment.

Tandis que les négociations de paix avancent, une question urgente reste posée : quelle sera la tolérance de la classe politique face à un mouvement radical qui accueille en son sein des Farc désarmées afin qu'elles entrent en politique ? De la réponse à cette question dépend aussi l'avenir de la paix. —

Semana Bogotá

Et vous, qu'est-ce qui vous indignent ?" Tel était le slogan qu'on pouvait lire sur leurs affiches début octobre quand, dans les villes principales et aussi dans certains villages du Huila, du Caquetá, du nord de Santander et d'autres départements, des étudiants et des paysans sont descendus en force dans la rue. Ils formaient un nouveau mouvement, apparu officiellement en avril dernier, qui a pris de court la classe politique : la Marche patriotique. Ils s'étaient donné pour objectif d'amener le gouvernement et les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) à s'asseoir à la table des négociations et demandaient la participation active de la société civile mobilisée lors de ce processus.

Même si les dizaines de milliers de manifestants ont repris les slogans des mouvements d'indignés surgis dans d'autres pays du monde, leurs revendications étaient spécifiques au contexte colombien. De fait, leur initiative résultait de la mobilisation de près de 2 000 organisations sociales recherchant ensemble une *"solution négociée au conflit social et armé"*.

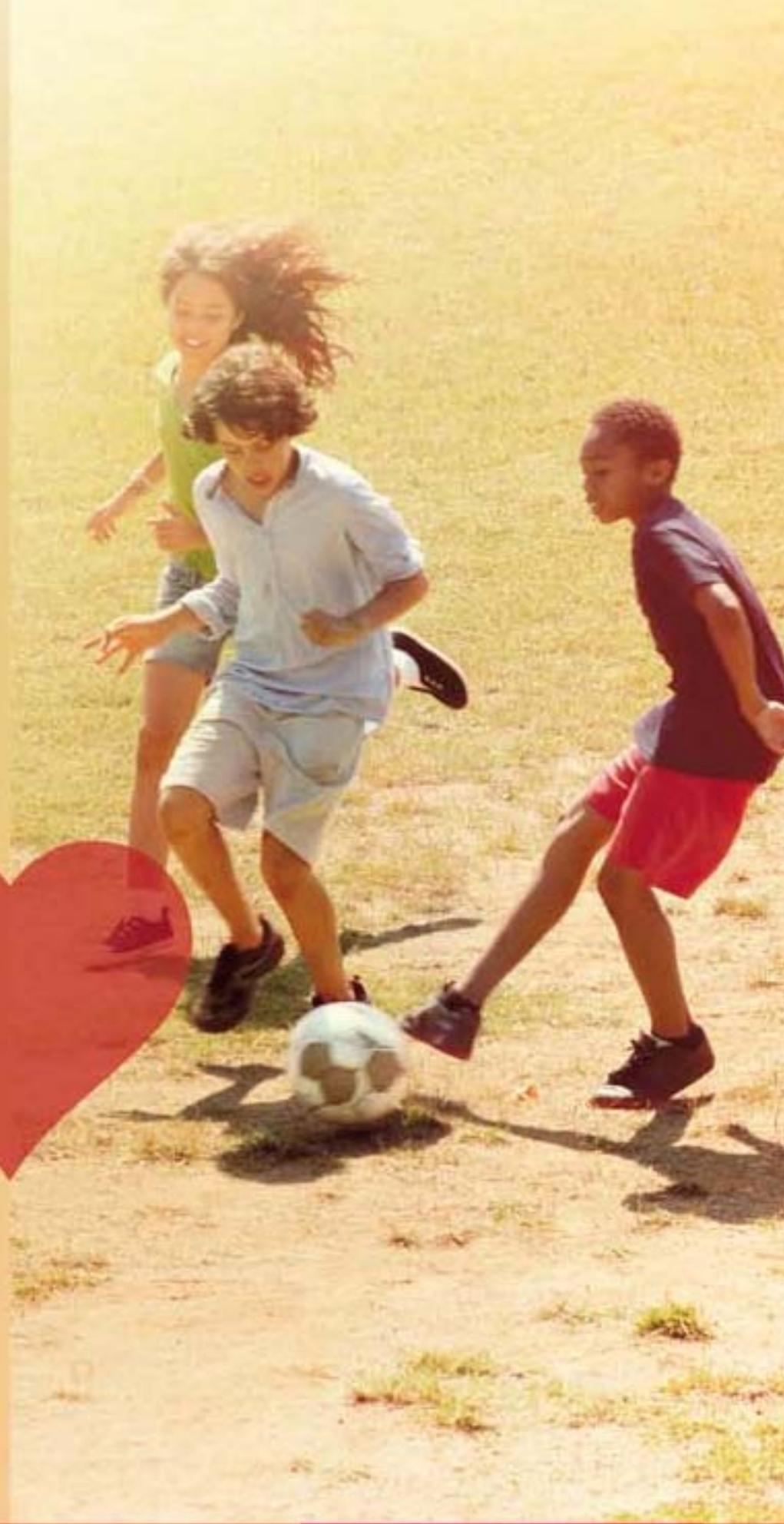
L'idée de créer ce mouvement social et politique est née en 2007, après les rencontres des Colombiens et Colombiennes pour la paix, organisation dirigée par [l'ex-sénatrice]

Piedad Córdoba, avec des associations d'étudiants et de paysans. Des Indiens, des syndicalistes et des féministes, parmi d'autres, expriment également leurs revendications par l'intermédiaire de ce mouvement. En juillet 2010, au cours des fêtes du bicentenaire [de l'indépendance], la Marche patriotique est apparue en débutant par une manifestation appelant à *"une deuxième indépendance, cette fois définitive"*.

Mais c'est seulement en avril dernier que le mouvement a fait son entrée sur la scène politique, quand il a investi plusieurs villes et occupé la place Bolívar de Bogotá [principale place de la capitale]. On a alors dénombré entre 30 000 et 60 000 participants. Début octobre, profitant de l'annonce du début des négociations de paix, le mouvement a lancé des mobilisations dans vingt-cinq départements. Selon ses propres chiffres, difficiles à vérifier et certainement exagérés, ce ne sont pas moins de 300 000 personnes qui auraient défilé dans les capitales [des départements], ainsi que dans diverses communes rurales.

La paix n'est durable que si l'on résout des problèmes comme l'éducation, la santé ou les conditions de travail : tel est le message que voulaient faire passer les récentes manifestations. *"La table [des négociations] est bancal, il y a tout un pays qui n'est pas représenté"*, explique David Flórez, l'un des porte-parole

**Nous créons
de la chimie
qui donne
envie aux
moustiques
de s'enfuir.**



Dans des villages où le paludisme représente une menace mortelle, nous fournissons des moustiquaires Interceptor® qui arrêtent les moustiques et protègent les enfants. Mais ces moustiquaires font plus que sauver des vies. Une forte diminution de la contamination permet de reprendre des activités quotidiennes comme le jeu ou l'école. Une population en bonne santé et mieux éduquée joue un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté. Quand des moustiquaires aident la population à prospérer, c'est parce que, chez BASF, nous créons de la chimie.

www.wecreatechemistry.com

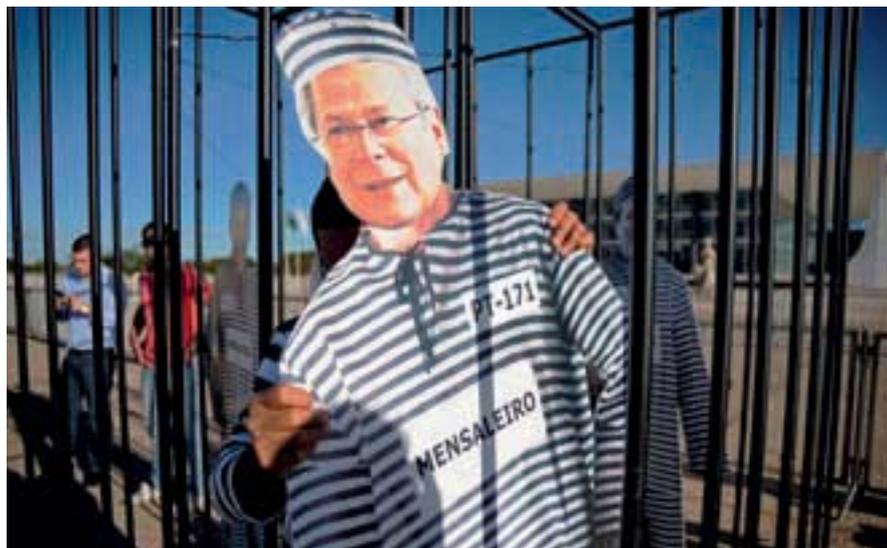
 **BASF**

The Chemical Company

BRÉSIL

L'ancien bras droit de Lula derrière les barreaux

Le héros de la démocratie va retourner en prison, mais cette fois pour corruption. Il y a quarante ans, il militait contre la dictature.



Istoé (extraits) São Paulo

Encore récemment, il semblait improbable qu'au Brésil un homme comme José Dirceu, qui a accumulé tant de pouvoir et de prestige tout au long de sa vie, puisse atterrir derrière les barreaux. José Dirceu, l'ancien guérillero qui a lutté contre la dictature, contribué à fonder le Parti de travailleurs (PT) et occupé la deuxième charge de la République, est désormais le premier ministre d'Etat convaincu de corruption. La Cour suprême du Brésil l'a condamné [le 12 novembre dernier] à dix ans et dix mois de prison et au paiement d'une amende de 676 000 reais [255 000 euros] pour avoir été l'artisan du système du *mensalão* ["grosse mensualité", système de pots-de-vin mis en place pour s'assurer la fidélité des députés de la

coalition gouvernementale]. Dirceu est donc sur le point de revenir derrière les barreaux, plus de quatre décennies après avoir été emprisonné à Ibiúna (dans l'Etat de São Paulo) à la suite d'un congrès clandestin de l'Union nationale des étudiants (UNE). Les circonstances actuelles sont bien différentes de celles de 1968, ou à la tête de l'UNE, il avait délaissé ses études afin de lutter pour la démocratie. Aujourd'hui, sa condamnation pour "*corruption active et association de malfaiteurs*" entache irrémédiablement sa biographie.

Pour justifier sa décision, Joaquim Barbosa, président de la Cour suprême, a accusé l'ancien dirigeant du Parti des travailleurs d'avoir "*mis en danger le système démocratique*". Ironie du destin, Dirceu, chef de la Casa Civil [l'équivalent du Premier ministre] de Lula, aurait donc attenté à la

La Cour suprême a condamné José Dirceu à dix ans de prison. AFP

démocratie, celle-là même qu'il avait contribué à instaurer. En suivant à la télévision les votes des juges de la Cour suprême qui confirmaient la sentence chacun à leur tour, Dirceu a probablement vu défiler sa vie.

Tout commence en 1961, lorsque Dirceu débarque à São Paulo en provenance du Minas Gerais. Quatre ans plus tard, il débute à la PUC [Pontificia Universidade Católica, l'une des meilleures universités privées du pays] et développe son militantisme politique à l'União Estadual dos Estudantes (l'UEE). Un an après avoir été emprisonné à Ibiúna, Dirceu – ou "Daniel", son pseudonyme de l'époque – est libéré en échange de l'ambassadeur des Etats-Unis Charles Elbrick, pris en otage par l'ALN et le MR-8 [guérillas d'extrême gauche]. Il est banni du pays et se réfugie à Cuba, où il suit un entraînement militaire. Il y reste

C'est le premier ministre d'Etat condamné à une lourde peine de prison pour corruption

jusqu'en 1975, date à laquelle il retourne clandestinement au Brésil avec un nouveau visage et une nouvelle identité. Quand il arrive à Cruzeiro do Oeste (dans l'Etat du Paraná), Dirceu est devenu Carlos Henrique Gouveia de Mello. Il commence une nouvelle vie en se mariant avec Clara Becker, à qui il dissimule pendant quatre ans sa véritable identité. C'est seulement à l'occasion de l'amnistie, en 1979, que Dirceu revient à São Paulo et retrouve son identité. Suivront la fondation du Parti des travailleurs (PT), en 1980, et l'engagement dans la campagne Diretas Já [mouvement populaire réclamant l'organisation de l'élection présidentielle au suffrage universel]. José Dirceu atteint l'apogée de sa carrière politique avec la campagne présidentielle victorieuse de Luiz Inácio Lula da Silva, en 2002, et sa propre nomination à la Casa Civil. Une carrière apparemment sans fautes jusqu'à l'écllosion du scandale du *mensalão* [en 2005].

Dans l'intimité, Dirceu sait qu'il a été victime du pouvoir qu'il a lui-même recherché au long de sa vie. Pendant ses deux années à la tête de la Casa Civil, il a donné son feu vert à toutes les nominations au sein du gouvernement et des ministères, il a dicté les règles et coordonné les programmes, ainsi que les investissements gouvernementaux. A la suite d'une dénonciation de l'ancien député Roberto Jefferson (membre du PTB, parti de centre droit allié au PT), les détails d'un système d'achat de votes de parlementaires en échange de leur soutien politique au Congrès font surface. Même après avoir démissionné de la Casa Civil et perdu ses droits civiques [en 2005], Dirceu a conservé son influence. Il s'est mis à évoluer dans les coulisses du pouvoir, devenant un homme d'affaires et un consultant pour les grandes entreprises. Il devra rester derrière les barreaux au minimum un an et neuf mois. A l'issue de cette période, la défense pourra demander la révision de sa peine et le passage à un régime de semi-liberté.

— Isabelle Torres

SOURCE



ISTOÉ

São Paulo, Brésil

Hebdomadaire

37 000 ex.

www.istoec.com.br

Fondé en 1976, Istoé ("C'est") s'est imposé comme l'un des principaux hebdomadaires du pays. De tendance libérale et situé au centre gauche, Istoé a été créé par l'Argentin Domingo Alzugaray dans les années 1970, au moment où les militaires contrôlaient encore la presse au Brésil. Lorsque la liberté de la presse a été rétablie, Istoé en a très vite tiré parti et s'est bâti une solide réputation d'indépendance. Entre 1981 et 1987, l'hebdomadaire a été contrôlé par un autre groupe de presse, avant de revenir entre les mains de son créateur et dans sa maison d'édition, Editora Três. Edité à São Paulo, le magazine dispose de deux autres bureaux importants, à Brasília et à Rio de Janeiro.

Contexte

Le procès du siècle

●●● La corruption est un problème récurrent au Brésil depuis de longues années. Mais, lorsque le scandale dit du "*mensalão*" a éclaté, en 2005, cela a bien failli coûter sa réélection à Lula (en 2006). La presse (souvent anti-Lula) s'est emparée de l'histoire à cor et à cri, la justice a poursuivi son enquête. Sept ans après, le verdict rendu par la Cour suprême de justice constitue une première dans l'histoire du Brésil, où les hommes politiques n'ont pas l'habitude d'être traduits en justice. Outre José Dirceu, José Genoïno, président du Parti des travailleurs de l'époque, ainsi que son trésorier, Delúbio Soares, ont été condamnés respectivement à six ans et onze mois et à huit ans et onze mois de prison. Sur les trente-sept accusés (hommes politiques, hommes d'affaires et banquiers) traduits devant la justice dans ce procès-fleuve, qualifié par les Brésiliens de "*procès du siècle*", vingt-cinq ont été reconnus coupables de "*corruption active*". Signe que les mentalités changent, la présidente Dilma Rousseff, qui a succédé à Lula en 2011, a affirmé que la lutte anticorruption était une "*action d'Etat*"; souligne **O Estado de São Paulo**. Quant à l'ex-président Lula, ce scandale n'a jamais entaché sa popularité.



LES ENJEUX INTERNATIONAUX

Thierry Garcin et Eric Laurent
6h45/6h57 du lundi au vendredi
dans *Les Matins de France Culture*

franceculture.fr



en partenariat avec
Courrier international

Flexion. Extension. Relaxation.



Lenovo IdeaPad Yoga 13





Inde. Bal Thackeray : la mort lui va si bien

Le fondateur du parti xénophobe Shiv Sena avait 86 ans et empoisonnait depuis une quarantaine d'années la vie de Bombay et de ses habitants. Il ne mérite ni fleurs ni couronnes.



—Chapati Mystery (blog)

La nouvelle de la mort, le 17 novembre dernier, de Bal Thackeray [fondateur de la Shiv Sena, parti régionaliste, extrémiste hindou et xénophobe très puissant à Bombay et plus généralement dans tout l'Etat du Maharashtra] a mis en ébullition le microcosme des faiseurs d'opinion de la société indienne mais aussi ceux qui leur servent la soupe sur Twitter. Tout le monde cherche à tirer la couverture à soi : les personnalités des médias, les magnats des affaires, les célébrités, rivalisant de souvenirs émouvants, et les organisations politiques cherchant à exploiter politiquement sa mort ou du moins à ne pas s'aliéner les électeurs hindous et/ou du Maharashtra et/ou de Bombay en se montrant trop critiques à l'égard de Thackeray.

Le cœur à l'unisson, les personnalités des médias, l'establishment

politique et le cercle enchanté des célébrités indiennes ont exprimé leur désarroi et leur chagrin tout en se répandant en éloges sur ce grand homme qu'était Thackeray. Ces trois secteurs de la société indienne aux relations incestueuses ont apparemment la mémoire courte. Ils se refusent à évoquer la culpabilité de Thackeray dans la mort de nombreux hindous et musulmans au cours des émeutes de 1992-1993 à Bombay, mais aussi le triste palmarès en matière de violence et d'intimidation de la Shiv Sena à l'égard des gens venus à Bombay depuis les autres régions indiennes. Il y a aussi la collusion de la Shiv Sena avec les industriels pour briser les travailleurs et les syndicats à Bombay dans les années 1970, ou encore la dégradation de la culture politique locale, et la destruction généralisée du cosmopolitisme de la ville.

Quand ces aspects fondamentaux qui définissent bien le per-

sonnage sont évoqués par les commentateurs, ils sont mis en parallèle – selon une vision toute personnelle de la déontologie – avec son charisme, sa sagacité politique, sa capacité à comprendre les gens, etc. Ou alors ces aspects sont englobés dans une perspective plus large qui efface ou atténue la violence du personnage. ("Il y avait du bon et du mauvais en lui" ; "C'était une énigme" ; "Il a toujours été gentil avec moi" ; "Un homme pétri de contradictions" ; "Une personnalité complexe".)

Flagornerie. Les médias indiens sont toujours fiers d'afficher leur indépendance, leur esprit critique et leur capacité à dire leur fait aux puissants. Les personnalités indiennes se flattent d'être des intellectuels responsables socialement. La classe politique indienne fait constamment valoir au reste du monde le dynamisme et l'énergie de "la plus grande démocratie au

Les partisans de Bal Thackeray venus lui rendre un dernier hommage avant sa crémation. Photo Rafiq Maqbool/AP-Sipa

monde". Alors pourquoi ni les nécrologies de nos grands médias ni les tweets émanant de la fine fleur des médias, des célébrités et des hommes politiques n'ont évoqué franchement le rôle de Thackeray dans l'un des épisodes les plus honteux de l'histoire de l'Inde indépendante : les pogroms contre les musulmans de Bombay en 1992 et 1993 ? Quand ils daignent évoquer l'implication de Thackeray, ils refusent d'aborder les questions qui fâchent : sur la justice, les droits des minorités, la responsabilité et l'Etat de droit, mais également sur la tolérance, la coexistence des communautés et notre responsabilité à l'égard de nos semblables.

La violence banalisée. Or le véritable héritage de Bal Thackeray est là. Cet homme a réussi à banaliser la violence en politique. Il a réussi à banaliser la stratégie qui consiste à désigner à la vindicte populaire des catégories ethniques, religieuses ou politiques et à faire de cette stratégie du pire l'ordinaire de la vie politique. Le recours à la peur et à l'intimidation est devenu légitime et fait désormais partie des outils de tout groupe politique qui se respecte. Et il a réussi à étouffer toute velléité de critique dans les médias ou ailleurs grâce à la menace de violentes représailles. Ces dernières années, certains commentateurs dans le Maharashtra ont voulu croire que la Shiv Sena était en perte de vitesse, qu'il s'agissait d'une force sans grand avenir politique parce que dénuée d'objectifs précis. Mais nul ne peut nier que la victoire de Bal Thackeray est totale puisqu'il a réussi à populariser son mode d'expression pervers.

Thackeray n'est pas sorti de nulle part. Il n'était pas le fruit du mécontentement des communautés laissées pour compte du Maharashtra ou des classes moyennes locales persuadées que les étrangers les spoliaient. Il n'a rien d'une anomalie de l'Histoire mais il représentait au contraire quelque chose de central dans la société politique indienne – un fruit de notre histoire où la violence remplace la raison politique, l'absence d'une vision cohérente de la solidarité qui respecterait similitudes et différences et les nombreuses défaillances profondes de l'Etat indien postcolonial que nos sermons sur la tolérance indienne, la coexistence et la laïcité cherchent souvent à masquer.

Et pour toutes ces raisons il est indispensable de ne passer sous silence aucun de ces aspects sous prétexte que Bal Thackeray vient de mourir. Je ne crois pas que les membres de la Shiv Sena ou Thackeray lui-même aient perdu

une seule minute à faire silence en hommage aux musulmans tués dans les émeutes de 1992-1993. Il est scandaleux que Bombay soit paralysé le jour de ses obsèques [le 19 novembre]. Scandaleux que Thackeray ait droit à des funérailles nationales et aux honneurs de l'Etat. Scandaleux que pas un de nos dirigeants ni aucune de nos personnalités du show-business ou des médias ne trouve cette situation scandaleuse. Mais peut-être tremblent-ils à l'idée d'exprimer la moindre critique ?

—Rohit Chopra*

* Originaire de Bombay, Rohit Chopra enseigne la communication à l'université Santa Clara, en Californie.

Lire aussi p. 57

"La source de la semaine".

A la une



LOKSATTA

Le 19 novembre, ce quotidien de référence en marathi, la langue régionale du Maharashtra, montrait le cortège funéraire de Thackeray sous le titre : "Une foule de gens, une foule d'émotions. Ingérable !"



MID DAY

Le quotidien anglophone populaire prenait position contre la suspension de toute activité à Bombay le jour des obsèques de Thackeray et titrait : "Pas de blocus !"



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Emotion, agacement, censure : les réactions à Bombay à la mort de Bal Thackeray.



LARGE GAMME
DE 10 MODÈLES

7 ANS DE GARANTIE
CONSTRUCTEUR*

NOMBREUX PRIX DE DESIGN**

EXIGENCES DE QUALITÉ ÉLEVÉE

QUATRIÈME GROUPE
AUTOMOBILE
MONDIAL***



Kia, au cœur de vos émotions.



Le Pouvoir de Surprendre

Etre au cœur de vos émotions, c'est vous proposer des modèles conçus et fabriqués au cœur de l'Europe⁽¹⁾, un design séduisant, des équipements et une technologie qui vous collent à la peau mais surtout la promesse de vous rester fidèle grâce à la garantie 7 ans. Vous n'avez jamais conduit de voiture capable de vous procurer de telles sensations. Venez vivre l'expérience Kia sur kia.fr

KIA, LE SEUL CONSTRUCTEUR À GARANTIR TOUS SES MODÈLES 7 ANS.

Consommations mixtes et émissions de CO₂ de la nouvelle Kia cee'd SW : de 4,5 à 6,4 L/100 km - de 117 à 149 g/km.

* Garantie 7 ans ou 150 000 km (** des deux termes échoué valable pour tous les modèles Kia en France métropolitaine et Corse hors OXVA-TOM) et dans tous les Etats membres de l'UE ainsi qu'en Norvège, Suède, Islande et à Gibraltar. Hors véhicules dérivés et véhicules à usage commercial.
** Reddot Design Award, IF Design, AEC Design. *** Source: Global Insight Mars 2013. (1) Nouvelle Gamme Kia cee'd, Kia Venza, Kia Sportage. La couleur reproduite dans cette annonce peut légèrement différer de la couleur réelle de la peinture du véhicule. Voir conditions sur kia.fr

Kia Motors France, 2013112000067, R.C. Nanterre

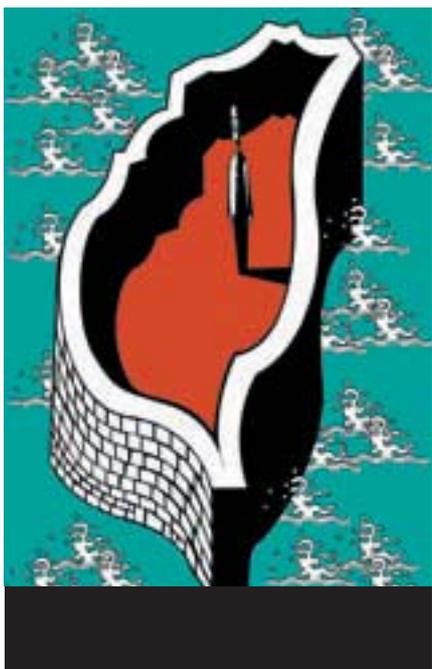
LE MOT
DE LA SEMAINE

↳ Dessin de
Deng Coy Miel,
Singapour.

CHINE - TAÏWAN

Une seule condition, la démocratie

Face à une Chine continentale en pleine expansion, Taipei peine à trouver sa place et devrait reprendre l'initiative dans ses rapports avec Pékin.



— Chungkuo Shihpao
China Times Taipei

À l'échelle de l'Histoire, on peut dire que les échanges et interactions entre les deux rives du détroit de Formose [la Chine continentale et Taïwan] sont dans leur période la plus faste depuis une centaine d'années. Cependant, elles arrivent à présent à un point de blocage. Il devient urgent pour les autorités de part et d'autre de tracer avec audace de nouvelles orientations, pour briser la situation sclérosée actuelle et créer de nouvelles opportunités.

En fait, depuis l'arrivée au pouvoir, en 2008, du gouvernement dirigé par Ma Ying-jeou, un certain nombre de verrous ont sauté. L'établissement de liaisons aériennes directes, la coopération financière, l'ouverture de l'île aux touristes du continent, la signature de l'Accord-Cadre de coopération économique (ECFA en anglais), les échanges de visites officielles à un niveau plus élevé, les discussions sur une coopération militaire, tous ces signes attestent d'une progression et d'un développement des synergies entre les deux rives, tandis que les échanges économiques privés affichent un beau dynamisme. Cependant, il y a quand même une ombre au tableau : l'incertitude croissante de la population taïwanaise ne cesse de croître vis-à-vis du continent, ainsi que vis-à-vis de la politique de Taipei face à Pékin.

Cette inquiétude a plusieurs origines : premièrement, le contraste entre les conjonctures économiques. La Chine continentale est en plein essor ; le pays est devenu la deuxième puissance économique mondiale. Cela s'accompagne d'un accroissement de l'influence internationale de la Chine et de son corollaire, la diminution de l'aire taïwanaise, tout en rendant les entreprises taïwanaises dépendantes des usines et des marchés du continent chinois. Mais la dépendance économique n'implique pas une attitude politique. Le manque de démocratie et de respect des droits de l'homme en Chine est un profond sujet d'inquiétude pour les Taïwanais. Leur dépendance économique accrue aggrave leur crainte de perdre leur indépendance et leur autonomie politique jusqu'à ne plus être maîtres de leur sort. "Ne laissons pas Taïwan devenir le prochain Hong Kong !" est d'ailleurs devenu un slogan politique [l'ancienne colonie britannique a été rétrocédée à la Chine en 1997].

Deuxièmement, l'économie de Taïwan connaît ces dernières années les difficultés liées à une période de mutation. L'industrie électronique décline, tandis que de nouveaux secteurs productifs ne parviennent pas à émerger. Le gouvernement peine à trouver la bonne direction et la confiance populaire s'érode, le chômage s'étend et les salaires diminuent. Dans de telles circonstances, l'essor de la Chine continentale fait inévitablement naître l'appréhension. Le fort pouvoir d'achat des touristes de Chine populaire en voyage sur l'île fait certes les beaux jours de l'industrie touristique taïwanaise, mais porte aussi un rude coup à l'amour-propre des Taïwanais, incapables de rivaliser. Tout cela ne fait qu'accroître la défiance de la population à l'encontre de son gouvernement.

Troisièmement, le gouvernement manque d'orientations claires. L'heure est entièrement aux tournures négatives : "Ni unification, ni indépendance, ni usage de la force militaire !" On est passé d'une "non-reconnaissance mutuelle totale" à un "non-rejet mutuel", ce qui témoigne d'une certaine décrispation sans toutefois jeter de nouvelles bases pour une évolution positive des relations entre les deux rives. Personne ne sait où mènera la politique actuelle.

Confrontée à ce contraste entre leur propre déclin et la croissance de la Chine, la population taïwanaise ne peut s'empêcher de redouter d'être absorbée un jour par l'immense puissance économique du continent. Il est normal que des inquiétudes surgissent alors qu'elle se sent acculée. Aussi le gouvernement doit-il aujourd'hui s'atteler en priorité à tracer les contours d'une politique sensée vis-à-vis de la Chine populaire, qui lui permettrait de résister aux pressions croissantes de celle-ci pour l'ouverture de négociations politiques [sur une hypothétique réunification]. D'autre part, l'élaboration d'un consensus taïwanais permettrait de rassembler les citoyens autour d'un projet commun pour sortir des difficultés.

On constate que, après la signature de l'Accord-Cadre de coopération économique [en 2010], de nombreux sous-projets d'échanges économiques se

mettent peu à peu en place entre les deux rives ; les échanges culturels affichent également un beau dynamisme, avec une multiplication et un approfondissement des relations. Même si Pékin a exprimé le souhait de signer un "accord culturel" sur le modèle de l'ECFA, il n'y a pas d'urgence, car, en la matière, les problèmes majeurs (la protection de la propriété intellectuelle et l'autorisation d'importation de biens culturels) peuvent tous être résolus grâce à l'ECFA.

En revanche, le gouvernement serait bien avisé de réfléchir en priorité au projet évoqué par Hu Jintao dans son rapport au XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois. Il s'agit d'un "accord de paix entre les deux rives" qui fait écho à une proposition faite plus tôt cette année par le président Ma Ying-jeou. Il permettrait en effet de diminuer les tensions, en créant un cadre pacifique durable entre les deux rives.

La question tactique la plus importante qui se pose à nous aujourd'hui est la suivante : compte tenu de la grande attractivité de l'économie chinoise, comment définir les sujets de discussion de telle manière que Taïwan obtienne une place

"Ne laissons pas Taïwan devenir le prochain Hong Kong !"

plus large et plus avantageuse ? Plus simplement dit, nous devons cesser d'être passifs et devenir moteurs, afin de poser des principes de base pour les négociations entre les deux rives. Pour Taïwan, la démocratie constitue la pierre angulaire. Nous pouvons postuler qu'une Chine démocratique est un objectif commun au peuple de part et d'autre du détroit. Ce n'est que lorsque la Chine populaire aura accédé à la démocratie que l'on pourra entamer des discussions sur la réunification. Ainsi, Taïwan disposera de suffisamment de temps et d'espace, et attendra que les réformes démocratiques et la société dans son ensemble soient arrivées à maturité en Chine populaire. Attendons donc le jour où le continent aura accédé à la démocratie et sera devenu un Etat de droit, où les citoyens pourront bénéficier d'un respect suffisant des droits de l'homme et de la liberté d'expression, où le développement économique ira de pair avec la prise en compte de la dimension humaine ; alors nous pourrions reparler de l'unification ou de l'indépendance des deux rives sans que ce soit une question difficile à aborder !

Prenons la paix entre les deux rives comme principe de base, continuons d'approfondir nos échanges économiques, améliorons la compréhension mutuelle par la culture ! Mais posons qu'une Chine démocratique est une condition essentielle, pour qu'à l'issue de toutes ces interactions, et grâce à une réforme du système chinois, l'on puisse un jour parler de la question de la réunification. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra tranquilliser la population taïwanaise et la rendre confiante en la politique de Taipei vis-à-vis de la Chine populaire.—

"liang'an"
Les deux rives

Dans le vocabulaire politique chinois, l'expression "les deux rives" (sous-entendu : du détroit de Formose) évoque Taïwan et la Chine continentale.

Le chiffre 2 n'a pas bonne cote dans l'imaginaire chinois. L'expression "deux cœurs" signifie duplicité, "deux tigres", la guerre, "deux suzerains", l'instabilité, etc. "Deux rives" indique sûrement la division. Depuis l'Antiquité, l'unité est érigée au rang de valeur suprême. Celui qui met fin à la division remporte le mandat céleste pour gouverner en cas de guerre entre les deux rives, celui qui l'emporterait gagnerait la légitimité.

Mais les moyens traditionnels de mettre fin à la division ne sont plus vraiment d'actualité. La négociation entre Taipei et Pékin se complique. Elle a pour enjeu la paix entre les deux rives, mais elle implique aussi que soit envisagée la disparition de deux entités distinctes.

Pour le moment, chacun campe sur ses positions. Pékin espère absorber assez rapidement Taïwan grâce à son expansion économique, Taipei cherche à y résister en jouant de son atout démocratique.

De part et d'autre, on avance les formules "Un pays, deux gouvernements", "Un pays, deux régions", "Un pays, deux rives", etc. Chacun insiste sur celui des arguments qui l'arrange. Pourtant, à Hong Kong, régi selon le principe "Un pays, deux systèmes", on constate que Pékin gagne du terrain dans le contrôle du pouvoir, mais perd rapidement l'adhésion de la population. Aujourd'hui, seuls 12,6 % des Hongkongais s'identifient comme étant chinois, selon un récent sondage. De ce point de vue, l'issue de la négociation entre les deux rives est loin d'être certaine.

— Chen Yan
Calligraphie de Hélène Ho

Relookez-vous en Jamaïque !

CLUB LOOKÉA
JAMAÏCA***

A partir de

1299€^{TTC*} /pers.
9j/7n en « tout-inclus »

Vol direct au départ de
Paris



**RELOOKEZ-
VOUS !**

LOOK
VOYAGES



Réservations dans votre agence,
ou 01 45 15 16 79 ou look-voyages.fr

*Prix par adulte, en chambre double, à partir de, à certaines dates, au départ de Paris, incluant vols et transferts A/R, taxes et redevances aéroportuaires, sous réserve de disponibilités. Offre soumise aux conditions générales de la brochure Look Voyages en vigueur.

THAÏLANDE

Des nomades des mers échoués à terre

Sédentarisés depuis le tsunami de 2004, les Mokens perdent peu à peu leurs traditions. Les aînés se vendent sur les bateaux de pêche.



Bangkok Post Bangkok

Enfant, Liya Pramongkit vivait comme une nomade à bord d'embarcations appelées *kabang*. Cette sage-femme à la peau aussi brune et ridée qu'une noix fait désormais figure d'ancêtre et de détentrice des savoirs ancestraux de sa communauté, les Mokens. Les habitations flottantes caractéristiques de ce peuple de nomades des mers du sud de la Thaïlande étaient fabriquées à la main et construites à partir d'immenses arbres débités en lattes et reliés par des lianes. Liya se souvient que toutes les parties du bateau symbolisaient des éléments du corps humain. On les désignait par des termes comme "les côtes" ou "l'estomac". Tout autour vivaient les esprits de la mer. Des familles entières pouvaient habiter pendant des mois sur un *kabang*, dont le toit en paille les protégeait – partiellement – des aléas climatiques.

Dévastation. Aujourd'hui, la vieille Liya chante une berceuse à la mélodie entêtante, qui parle d'enfants affamés. Alors que leur mode de vie traditionnel est de plus en plus menacé, un certain nombre de jeunes Mokens ont été emportés par la maladie et la malnutrition. Le tsunami dévastateur du 26 décembre 2004 [provoqué par un séisme de forte magnitude en Indonésie : plus de 200 000 personnes ont été tuées dans la région et le sud de la Thaïlande a été dévasté] et l'épuisement des réserves de pêche expliquent la dégradation de leurs conditions de vie. La création de parcs maritimes et de zones touristiques de part et d'autre de

la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, en limitant les déplacements de ces nomades, contribue également à la fragilisation de leur mode de vie.

"J'ai aidé à mettre au monde tous les enfants que vous voyez ici, explique Liya, qui pense avoir presque 70 ans. S'ils font des études, ils auront un bel avenir. Avant, les enfants mokens n'allaient pas à l'école. Mais, aujourd'hui encore, les filles enfantent vers l'âge de 12 ou 13 ans. Beaucoup de femmes ont l'air plus âgées qu'elles ne le sont en réalité." Le clan de Liya est l'un des derniers groupes de nomades des mers à continuer à parler leur langue maternelle sur le territoire thaïlandais. Leurs traditions, toutefois, sont en voie de disparition.

Au lieu de sillonner la mer d'Andaman en se dirigeant grâce aux étoiles et aux courants, ce groupe formé d'une centaine de personnes s'accroche à la petite île de Koh Lao, située à quarante minutes en bateau à moteur de Ranong. Depuis la destruction de leurs bateaux par le tsunami, les Mokens n'ont d'autre choix que de se faire employer comme membres d'équipage sur les flottilles de navires de pêche commerciaux qui partent du port de Ranong. Les femmes passent leurs journées dans des mesures sur pilotis entre les cartes, le jeu et l'alcool. Il y a des chiens partout et une marée fétide de sacs plastiques et d'autres ordures a envahi les allées entre les maisons délabrées. Il n'est pas facile pour ces anciens nomades, au mode de vie traditionnel économe en déchets, d'adopter de nouvelles habitudes.

Le désastre de décembre 2004 n'a pas seulement détruit les embarcations. Il a également attiré des groupes chrétiens avides de convertir de nouvelles âmes parmi ce peuple jusque-là ignoré par les missionnaires. Certains n'ont pas hésité à leur affirmer qu'il faudrait "prier Dieu" pour recevoir des vêtements, des bateaux et de la nourriture. Il y a quatre ans, les anciens furent soulagés de voir arriver le Catholic Mercy Centre, actif dans les bidonvilles de Klong Toey à Bangkok et qui a fait preuve d'une approche plus adaptée en les dotant d'une école, d'une nourriture plus saine et de soins médicaux. "Il y a toujours un lendemain, n'est-ce pas ?" déclare le père Joe Maier, responsable de l'organisation. "Si nous arrivons à leur faire garder leur langue, leur culture, leur foi dans les esprits de la mer et leur grand respect pour les océans, il y a de l'espoir."

Le village possède une modeste épicerie tenue par Nawanit Jampit, une Thaïlandaise de 47 ans native de Koh Lao. Elle explique qu'une bonne partie de l'aide officielle versée après le tsunami était inadaptee ou a été détournée par la corruption. Ne pouvant utiliser les bateaux en métal qu'ils avaient reçus des autorités, les Mokens les vendirent rapidement. "Le gouvernement donne parfois des aides, mais elles fondent comme neige au soleil, poursuit-elle. Ceux qui soutiennent la communauté le font dans le seul but de prendre des photos pour leur site Internet."

A Ranong, des fortunes se bâtissent sur les produits de la mer. Des méduses aux calmars, en passant

↓ Excellents marins, les Mokens sont confrontés aujourd'hui au risque de perte de leur identité culturelle.

Giorgio Taraschi/INVISION-RÉA

Des dizaines de milliers de nomades des mers, surnommés Badjou ou Orang Laot, vivent en Asie du Sud-Est – notamment en Malaisie, en Indonésie et aux Philippines. Si leur mode de vie présente des similitudes, les différences ethniques et linguistiques sont considérables. On estime généralement qu'ils ont quitté la Chine continentale il y a plusieurs milliers d'années avant de s'installer durablement autour du détroit de Malacca et de la mer d'Andaman.

La perte de leur identité culturelle est un problème commun à ces communautés même s'il reste quelques zones, notamment dans les îles Mergui, au large du littoral du sud de la Birmanie, où les nomades conservent l'essentiel de leurs traditions. L'ingéniosité et la capacité d'adaptation leur ont permis – jusqu'à présent – de sauver leur culture, mais les développements récents n'incitent guère à l'optimisme.

Les jeunes Mokens ont longtemps été réputés pour leur capacité à voir sous l'eau sans masque et à attraper des animaux marins, même de petite taille. Bien qu'ils en soient encore capables dans certains endroits, ce savoir-faire est néanmoins sur le déclin. Les adultes, eux, étaient renommés pour leur capacité à marcher sous l'eau, sans poids, pendant plusieurs minutes à la manière de chasseurs sous-marins équipés de harpons artisanaux.

L'ironie du sort veut qu'aujourd'hui ce soient des bénévoles étrangers qui apprennent aux enfants à nager sur Koh Lao. "Nous avons besoin de gens pour nous aider à retrouver nos traditions et à les transmettre, estime Liya. Je ne me rappelle pas bien toutes les vieilles histoires même si je sais qu'il est important de respecter les anciens et de demander la permission avant de poser le pied sur le bateau de quelqu'un d'autre." Déplorant la disparition des grands esprits de la mer, elle soupire : "Nous n'avons plus de chamans aujourd'hui."

— Craig Skehan

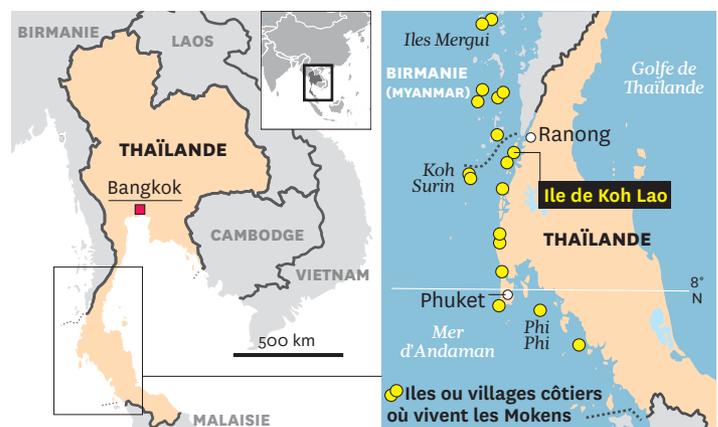


REPORTAGE

par les crustacés, le secteur est florissant. Ces denrées peuvent atterrir dans des restaurants chics de Taïwan, de Corée, de Singapour ou de Hong Kong, où elles sont vendues à des prix équivalant à de longues semaines de labeur pour les Mokens. Si certains se moquent du mode de vie archaïque des nomades des mers, ils ne se gênent pas pour empocher de généreux profits sur leur dos. Des entrepreneurs chinois, thaïlandais ou indiens financent directement des techniques de pêche à la dynamite qui détruisent les récifs de corail dont dépendent ces habitants des mers.

Plongée. Les Mokens récoltent désormais dans les eaux claires des profondeurs des concombres de mer, appelés *trepang*. Le plongeur respire alors simplement grâce à un tuyau d'arrivée d'air relié à son masque de plongée. Cette pratique, qui se répand depuis peu en dehors de Koh Lao, fait des victimes : certains se noient, d'autres subissent des accidents de décompression et se retrouvent handicapés à vie.

Un peuple disséminé le long des côtes





Aujourd'hui,
il n'y a plus vraiment
d'âge pour se demander
ce que l'on va faire
plus tard.

Next Step, Booster Interne et Perspectives

sont des services de l'Apec auxquels tous les cadres ont droit, gratuitement.

Des services qui éclairent l'ensemble de vos options professionnelles pour demain ou plus tard,
y compris au sein de votre entreprise.

47 centres et 500 consultants spécialistes de l'évolution professionnelle.

Plus d'informations sur apec.fr

Apec. Prenez rendez-vous avec l'avenir.



moyen-orient

Gaza. Ce que cache l'offensive

Les enjeux sont multiples. Pour Israël, faire l'union nationale autour du Premier ministre. Pour l'Iran et la Syrie, montrer qu'ils peuvent déstabiliser le Moyen-Orient. A Tel-Aviv, la vie continue.



—Ha'Aretz (extraits) Tel-Aviv

Vendredi 16 novembre. Il n'a pas fallu beaucoup de temps pour que Tel-Aviv reprenne une vie normale après l'alerte des sirènes. Les cafés et les restaurants sont restés bondés, la foule a continué à flâner dans les rues et peu après, personne ne semblait plus se soucier de la roquette qui avait été tirée depuis Gaza. "Malgré l'explosion, les gens ont fini leur café. Ça m'a agréablement surpris", note Yoram Ohayon, commandant de la police de district du Yarkon [zone de police du nord de Tel-Aviv]. "Après la déflagration, tout est revenu à la normale."

La roquette avait touché une zone à découvert, sans faire de dégâts ni de victimes. D'après Yoram Ohayon, les policiers se sont contentés de renforcer leur présence dans la région Centre, et d'appeler les Israéliens à reprendre leurs activités en écoutant les messages du Front intérieur [défense civile], tandis que les services municipaux de Tel-Aviv ouvraient les abris antiaériens.

A 13 h 29, lorsque la sirène a retenti pour la deuxième fois en vingt-quatre heures, la plage de Tel-Aviv accuse le coup. "J'ai juste eu le temps de me réfugier dans un immeuble avant l'explosion, mais beaucoup de gens sont restés où ils étaient", raconte Rachel Shemesh, une Israélienne travaillant à New York, en vacances à Tel-Aviv. "Tout cela est effrayant, et moi qui voulais bronzer encore un

peu avant de rentrer aux Etats-Unis." Sur la plage, deux Français assis non loin d'elle semblent moins inquiets : "Pas de panique, dit le mari. L'armée israélienne fait tout ce qu'il faut." Yafi et Yossi Tzvi, deux Israéliens de New York, sont assis à la table voisine. "La sirène m'a surpris sur la route de Tel-Aviv, raconte Yafi. J'ai pilé net et j'ai quitté la voiture. Le chauffeur de la voiture de derrière me faisait des signes, comme s'il n'avait pas compris ce qui m'arrivait. Je lui ai dit de sortir rapidement. Nous avons couru nous abriter derrière un long mur élevé. Nous étions une dizaine, tassés contre ce mur. Quelques minutes après la déflagration, tout le monde est retourné à sa voiture."

Yossi était dans une autre voiture, en compagnie de son père. Ils n'avaient pas entendu l'alerte, ils ont vu les passants se blottir contre les murs. "J'avais à peine ouvert la vitre de la voiture quand j'ai entendu l'explosion, raconte Yossi. Je ne me suis pas arrêté, je ne vois pas ce que ça aurait changé. C'est incroyable

de voir comment une fusée parvient à faire s'aplatir les gens de Tel-Aviv." Les époux Tzvi avaient décidé de passer leur après-midi à la plage et ne voyaient aucune raison de changer leurs plans. "L'eau est fantastique, alors nous sommes allés à la plage", dit Yafi. Pour Yossi, "A Sderot [ville proche de Gaza, régulièrement frappée par des roquettes], la vie continue bien ; il n'y a pas de raison qu'elle s'arrête à Tel-Aviv. Du moins jusqu'à la prochaine fusée."

—Ilan Lior



REPORTAGE

Terreur dans l'enclave palestinienne

●●● Les peurs et les espoirs de la célèbre blogueuse gazaouie.

Le ciel continue à faire régner la terreur sur Gaza. La ville était en flammes à la nuit tombée. Et tous les Palestiniens dans ce territoire en état de siège attendent avec inquiétude de savoir quelle sera la réaction du Hamas à la dernière surenchère israélienne. A Gaza, les dirigeants du Hamas se retrouvent dans une position délicate. D'un point de vue politique, ils ne peuvent risquer (et n'en ont d'ailleurs pas les moyens) de lancer une contre-offensive de grande ampleur. Pourtant, ne pas réagir serait considéré comme un aveu de faiblesse. Les circonstances de cette offensive israélienne sont étrangement similaires à la guerre menée par Israël à Gaza en 2008 sous le nom d'opération Plomb durci : l'hiver approche, le Congrès américain attend ses nouveaux élus après l'élection présidentielle et nous sommes à la veille d'une échéance électorale israélienne. Mais la comparaison s'arrête là. Cette fois, la rue arabe s'est réveillée. Le nouveau gouvernement en Egypte ne permettra pas un renforcement du siège de Gaza de connivence avec Israël, comme c'était le cas sous l'ex-président égyptien Hosni

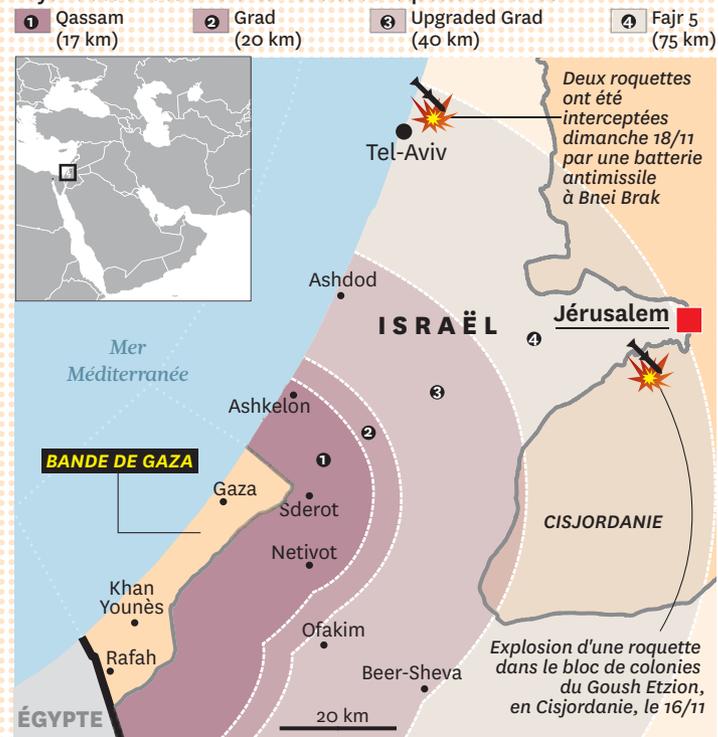
Moubarak. Le siège du Hamas n'est plus à Damas [et le mouvement est donc plus indépendant]. En outre, le vote des Nations unies pour accorder à la Palestine le statut d'Etat observateur devrait avoir lieu le 29 novembre. Israël a déjà menacé de riposter en faisant annuler les accords

d'Oslo (déjà moribonds), une décision qui ferait peut-être la joie de nombreux Palestiniens. En réalité, tout cela n'aura aucune répercussion sur le terrain, sauf peut-être de brider la portée et la férocité des attaques israéliennes.

(Layla Al-Haddad, gazamom.com)

L'opération Colonne de nuée* et ses répercussions

Rayon d'action des différents modèles de roquette du Hamas



* L'offensive israélienne intitulée Colonne de nuée - une référence biblique - est dénommée Pilier de défense dans la presse internationale.

↙ Gaza après une attaque israélienne. Photo Mahfouz Abu Turk/APA Images/Sipa

↓ A Tel-Aviv, des alertes retentissent pour prévenir des attaques de roquettes venant de Gaza. Photo Oded Balilty/AP-Sipa

Assad a allumé la mèche

Pour détourner l'attention des atrocités commises en Syrie, le régime de Damas et son allié iranien ont provoqué la guerre.

—Asharq Al-Awsat Londres

Le Moyen-Orient ressemble à un champ de manœuvres où chaque guerre, dans une sorte de fuite en avant, tente d'en faire oublier une autre. Autrement dit, cette guerre déclenchée à Gaza est une fuite en avant. Il s'agit de sauver [le président de la Syrie] Bachar El-Assad ou, du moins, d'alourdir pour tout le monde le prix à payer pour sa chute. Le principal architecte de cette course est l'Iran. Cela a commencé par son drone Ayoub [drone iranien lancé par le Hezbollah au-dessus d'Israël le 6 octobre] et se poursuit avec ses tentatives de déstabiliser le Sinaï, en passant par les obus syriens tombés sur le Golan en début de mois. Le front du Golan ne s'étant pas embrasé comme l'avaient souhaité Assad et ses alliés iraniens, il ne leur restait plus que Gaza. Ce front-là est facilement inflammable parce qu'il est moins dangereux pour Israël.

Car la bande de Gaza est une sorte de punching-ball pour l'Etat hébreu. Elle permet de faire d'une pierre plusieurs coups. Israël peut non seulement s'en prendre au Hamas, mais également mettre dans l'embarras l'Egypte et son président, Mohamed Morsi. Quoi qu'il fasse, Morsi sera le principal perdant dans l'affaire. S'il réussit politiquement [à modérer le Hamas], ce sera au prix d'une perte de popularité [au sein des islamistes], et vice versa.

Par ailleurs, les frappes israéliennes sur Gaza permettent d'envoyer un message à Assad et de couper les ailes à Téhéran. Cela serait encore plus vrai s'il devait y avoir une frappe israélienne contre l'Iran. Et, surtout, frapper Gaza permet d'augmenter les chances du Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, de remporter les élections législatives de janvier prochain. Ceux qui ont commencé à lancer des roquettes sur Israël à partir de la bande de Gaza [début novembre] sont parfaitement au courant du déséquilibre des forces. Tout ce qu'ils voulaient, c'était détourner l'attention des Arabes de la crise syrienne et sauver Assad alors que celui-ci est à deux doigts de tomber.

Personne n'a envie de faire durer la crise. Les factions armées de Gaza, dont le Hamas, savent qu'elles n'ont pas les capacités de tenir longtemps, Israël peut estimer que ses buts sont atteints, l'Egypte de Morsi n'a rien à y gagner et, évidemment, la communauté internationale n'y a pas non plus intérêt. Donc, le meilleur moyen de mettre fin à cette escalade à Gaza serait de s'occuper rapidement de la Syrie. L'incendie de Gaza a été allumé par une étincelle lancée par le régime syrien. Tout le monde a compris que plus vite Assad tombera, mieux ce sera. Bref, à la fin, c'est peut-être lui qui se retrouvera dans le rôle de l'arroseur arrosé.

—Tariq Al-Homayed



Silence, désormais on tire

L'escalade militaire est du pain béni pour le Premier ministre israélien, avant les élections générales du 22 janvier.

—Maariv Tel-Aviv

Le missile tiré le 14 novembre avec précision sur le véhicule du chef d'état-major du Hamas, Ahmed Al-Jaabari, nous a fait basculer dans un monde nouveau, jusqu'à nouvel ordre. Israël est en guerre, pour le pire et pour le meilleur, cette fois contre le Hamas. Le grand incendie risque de s'étendre si le Hamas dispose encore de suffisamment de missiles [iraniens] Fajr 5. Des missiles ont touché Dimona [dans le Néguev, à proximité d'une centrale nucléaire], plongé des dizaines de milliers de gens dans le cercle de la violence et mis à l'arrêt des villes entières.

Le front est chaud, la liste des cibles va s'allonger et les liquidations vont se poursuivre. De ce fait, les questions politiques et sociales vont être reléguées second plan. La décision d'Ehoud Olmert [l'ex-Premier ministre centriste] de se présenter aux élections législatives ne suscite déjà plus le moindre intérêt. Jeudi 15 novembre, lors de son arrivée à l'aéroport, plus personne ne l'attendait.

L'opposition va disparaître et il n'y aura plus de place que pour le patriotisme

A mesure qu'approchent les élections [le 22 janvier], des questions aussi diverses et cruciales que le coût de la vie, la contraction de l'économie, l'aide sociale, la politique du logement, le service universel et même le harcèlement sexuel commencent à émerger. Vu la tournure des événements, gageons qu'il faudra patienter encore quatre ans [pour reprendre ces débats].

C'est ainsi. Désormais, c'est l'agenda militaire qui, de toute évidence, va dominer la campagne électorale. Le pays est entré dans une phase d'angoisse existentielle et

d'inquiétude, principalement chez les habitants du Sud. Dans les semaines à venir, l'opposition aura disparu et il n'y aura plus de place que pour le patriotisme. Toute déclaration de la gauche sera interprétée comme une critique, et toute critique de sa part comme un acte antinationnel visant à saper le moral de la collectivité.

Hier, les dirigeants des partis de gauche et du centre se sont rendus sur les plateaux de télévision pour exprimer en chœur leur soutien-aux-actions-politiques-et-militaires. Personne n'a osé formuler la moindre question et risquer de dégringoler dans les sondages. "Sheket, yorim akhshav" [Silence, désormais on tire]. La guerre dans le Sud du pays hisse au sommet les dirigeants qui sont sur le front, ceux qui s'occupent de nous, ceux en qui nous plaçons tous nos espoirs. Benyamin Nétanyahou et Ehoud Barak [le ministre de la Défense] peuvent pour l'instant faire le pronostic d'une victoire éclatante, sur le plan non seulement militaire mais également électoral. Qui se souvient aujourd'hui du conflit ouvert qui les avait violemment opposés il y a tout juste un mois ?

Même s'il existe des précédents, nous ne pouvons, pour l'instant, émettre le soupçon que l'escalade ait été préméditée dans la perspective des élections. Néanmoins, nous pouvons supposer que Nétanyahou et Barak ne pouvaient rêver meilleure campagne électorale, habillés de cuir, soutenus par l'armée, forts des résultats engrangés sur le champ de bataille et de la réussite éclatante de leur campagne d'intoxication de l'ennemi.

Que de tels événements valent leur pesant de sièges, cela ne fait aucun doute. Il faut simplement espérer que cette campagne militaire entamée de façon prudente et responsable ne sombrera pas ensuite, pour des raisons électoralistes, dans un aventurisme dangereux. Si tel devait être le cas, ces responsables politiques le paieraient très cher.

—Shalom Yerushalmi

Une communication lourdingue

●●● "Dès les premières minutes de l'opération Colonne de nuée, l'armée israélienne s'est appuyée sur les médias sociaux et a mis en branle une armée de blogueurs et tweetteurs volontaires", souligne Ha'Aretz. Israël veut effacer l'image désastreuse donnée par l'opération Plomb durci de 2008-2009, durant laquelle la culture du secret propre à toute institution militaire avait laissé le champ libre à ses adversaires. Le symbole le plus fort de cette nouvelle stratégie médiatique est la page Facebook créée par l'armée, avec pour unique message un dessin représentant Sydney, New York, Londres et Paris arrosées par une pluie de roquettes, sous le titre : "What Would You Do?" (Que feriez-vous?). Les critiques les plus virulentes contre cette campagne viennent des Juifs libéraux américains. Le blogueur Jeffrey Goldberg dénonce "la 'hamasisation' de la campagne de communication d'Israël".



BARAK EN BOUC ÉMISSAIRE ?

Pour Allouf Ben dans Ha'Aretz, "l'opération Colonne de nuée est la guerre du ministre de la Défense, Ehoud Barak. Le Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, ayant comme disparu des écrans, il laisse à Barak les micros, les visites sur le terrain et, surtout, un redoutable pari politique. Si l'opération se termine sur une victoire israélienne, Nétanyahou parviendra à s'en attribuer le mérite. Si elle tourne au désastre national ou international, Barak sera le bouc émissaire."

Contexte

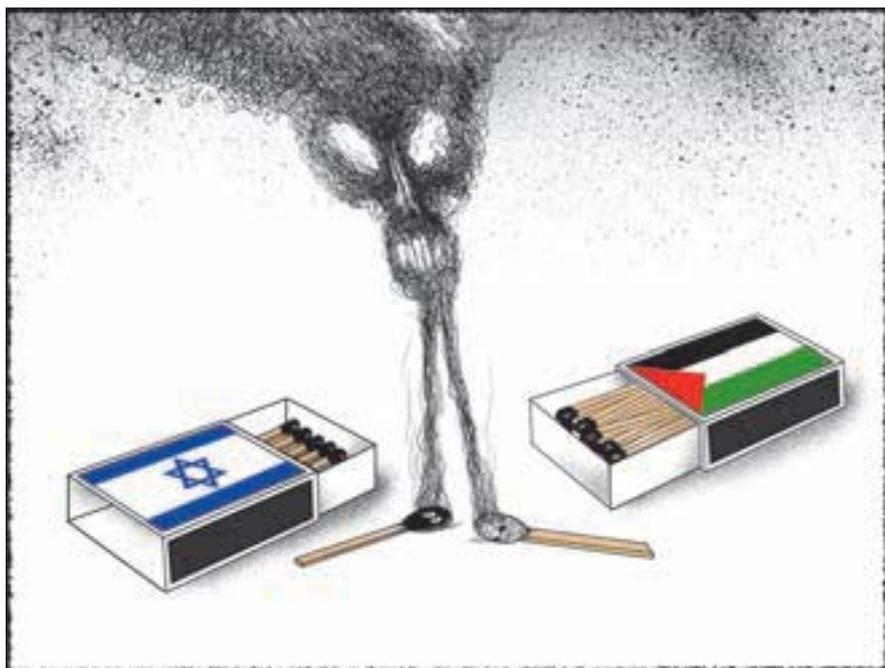
La bande de Gaza

Sur cette bande côtière exiguë de 360 km² s'entassent 1,6 million de Palestiniens. Après une occupation de trente-huit ans, Israël opère un retrait unilatéral en 2005, qui sera suivi en 2007 d'un blocus sévère, en réaction à la victoire électorale et la prise du pouvoir sur ce territoire du mouvement islamiste radical Hamas, en 2006. En décembre 2008, Israël lance une meurtrière offensive contre Gaza à la suite du tir de roquettes palestiniennes sur Israël. Aujourd'hui, 80 % des Gazaouis dépendent de l'aide internationale, 40 % vivent au-dessous du seuil de la pauvreté et 34 % sont au chômage. La nouvelle offensive israélienne est approuvée par plus de 90 % des Juifs israéliens.

↓ Dessin de Stavro paru dans
The Daily Star, Beyrouth.

Huit questions encore sans réponses

Quels sont les véritables enjeux de cette nouvelle guerre entre Israël et le mouvement islamiste palestinien ?



—Foreign Policy Washington

Y a-t-il eu défaillance des services de renseignements israéliens ?

Certains éléments laissent penser que les Israéliens ont été surpris de découvrir qu'un si grand nombre de missiles Fajr 5, de fabrication iranienne, avaient pu entrer dans Gaza. Bien entendu, les Israéliens ne peuvent être au courant du moindre matériel acheminé clandestinement par les tunnels reliant la péninsule du Sinaï à la bande de Gaza. Et les Israéliens paraissent savoir exactement ce qu'ils cherchent. Mais l'existence de ces roquettes – dont un haut responsable du renseignement israélien a déclaré qu'elles "modifiaient les règles du jeu" – représente une ligne rouge pour Tel-Aviv. Le simple fait qu'elles aient pu être livrées à Gaza sans avoir été interceptées ni détruites et que certaines d'entre elles aient pu être ensuite tirées loin à l'intérieur du territoire israélien traduit, à un niveau ou à un autre, une défaillance.

La Turquie, le Qatar et l'Égypte ont-ils jamais exercé un contrôle sur le Hamas, qui dirige Gaza ?

Au cours des derniers mois, la Turquie, le Qatar et l'Égypte se sont rapprochés du [mouvement islamiste] Hamas. Ces trois pays ont tenté de réhabiliter politiquement ce mouvement pour l'intégrer dans le nouvel ordre régional né du "printemps arabe". Selon toute apparence, Washington a tacitement approuvé ces initiatives. Les États-Unis se fondaient sur l'hypothèse suivante : à la suite de la chute brutale du financement iranien [du Hamas] et du départ consécutif du Hamas de son quartier général en Syrie, ce dernier

était peut-être disposé à se transformer en une formation plus pragmatique. La récente flambée de violence et l'utilisation de missiles iraniens à longue portée permettent à cet égard d'émettre deux hypothèses : soit les nouveaux protecteurs du Hamas sont derrière ces violences, soit celles-ci les ont pris au dépourvu. Si cette dernière hypothèse est la bonne, on peut se demander si ces protecteurs ont jamais exercé le moindre contrôle sur le Hamas.

L'Iran a-t-il jamais relâché son emprise sur le Hamas ?

Pour le formuler autrement, il se pourrait que les rapports faisant état d'une dislocation de l'"axe" (Iran-Syrie-Hamas) soient grandement exagérés. Les liens entre Téhéran et l'appareil militaire du Hamas, les brigades Ezzedine Al-Qassam, remontent au début des années 1990, époque à laquelle le Hamas s'entraînait au Soudan, avec la coopération et l'assistance de l'Iran. Sachant que des missiles iraniens Fajr 5 sont désormais en possession du Hamas, il est raisonnable de se demander si l'Iran s'est jamais retiré de la scène.

Les Israéliens ont-ils pris pour cible un entrepôt secret de Fajr 5 au Soudan ?

Beaucoup pensent que l'armée de l'air israélienne a attaqué le mois dernier une usine iranienne de fabrication d'armes, à Khartoum. Les Israéliens ont-ils cherché à détruire des roquettes Fajr 5 qui s'y trouvaient ? On sait depuis longtemps que c'est à partir du Soudan qu'une série de circuits de contrebande acheminent des armes vers Gaza. Gaza constitue-t-elle le second volet d'une opération en deux étapes ayant commencé au Soudan ?

Le Hamas détrônera-t-il l'OLP ?

Même s'il était en possession d'un arsenal de fusées encore plus destructrices, le Hamas n'aurait pas les moyens de l'emporter militairement face à Israël. S'ils ont tiré la moindre leçon du passé, les chefs du Hamas doivent savoir que provoquer Israël leur attirera de violentes représailles. Alors pourquoi provoquer le conflit ? Une explication possible est que la guerre est tout autant dirigée contre le rival historique du Hamas, l'OLP, que contre Israël. L'OLP s'apprête [le 29 novembre] à demander un relèvement de son statut auprès des Nations unies et affirmera parler au nom du peuple palestinien tout entier. L'actuel cycle de violences détourne l'attention de l'OLP. L'attitude du Hamas envoie également un message clair : pendant que l'OLP se livre à d'obscures manœuvres juridiques à New York, le Hamas mène le combat contre Israël au nom de la cause palestinienne.

Où se situe Washington ?

En dépit des tensions anciennes entre le président Obama et le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, la Maison-Blanche a apporté son soutien total à l'opération israélienne à Gaza, invoquant le droit d'Israël à réagir aux centaines de roquettes tirées sur son territoire par le Hamas et d'autres djihadistes au cours des derniers jours. Au fond, il s'agit d'un feu vert donné à Israël. Mais combien de temps durera ce soutien ?

Les derniers événements auront-ils une influence sur les élections israéliennes, prévues en janvier ?

Les détracteurs de Nétanyahou affirment que le Premier ministre se sert de l'opération à Gaza pour s'attirer la faveur des électeurs en vue des prochaines élections. En réalité, Bibi [Nétanyahou] est de loin le grand favori de ces élections et n'a guère besoin de rallier l'opinion publique autour de son nom. D'éventuels revers militaires risqueraient même d'affaiblir sa position. En connaisseur avisé de la politique israélienne, il ne fait aucun doute qu'il a soigneusement pesé les coûts de chaque étape de l'opération à Gaza. L'électorat israélien lui dira s'il a vu juste dans environ deux mois.

Un cessez-le-feu a-t-il la moindre chance d'être respecté ?

L'ambassadeur d'Israël à Washington, Michael Oren, a déclaré que les Israéliens ont détruit la plupart des missiles à longue portée qu'ils visaient à Gaza, ce qui pourrait indiquer que l'objectif a été atteint. Les Israéliens affirment qu'ils souhaitent un cessez-le-feu, mais rappellent 75 000 réservistes de l'armée de terre. Ils disent que tout dépend de la volonté du Hamas de cesser ses tirs de roquettes. Mais, même si les deux acteurs principaux parviennent à un accord, les autres factions présentes à Gaza s'y soumettront-elles ? Le Djihad islamique palestinien et les Comités de résistance populaire, chapeautés par l'Iran, mais également des groupes salafistes ont tiré des roquettes de façon indépendante. Poursuivront-ils leurs tirs contre Israël même si le Hamas cesse le feu ? Si c'était le cas, le conflit pourrait durer beaucoup plus longtemps.

—Jonathan Schanzer

Diplomatie

Le pari d'Obama

●●● La crise de Gaza est l'occasion pour l'Égypte de démontrer qu'elle est un véritable partenaire, désireux de contenir l'escalade, ou au contraire un pays cherchant à mettre de l'huile sur le feu. Le coup de fil de Barack Obama au président Mohammed Morsi [le 14 novembre] traduit l'inquiétude de Washington face à la fragilité du traité de paix israélo-égyptien de 1979, au vu du soutien apporté au Hamas par le gouvernement égyptien des Frères musulmans. S'exprimant pour la première fois sur la crise avant une réunion avec ses principaux ministres, Morsi a prévenu Israël que les Égyptiens "n'accepteraient pas l'agression, qui affecte de manière négative la sécurité et la stabilité dans la région". Même si Morsi n'a pas exclu un rôle de ses services de sécurité en coulisses pour négocier un cessez-le-feu, il n'est pas certain qu'il soit disposé à entamer son image [pro-Hamas] pour cela. Le coup de fil d'Obama à Morsi montre que le gouvernement américain est conscient des risques que fait peser la crise de Gaza sur les relations entre Israël et l'Égypte et, par voie de conséquence, entre les États-Unis et l'Égypte. Si Le Caire jette un nouveau coup de froid sur ses relations avec Israël – par exemple, si Morsi et son nouveau ministre de la Défense refusent obstinément de rencontrer des responsables israéliens ou s'ils menacent de suspendre le traité [de paix] –, la méfiance de Washington à son égard grandirait. Les différentes capitales devraient également se rendre compte à quel point la situation à Gaza est intrinsèquement instable, avec un Hamas qui ne fait pas grand-chose pour contenir les groupes djihadistes. L'Égypte, le Qatar et la Turquie assurent qu'ils encouragent le mouvement islamiste à adopter une position plus modérée. Il faudrait maintenant qu'ils le prouvent. Washington devrait faire pression sur ces trois pays afin qu'ils usent de leur influence sur le Hamas et le persuadent de sévir contre les factions dont les tirs aveugles de roquettes provoquent des représailles israéliennes de grande ampleur.

—David Makovski
The Washington Institute
(extraits) Washington



ARCHIVES

courrierinternational.com

"Il faut couper l'électricité et ne plus laisser passer la nourriture à Gaza", déclare au quotidien italien *La Repubblica* l'écrivain israélien "pacifiste" et Prix Médicis étranger 2012 Avraham B. Yehoshua.

Nous aidons



à devenir



adie

L'association Adie aide des personnes exclues du marché du travail et du système bancaire à créer leur propre entreprise grâce au microcrédit.

La Fondation d'entreprise Total soutient, tout au long de la chaîne éducative et jusqu'à l'entrée sur le marché du travail, des actions de terrain innovantes, aidant des jeunes comme Nicolas à construire leur projet professionnel.

FONDATION
D'ENTREPRISE
TOTAL

À 20 ans, on ne pense qu'à l'avenir.



europe

Espagne.

Les sirènes séparatistes séduisent la Catalogne

Le désir d'indépendance qui se fait entendre à Barcelone doit être écouté par Madrid.



—La Vanguardia
Barcelone (extraits)

Que se passe-t-il en Catalogne ? C'est la question posée par de nombreux observateurs étrangers qui ont contacté *La Vanguardia* en tant que journal de référence. Il est sain d'expliquer l'extrême complexité du pays à un observateur extérieur. C'est un bon exercice, qui oblige à la synthèse et à la clarté. La Catalogne, à l'origine de la révolution industrielle en Espagne, avec le Pays basque et les Asturies, est une communauté

humaine fortement attachée à sa culture, qui se manifeste dans le catalan, vieille langue latine comptant davantage de locuteurs que certaines des langues officielles de l'Union européenne. C'est une société économiquement fondée sur les petites et moyennes entreprises, qui, malgré les difficultés actuelles, restent la principale force motrice de la richesse espagnole. Elle représente 6 % de la superficie du pays, 16 % de la population, 19 % du PIB, 24 % de la production industrielle et près de 28 % des exportations. La Catalogne,

historiquement régie par ses propres lois, a renoué au XIX^e siècle avec un fort désir d'autodétermination, que la dictature du général Franco n'a pas réussi à étouffer. C'est une nation. Une nationalité, pour s'exprimer conformément à l'article 2 de la Constitution de 1978 [qui reconnaît l'existence de "nationalités" et de "régions"]. Une nationalité au sein de laquelle se sont cristallisés des malaises déjà annoncés publiquement depuis plus de deux ans par notre journal [des manifestations ont eu lieu en juillet 2010 contre le

↳ "C'est parce que je me sens espagnol mais aussi indépendantiste !"
Dessin de Kap, Espagne.

verdict du Tribunal constitutionnel qui avait "censuré" plusieurs articles du statut d'autonomie adopté par référendum en 2006].

Continuons notre résumé : la Catalogne souffre beaucoup des conséquences sociales de la crise, elle dispose d'une administration régionale très endettée (44 milliards d'euros, soit 22 % du PIB catalan), conséquence d'un système de financement clairement injuste (fait d'ores et déjà reconnu par le Parti populaire [au pouvoir à Madrid]) en raison de la taille démesurée de certains services et des erreurs de calcul commises au cours de la période 2003-2010. La Catalogne dispose toutefois d'un atout de taille : la ville de Barcelone, capitale puissante et saine, référence internationale de premier plan. Et pourtant le malaise est là. Les sondages d'opinion indiquent que 80 % des Catalans sont favorables à un nouveau système budgétaire, plus de 70 % à la tenue d'un référendum ou d'une consultation sur la nature du lien entre la Catalogne et l'Espagne, et que 50 à 55 % voteraient aujourd'hui en faveur de l'indépendance (cette dernière opinion doit être envisagée dans le contexte actuel, dans lequel le référendum n'est qu'une hypothèse). Le gouvernement régional en place a fait campagne sur la proposition d'organiser une consultation au cours du prochain mandat. Et il faut espérer que dans les prochaines semaines il affinera le contenu de son projet, en tenant compte des nuances, et elles sont nombreuses, qui existent en Catalogne. La société sait en majorité ce qu'elle ne veut pas.

Un désir majoritaire. Ce journal, avec cent trente et une années d'existence derrière lui, estime depuis le premier jour que nous ne nous trouvons pas face à la perte de Cuba et des Philippines [en 1898] et que le dialogue reste possible et plus nécessaire que jamais. On a assisté en Catalogne à une cristallisation de malaises qui auraient pu être évités avec plus de tact, de finesse, de générosité et un plus grand sens de l'équité. La décision du Tribunal constitutionnel sur le nouvel Estatut [14 articles ont été déclarés inconstitutionnels, et 27 ont été modifiés] a eu des conséquences désastreuses. Nous l'avions dit et l'on n'a pas voulu nous écouter. Il n'y a pas aujourd'hui en Catalogne de pari définitif sur la rupture avec l'Espagne. Il suffit de lire attentivement les enquêtes. Mais il existe bel et bien – et c'est notre devoir d'en prendre bonne note – un désir majoritaire, très intense dans les secteurs les plus dynamiques de la société, croissant et irréversible,

de voir les choses changer, et changer vraiment. Autre traitement, autre considération, autre lien. Respect mutuel, solidarité équilibrée, reconnaissance de la nation culturelle, autodétermination efficace et droit à décider dans le nouveau cadre européen accéléré par la crise. L'autonomie catalane, ciment indispensable de la transition démocratique, ne peut succomber sous les décombres d'un Etat constitué de communautés autonomes [régions], artificiellement enflé. Il est peut-être possible de résumer la situation autrement : si, dans une bonne partie de l'Espagne, l'idée de recentralisation est de plus en plus appréciée (c'est ce que démontre l'un des derniers sondages du Centre de recherches sociologiques), la Catalogne et le Pays basque prennent le chemin inverse. Ce n'est pas un drame. L'Espagne n'est pas uniforme. —

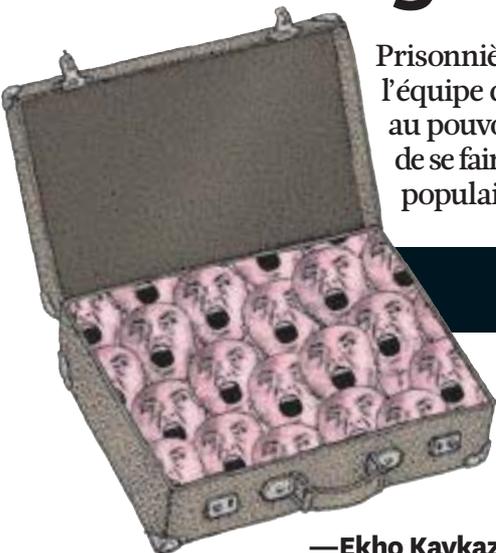
Contexte

●●● Les Catalans sont appelés aux urnes le 25 novembre pour élire les 135 députés de leur Parlement autonome. L'actuel président de la Generalitat (Premier ministre) de Catalogne, le nationaliste de CiU (Convergència i Unió, centre droit) Artur Mas, devrait être reconduit à la tête de cette région, la plus importante et la plus riche d'Espagne, qui gère déjà sa propre politique d'éducation (du primaire à l'université), sa police autonome, une partie de ses impôts... Artur Mas et les nationalistes veulent plus d'indépendance fiscale et budgétaire, de façon à réduire la contribution de la Catalogne à l'Etat central, une hypothèse rejetée par le gouvernement de Madrid, aux mains de Mariano Rajoy (Parti populaire, droite). Début septembre, une grande manifestation – "la plus grande de l'histoire de la Catalogne", notait le quotidien *El Periódico de Catalunya* – a rassemblé à Barcelone plus de 1 million de personnes en faveur de l'indépendance tout court. Artur Mas a alors dissous le Parlement autonome et provoqué des élections anticipées, ce qui a donné lieu à une campagne centrée sur la question d'un éventuel référendum sur l'autodétermination, qui pourrait se tenir – sans l'accord de Madrid – d'ici à 2014.

GÉORGIE

Halte au laxisme du nouveau gouvernement !

Prisonnière de sa rhétorique humaniste, l'équipe de Bidzina Ivanichvili, arrivée au pouvoir le 1^{er} octobre, est en train de se faire déborder par des revendications populaires désordonnées et dangereuses.



—Ekho Kavkaza Prague

Depuis la mi-octobre, on assiste en Géorgie à un processus aussi intéressant qu'angoissant. Je le qualifierais d'"atterrissage forcé" [après une période "de rêve", en référence au Rêve géorgien, le nom du parti du milliardaire Bidzina Ivanichvili, vainqueur des législatives]. Longtemps dans l'opposition, les partisans d'Ivanichvili ont pris l'habitude de dire à leur auditoire reconnaissant ce qu'il souhaite entendre. Or qu'est-ce que les gens aiment entendre ? Des louanges, bien sûr. L'opposition a encensé le peuple sur tous les tons, lui répétant qu'il était tout à la fois élu de Dieu, juste, honnête, travailleur, respectueux des lois, incapable de voler, bref : tout beau, tout gentil. L'opposition a martelé cela pendant tant d'années, avec une telle conviction, qu'elle a fini par y croire elle-même.

Après maintes difficultés, les bidzinistes ont accédé au pouvoir, et ils ont alors eu la surprise de découvrir que ce peuple merveilleux et sage relevait de leur mythologie et n'existait malheureusement pas dans la vraie vie. La réalité, elle, consiste en un mélange complexe de gens ordinaires et de sous-prolétaires, de travailleurs acharnés et de flemmards, de citoyens obéissants et de criminels ataviques.

Les premières semaines avaient pourtant été plutôt calmes, jusqu'à ce que des ouvriers de grosses sociétés [des mines de manganèse de Tchiatura] désireux de défendre leurs droits se mettent à troubler l'ordre public. On ne pouvait évidemment rien leur reprocher – des travailleurs réclamant d'être traités comme des êtres humains, il n'y a là rien de plus normal.

C'est par la suite que les choses se sont un peu compliquées : des réfugiés ont commencé à squatter

les immeubles vides ou partiellement vides de Tbilissi. Ce fut d'abord des gens qui n'avaient effectivement ni feu ni lieu. Mais ne tardèrent pas à les suivre des gens qui, quoique déjà logés en province, saisissaient là une bonne occasion de mettre la main sur un appartement de la capitale. Ensuite, ce fut l'escalade. Les appartements furent pris d'assaut par des défavorisés de toutes sortes, le plus souvent des gens qui avaient perdu leur logement faute de pouvoir rembourser leurs emprunts immobiliers. Début novembre, on comptait déjà 2 000 familles de squatteurs. Et ce n'est qu'un début.

Ensuite, ce sont les prisonniers qui ont relevé la tête. On peut bien sûr se montrer naïf et songer que ces "gamins innocents" ne font que protester contre des directeurs de prison nouvellement nommés qui seraient tous, à les croire, des salauds.

Ce n'est pas le Père Noël qui a gagné les élections !

On peut aussi chercher à distinguer dans cette affaire la main de l'omniprésent Mouvement national [parti du président Saakachvili, battu aux législatives], mais la vérité est ailleurs : le monde du crime cherche simplement à prendre le pouvoir au sein du système carcéral. Les "gamins innocents" terrorisent les médecins, leur extorquent des médicaments pouvant servir à se droguer, exigent le limogeage des directeurs de prison qui ne leur montrent pas assez de respect. Pour l'instant, ces tactiques donnent des résultats. Le nouveau pouvoir, prisonnier de sa rhétorique humaniste, cède aux revendications des détenus. Deux directeurs ont déjà été relevés de leurs fonctions. Le prochain soulèvement ne saurait tarder...

Les derniers à se réveiller ont été les popes rétrogrades, majoritaires dans ce repaire de Cent-Noirs* qui a nom "Eglise orthodoxe géorgienne". Dans le village de Nigvziani,

↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.

les serviteurs du culte se sont soudain souvenus qu'ils avaient pour voisins des immigrants économiques venus d'Adjarie [région autonome de l'Ouest], des Géorgiens musulmans. Voici trente ans qu'ils sont là, et ce n'est que maintenant que la communauté orthodoxe locale s'indigne : "Horreur, ils font une prière collective tous les vendredis ! Il faut l'interdire !" L'affaire a fait grand bruit, des affrontements ont failli avoir lieu, et ce conflit xénophobe monté de toutes pièces est arrivé jusqu'à la commission parlementaire des Droits de l'homme, qui a été chargée de se pencher sur la question. Espérons que les Cent-Noirs ne seront pas caressés dans le sens du poil, car ils sont nombreux en Géorgie. Si l'Etat n'adopte pas d'attitude ferme, ce sera interprété comme un signal. Or les "ennemis de l'orthodoxie" ne manquent pas – catholiques, apostoliques arméniens, baptistes, témoins de Jéhovah...

La réaction des nouvelles autorités face à tout cela est révélatrice : c'est la faute de ces affreux partisans du Mouvement national ! Or la vérité est tout autre. Si pour quelqu'un comme moi c'est la démocratie qui a gagné aux dernières législatives, pour les petites gens c'est le Père Noël ! Il a obligation de satisfaire leurs exigences croissantes, et au plus vite ! Les bidzinistes sont désormais confrontés à un gros problème. Le peuple élu de Dieu s'est empressé de leur montrer que le pire ennemi de la démocratie, ce n'était pas le totalitarisme, comme on aurait pu le croire, mais l'ochlocratie*, le pouvoir de la foule. Qui débouche toujours sur la demande accrue d'un pouvoir fort, comme cela s'est passé durant les années 2003 et 2004 [quand la "révolution des roses" a porté Saakachvili au pouvoir pour succéder à Edouard Chevardnadzé, qui ne parvenait plus à contrôler la situation].

Si pour l'instant on n'assiste à rien de vraiment dangereux, la tendance est bel et bien là. La foule s'enhardit d'heure en heure. Les bidzinistes doivent se ressaisir et comprendre enfin que cet état de fait ne peut pas durer éternellement.

—Tenguiz Ablotia

* Organisation nationaliste d'extrême droite monarchiste apparue dans l'Empire russe au début du XX^e siècle. Façon des bolcheviques de désigner le clergé russe après la révolution de 1917.

** Terme péjoratif, désuet, pour désigner une phase de dégénérescence de la démocratie.

Saakachvili Et maintenant l'impeachment ?

●●● "C'est la nouvelle opposition qui a gagné le premier round", observe, un mois et demi après les législatives, le journal *Tbilisskaia Nedelia*. De nombreux partisans du Rêve géorgien désormais au pouvoir s'inquiètent de la tournure que prend l'action du nouveau gouvernement, présidé par le milliardaire Bidzina Ivanichvili : la maladresse dans la gestion de nombreux et épineux dossiers économiques et sociaux contraste avec l'efficacité des actions menées contre les ténors de l'ancien pouvoir (dont la société civile ne met nullement en doute la culpabilité). Les arrestations d'ex-ministres et hauts fonctionnaires se succèdent, au point d'inquiéter le secrétaire général de l'Otan et le président du Parlement européen, qui évoquent des "persécutions politiques". "L'histoire [de la Géorgie] n'a jamais connu autant d'arrestations politiques qu'à l'époque de Mikheil Saakachvili, mais où étaient alors nos amis européens ?" a fait remarquer l'ex-président de la Géorgie Edouard Chevardnadzé dans le quotidien *Georgia Times*. Censé rester en poste jusqu'à l'expiration de son second mandat, en octobre 2013, Saakachvili, qui se retrouve dans une improbable cohabitation à la française, risque de partir plus tôt. Il est en effet menacé d'impeachment pour "écoutes illégales des leaders de l'opposition" avant les élections. Une pétition réclamant sa démission a été lancée, le 12 novembre, par l'ONG géorgienne Solidarité pour les droits de l'homme.

Chaque samedi, retrouvez sur Europe 1 la chronique d'Odile Conseil de *Courrier international*

SOPHIE LARMOYER CARNETS DU MONDE 14H-16H

Europe 1

ALLEMAGNE

Les Pirates passent par-dessus bord

A la veille de leur congrès fédéral, les nouveaux venus de la politique allemande sont divisés, exténués et en chute libre dans l'opinion.



—Stern (extraits) Hambourg

Assis devant une bière dans un bar berlinois, Bernd Schlömer scrute son smartphone, les yeux rougis par la fatigue. Il est presque minuit. Sur son écran s'affiche un nouveau message. “Ça chauffe”, lâche-t-il. Il connaît bien ses Pirates. Après deux nouvelles démissions au sein des instances dirigeantes, la Toile est encore le théâtre de leurs guerres intestines. Les torrents d'invectives reprennent sur Twitter. Ils tombent encore à bras raccourcis sur Julia Schramm [codirigeante démissionnaire, voir

CI n° 1144, du 4 octobre 2012], pourtant déjà à terre. Schlömer se fait du mauvais sang.

Le président des Pirates est le chef d'un parti dont la cote de popularité est passée de 13 % à 5 %. Les médias parlent d'intrigues et de scandales, dénoncent l'absence de programme et disent les dirigeants profondément divisés. Schlömer ne dément pas. Il sait qu'ils auraient bien besoin d'une bouffée d'oxygène. Mais comment faire ?

Bernd Schlömer est un type plutôt placide. Il sort tout juste d'une table ronde à la fondation Heinrich Böll [proche des Verts]. Là-bas aussi, on lui a reproché le dilettantisme

↳ Dessin d'Ajubei
paru dans El Mundo, Madrid.

et l'absence de ligne de son parti. Cela ne l'a pas empêché de trouver l'ambiance sympathique. Les Pirates l'ont habitué à pire. A quoi ? “Dans leur déluge d'insultes, je suis soit un con, soit un crétin, soit un raté”, répond-il. Ça ne l'affecte pas ? “Je trouve normal d'être jugé sévèrement. Mais je n'ai pas que des ratés à mon actif. Ça, oui, ça m'affecte, surtout quand ça vient de gens influents. Mais j'arrive à encaisser. Julia, moins.” Folie destructrice, violence psychologique, harcèlement moral... Au bout du compte, Schlömer semble sincèrement consterné par la conduite de ses compagnons qui se voulaient tellement différents.

“Pas meilleurs que les autres”. La scène est pour le moins frappante : le chef du parti du Net se plaint que les échanges virtuels portent préjudice aux Pirates. Ne devrait-il pas intervenir, en tant que chef du parti ? Un temps de réflexion, avant de dire qu'il n'aime pas le mot “chef” et qu'il n'est pas du genre à taper du poing sur la table. Bernd Schlömer est un homme réfléchi. C'est pour ça que les Pirates l'ont mis à leur tête. Ils l'apprécient comme médiateur. Mais, ce jour-là, aux alentours de minuit, il lâche un commentaire révélateur. “Nous sommes portés par des milliers de gens à l'esprit ultrapositif, mais certains de nos militants se comportent comme des sauvages. Nous ne méritons pas d'assumer des responsabilités si nous déstabilisons nos dirigeants au point qu'ils se retirent, complètement brisés”, explique Schlömer avant de s'enfoncer dans la nuit noire et froide de la capitale.

Il y a six mois, Bernd Schlömer, 41 ans, originaire de Meppen [petite ville de Basse-Saxe], était élu président du parti. Les Pirates étaient alors en pleine ascension : 13 % d'opinions favorables, des députés dans quatre Parlements régionaux et des sondages leur donnant 10 % des suffrages aux prochaines élections du Bundestag [à l'automne 2013]. La fin de Merkel semblait proche.

Schlömer voulait “imposer un autre style”, il voulait une nouvelle définition du métier, il voulait ne pas se perdre dans l'exercice de ses fonctions, rester lui-même – un être humain. Cela pouvait-il marcher ? Un homme pouvait-il changer la politique ? Ou serait-ce l'inverse ?

Nous avons débuté en mai le premier d'une série de huit entretiens. Francs, c'était la condition, et sans langue de bois. Schlömer sortait des locaux du tabloïd Bild, où il était censé faire une critique du journal. Schlömer n'a pas d'opinion sur Bild. Il ne le lit jamais. Mais il était allé dire aux journalistes que leurs articles ne valaient rien. Rien de bon ? Même pas le sport ? “Non.”

Schlömer précise ensuite qu'il ne lit pas non plus Der Spiegel, la Süddeutsche Zeitung ou Stern. Il n'a pas de secrétaire pour lui préparer des dossiers de presse. En fait, il n'a même pas de bureau. Les Pirates n'ont pas l'argent pour. Schlömer s'informe “sur Internet”. Il n'a rien contre les vieux médias comme Stern, Der Spiegel ou Die Zeit, précisera-t-il plus tard. Il estime seulement qu'ils sont comme les vieux partis : dépassés, ils perdent du terrain. Ne craint-il pas leur vengeance ? “Non.”

Si Schlömer avait un mot préféré, ce serait celui-là : non. Un non qui traduit une franche opposition à la vieille classe politique. Ce non est, dans toute sa modestie, une véri-

table déclaration de guerre à l'encontre du système. Schlömer vient du Pays de l'Ems, en Basse-Saxe, où les gens ne sont pas vraiment rebelles. Éduqué chez les séminaristes, il a fait son service militaire dans la Frise-Orientale. Il aime la sobriété des Allemands du Nord. Même quand le parti des Pirates enchaînait les succès, Schlömer affichait un enthousiasme contenu. Il trouvait que les médias en faisaient trop.

Aucun dirigeant – à part lui – n'oserait dire qu'il ne veut pas passer dans une émission de Günther Jauch, l'animateur-journaliste qui rassemble 5 millions de téléspectateurs le dimanche soir. “J'ai mieux à faire de mes dimanches que passer dans une émission que beaucoup de gens trouvent exécutable”, explique Schlömer. C'est le chef du parti qui dit non à un auditoire de 5 millions de personnes ? “Exact.” Fin octobre, il a pourtant fini par accepter. Sous la pression de ses camarades qui le suppliaient de ne pas laisser y aller Johannes Ponader [codirigeant très contesté en interne], qui a l'habitude de se présenter sur les plateaux télé en sandales et fort débraillé. Jauch a abordé un des sujets de prédilection des Pirates : la transparence. Schlömer a plaidé pour la publication des revenus des responsables politiques [sujet d'actualité depuis les révélations sur les revenus insoupçonnés du candidat social-démocrate à la chancellerie, Peer Steinbrück (SPD)]. En tant que haut fonctionnaire du ministère de la Défense, lui-même gagne environ 5 000 euros brut par mois. En tant que Pirate, il ne gagne rien du tout.

Dans ses interviews, Schlömer tente de minimiser la crise chez les Pirates, mais il sait combien il sera difficile d'entrer au Bundestag. “Nous sommes restés trop abstraits et théoriques”, explique-t-il à l'occasion d'une promenade sur les rives de la Spree. Nous avons été submergés par notre propre succès. Je vois bien que les militants sont surmenés. Tous recherchent le calme et la stabilité, mais nous n'y sommes pas encore. Et les vrais problèmes commenceront quand nous nous retrouverons sur des podiums face à nos rivaux politiques.”

Schlömer parle du parti comme s'il était un observateur extérieur. Il y voit un groupe hétérogène d'individus non conformistes. “Les Pirates ne sont pas meilleurs que les autres, reconnaît-il. Ce n'est pas un parti de gens aux prétentions altruistes ou sociales.”

Quand il regarde ce qu'il est devenu à l'automne 2012, Schlömer voit en lui un autre homme. “La politique durcit la personnalité, et ce dans des proportions assez monstrueuses”, observe-t-il. [Schlömer commence à] ressembler à un homme politique comme les autres. Juste ce qu'il ne voulait pas. “Je sais, répond Schlömer. Je sais.”

—Jan Christoph Wiechmann



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

A lire également : “Peut-on être une femme politique transparente ?”, un portrait de Marina Weisband dressé par Der Spiegel. Cette personnalité charismatique pourrait revenir dans les instances dirigeantes des Pirates lors du congrès des 24 et 25 novembre à Bochum.

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE
«UN MONDE D'INFO»

du lundi au vendredi
à 16h15 et 21h50

Courrier international

franceinfo.fr



france
Info
L'INFO À VIF

L'ÉLUE DE VOS JEUDIS SOIR.

BORGEN

UNE FEMME AU POUVOIR

SÉRIE

LE JEUDI À
20H50

WWW.ARTE.TV/BORGEN

SAISON 2
À PARTIR DU 22 NOVEMBRE
DIFFUSION EN VF ET EN VO
À REVOIR PENDANT 7 JOURS SUR ARTE+7

Le Monde

M
Le magazine de l'écran

arte
LA TÉLÉ QUI VOUS ALLUME

FRANCE

Ankara attend des signaux de Paris

Le réchauffement des relations entre la Turquie et la France tarde à venir. Pourtant, le “printemps hollandais” était plein de promesses.

—Hürriyet (extraits) Istanbul

Je doute vraiment qu'un autre pays que la Turquie se soit autant réjoui de l'élection de François Hollande à la présidence de la République. Cet événement venait après la décision du Conseil constitutionnel français, en février, d'abroger la loi pénalisant la négation du génocide arménien.

Après les terribles années Sarko, une lueur est en train d'apparaître dans les relations bilatérales. La Turquie a levé les sanctions contre la France en juin, à l'issue d'un entretien entre le Premier ministre

Recep Tayyip Erdogan et le nouveau président français. “On voit que M. Hollande a la volonté de régler les problèmes”, a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu. A cette époque, Ankara ignorait les déclarations faites par François Hollande durant sa campagne sur sa volonté de faire remanier la loi de pénalisation en dépit de la décision des sages.

Rien ne permet de penser que M. Hollande ait discrètement informé M. Erdogan de son intention de ne pas honorer son engagement de campagne et de gagner du temps en disant aux Arméniens

qu'il cherchait un moyen de court-circuiter la plus haute autorité juridique de l'Etat. Le gouvernement turc a pu penser que la décision du Conseil constitutionnel avait si bien enterré la loi de négation qu'on pouvait s'attendre à ce que M. Hollande fasse traîner les choses, et c'est pourquoi Ankara a décidé de lever les sanctions.

Cette décision visait aussi à encourager M. Hollande à ne pas réexaminer le problème arménien, ainsi qu'à inciter le président socialiste à lever le veto que son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, avait opposé aux négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'UE.

A vrai dire, la satisfaction retirée de la victoire électorale de M. Hollande venait davantage de l'espoir de voir la France lever son veto sur les cinq chapitres décisifs des négociations [agriculture ; politique économique et monétaire ; politique régionale ; dispositions financières et budgétaires ; institutions] que de celui de la voir adopter une position plus favorable à la Turquie au sujet du problème arménien. L'idée que l'équipe de M. Hollande était plus consciente de l'importance stratégique de la Turquie et moins fanatique dans ses objections à son entrée dans l'UE a naturellement conduit Ankara à penser que M. Hollande prendrait la décision de lever le veto.

Après les années Sarko, une lueur apparaît dans les relations bilatérales

Eh bien, cette décision n'est toujours pas venue ! Les Français disent qu'il aurait été inopportun de la prendre sous la présidence chypriote grecque [second semestre 2012]. C'est juste. Mais Ankara ne reçoit pas de messages rassurants de Paris disant qu'elle adviendra à la fin de ladite présidence.

Ce qui est clair, c'est que le climat des relations a changé. La campagne de dénigrement de la Turquie a pris fin ; le dialogue sur des questions régionales et internationales s'est nettement amélioré, avec notamment une intense coopération sur la crise syrienne. Mais il ne faut pas oublier qu'Ankara a déclaré au gouvernement Sarkozy que, tant que le veto serait en place, la France ne pourrait pas s'attendre à ce que les liens bilatéraux se développent comme si son adhésion à l'UE ne posait pas problème.

La situation actuelle n'est pas tenable : si la France ne se décide pas avant l'hiver, le “printemps hollandais” des relations bilatérales pourrait bien prendre fin.

—Barçin Yananç

POLITIQUE

↓ Dessin
d'Alex, Suisse.

Un boulevard pour Sarkozy

La confusion sur les résultats des primaires de l'UMP ne pouvait offrir à l'ancien président meilleur scénario pour un retour.



—La Vanguardia (extraits) Barcelone

Dimanche 18 novembre, le pire cauchemar de l'UMP est devenu réalité. Déjà profondément divisé entre partisans de François Fillon et de Jean-François Copé [finalement vainqueur], le parti vient de se scinder en deux blocs qui s'opposent violemment. Dans une ambiance extrêmement tendue, et que vient aggraver l'équilibre entre les forces en présence, de graves accusations de fraude ont été lancées entre les deux camps.

Très serré, l'affrontement entre l'ex-Premier ministre et le secrétaire général de l'UMP pour la présidence du parti vient de déboucher sur une guerre ouverte, semblable à celle qu'avaient vécue les socialistes français lors de leur congrès fratricide à Reims en 2008 [entre Martine Aubry et Ségolène Royal].

Les problèmes d'organisation, qui se sont traduits par des files d'attente de deux à trois heures devant certains bureaux de vote, ont repoussé la fermeture des urnes et le début du dépouillement. De plus, les deux camps se sont empressés de dénoncer irrégularités et anomalies, envenimant d'emblée la procédure. Force est de constater, à la suite de ce psychodrame, que l'héritage laissé par Nicolas Sarkozy à l'UMP tient du cadeau empoisonné. Le virage à droite radical imposé par l'ancien président de la République au cours de sa campagne n'aura pas seulement fait fuir les franges les plus modérées de son électorat (sans pour autant convaincre les électeurs d'extrême droite) et précipité sa défaite face au socialiste François Hollande, il aura aussi semé la discorde et la zizanie au sein même de sa formation politique.

Le résultat des élections internes à l'UMP laissera le nouveau président du parti dans une situation précaire, ce qui pourrait ouvrir un boulevard à un retour de Sarkozy en vue de la présidentielle de 2017. L'ancien chef de l'Etat ne pouvait espérer meilleur scénario. Un chef solidement élu lui aurait fermé la porte – elle lui est aujourd'hui grande ouverte.

—Lluís Urià

Le Monde | Télérama | Courrier international
présentent

LE SALON FORMATIONS ARTISTIQUES

ARCHITECTURE - ARTS - AUDIOVISUEL - COMMUNICATION - DESIGN - ESTHÉTIQUE - GRAPHISME - JEUX VIDÉO - MODE - MULTIMÉDIA - MUSIQUE - SPECTACLES VIVANTS

SAMEDI 1 & DIMANCHE 2 DÉCEMBRE 2012
CITÉ DE LA MODE ET DU DESIGN
LES DOCKS 34 quai d'Austerlitz PARIS

ENTRÉE
GRATUITE



INFOS & INSCRIPTION : www.le-start.com

START
LE SALON DES
FORMATIONS ARTISTIQUES

En partenariat avec



Vivez l'excellence internationale au CESEM

Les étudiants du **CESEM**,
disposent tous, eux, d'un double
diplôme et d'une expérience
de 2 ans à l'international.
Ça t'inspire quoi ?

Mé C K-non !!*

* Mais je trouve ça tout à fait épatant !!

CESEM

Le monde change, il faut tout anticiper, tout imaginer. Reims Management School s'attache à réinventer sans cesse de nouveaux modèles de formation au management, répondant aux enjeux des entreprises de demain.

Bacheliers, futurs bacheliers, avec le CESEM, faites le choix de l'excellence globale : deux ans d'études en France, deux ans à l'étranger, pour un double diplôme en management international.

Ouvrez-vous grand les portes du monde sur www.reims-ms.fr
Inscriptions au concours : www.concours-sesame.net

Established in Champagne since 1928

RMS

Get ready for
a changing world™



à la une

STOP L'AUSTÉRIÉ

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté le 14 novembre dans toute l'Europe, pays du Sud en tête, pour protester contre les politiques de rigueur. Le lendemain, Eurostat annonçait l'entrée en récession de la zone euro au troisième trimestre, pour la deuxième fois depuis 2009. La France – comme l'Allemagne – s'en sort mieux, avec une croissance de 0,2 %, mais cela n'a pas empêché l'agence de notation Moody's de lui retirer son triple A.

Aux voix des manifestants se joignent désormais celles d'un nombre croissant d'économistes de tous bords. Même le Fonds monétaire international fait son mea culpa et met en garde contre les dangers de la politique actuelle. L'austérité a non seulement créé du chômage et dégradé la situation économique, mais elle a aussi aggravé le problème de la dette, qu'elle était censée résoudre. Quelles sont les alternatives ? Effacement de la dette, politiques de relance, réformes structurelles, sortie de l'euro... Tour d'horizon des pistes évoquées par la presse européenne.

— Services Economie et Europe



↓ A Madrid, lors de la grève générale du 14 novembre.
Photo Jasper Juinen/Getty Images/AFP

AUSTÉRITÉ !



EFFACER LA DETTE ?

Ce serait finalement la seule solution pour en finir avec une austérité qui provoque malaise social et chômage.

La Vanguardia Barcelone

La grève générale [du 14 novembre, contre les politiques d'austérité imposées par les gouvernements européens] a reçu le soutien de la Confédération européenne des syndicats, avec une participation plus importante dans les pays du sud de l'Europe que dans ceux du nord. Les manifestations du 14 novembre démontrent le malaise général engendré par des mesures d'austérité qui, contrairement aux promesses, ne réduisent pas le déficit public, mais aggravent la situation dans son ensemble.

Espagne, Portugal, Italie, Grèce : c'est dans ces pays que la grève a été le plus suivie. Ce sont les plus frappés par les mesures de la troïka (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Commission européenne), qui étouffent de larges franges de la société, menacées par l'exclusion et la pauvreté. Toutefois, des protestations ont également eu lieu en Allemagne, en France et en Belgique.

L'Espagne a connu deux grèves générales en moins d'un an [toutes deux sous le gouvernement de Mariano Rajoy], mais elles ne sont pas la conséquence de l'irresponsabilité des syndicats, ni de celle des partis de gauche. Dans un contexte social qui a détérioré le quotidien de millions de personnes, ces grèves se seraient aussi produites sous des gouvernements de gauche.

L'austérité comme seule et unique mesure pour sortir de ce bourbier n'a donné aucun résultat, et aucune amélioration de la situation n'est attendue dans les mois à venir. Si l'on s'en tient aux indicateurs économiques et sociaux, la situation de

presque tous les pays de l'Union européenne est pire que celle de l'année dernière. Les inégalités se sont accrues, tout comme l'instabilité sociale et politique, dans une bonne partie de l'Europe, où l'on observe qu'il n'y a tout simplement pas de travail pour de larges secteurs de la société.

C'est en Espagne que le taux de chômage est le plus élevé d'Europe. La Grèce est sur le point de la dépasser, suivie par le Portugal, la France et l'Italie. Il est paradoxal de constater qu'alors que le mécontentement et le chômage vont croissant M^{me} Merkel et la troïka félicitent ces gouvernements pour avoir appliqué les instructions reçues. La visite de la chancelière allemande à Lisbonne et à Athènes [début octobre et le 12 novembre] n'est rien d'autre que du cynisme.

Il est fréquent d'entendre des plaintes concernant le manque d'envergure du personnel politique. Certes, beaucoup de responsables n'ont pas la stature nécessaire en ces heures critiques. Mais le problème ne vient pas tant des politiciens que de la politique, de la manière de faire face à une crise armée de solutions dont on sait pertinemment qu'elles ne fonctionneront pas.

Nous pouvons bien sûr chercher les responsables parmi les gestionnaires précédents. Mais cela ne servirait pas à grand-chose. Ce qu'il faut changer, ce sont les méthodes politiques qui mettent la Grèce, le Portugal et l'Espagne dans une situation chaque jour plus difficile pour le paiement de leurs intérêts. Ne serait-il pas temps d'effacer tout ou partie de la dette, comme cela a été fait si souvent au cours de l'Histoire ? Je ne vois pas d'autre issue.

—Lluís Foix

LE REMÈDE EST PIRE QUE LE MAL, ADMET LE FMI

L'austérité est bien plus nocive que prévu pour l'économie, selon l'institution internationale.

—Financial Times (extraits) Londres

Cette annexe technique s'est avérée un acte d'insurrection. Selon une étude publiée par le Fonds monétaire international [dans son dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale], les effets de la politique budgétaire sur la croissance sont plus importants qu'on ne le pensait. La conclusion politique est évidente : une austérité excessive est contre-productive. Il faut y mettre fin.

Il ne faut toutefois pas faire dire au FMI ce qu'il ne dit pas. Il ne dit pas que la rigueur est trop dure, trop injuste, trop douloureuse sur le court terme, ni qu'elle touche davantage les pauvres que les riches. Il dit simplement qu'elle ne permettra peut-être pas d'atteindre son

objectif – réduire la dette – dans un délai raisonnable. Les auteurs de ce document font deux observations. D'abord, le multiplicateur budgétaire utilisé dans les modèles de prévision, y compris ceux du FMI, est généralement 0,5. Cela signifie que pour chaque dollar ou euro de dépenses publiques en moins, l'économie se contracte de 50 centimes. Une hypothèse irréaliste dans la situation actuelle. Nous savons, même intuitivement, que cet effet doit être d'au moins 1, simplement parce que le tour de vis budgétaire n'est pas compensé par une baisse des taux d'intérêt. Personne ne vient combler le vide provoqué par les mesures d'austérité.

Ensuite, le FMI estime qu'en réalité le multiplicateur devrait s'échelonner de 0,9 à 1,7. Pour les pays périphériques de la zone euro, on → 48

47 ← est plus proche du haut de cette fourchette. Alors, supposons qu'il soit de 1,5. Cela signifie qu'un tour de vis budgétaire équivalent à 3 % du produit intérieur brut (PIB) se traduirait par une contraction de ce dernier de 4,5 %. Et 3 %, c'est à peu près ce dont a besoin l'Espagne pour atteindre son objectif budgétaire pour 2013. On peut donc prévoir le genre de récession qui attend ce pays. Si l'on tient compte de l'effet multiplicateur, il est évident que la baisse de 0,5 % du PIB prévue par Madrid pour 2013 est largement sous-estimée.

Quelles sont les implications politiques de cette analyse ? On peut espérer, à tout le moins, qu'elle persuadera les gouvernements européens de renoncer à leur lutte obstinée et vaine contre les déficits structurels [qui ne tiennent pas compte des dérapages liés à la crise]. Rien qu'en faisant cela – ce qui, à mon avis, serait loin d'être suffisant –, ils mettraient au moins fin au cercle vicieux dans lequel ils enchaînent les plans de rigueur pour tenter d'atteindre un objectif nominal totalement arbitraire [la limitation du déficit à 3 % du PIB].

On peut aller plus loin et anticiper un effet d'hystérésis [la persistance d'un effet dont la cause a disparu] : les conséquences néfastes de la récession persisteront lorsque l'activité reprendra. Par exemple, le chômage cyclique pourrait devenir structurel. En Italie du Sud, le taux d'emploi des femmes est depuis peu retombé à son niveau de 2004. Lorsque dix ans d'efforts pour améliorer l'emploi des femmes sont réduits à néant par le seul fait d'une récession, alors on est en présence d'une hystérésis.

Dans un article publié récemment, les économistes Brad DeLong et Lawrence Summers commencent par noter que le multiplicateur budgétaire s'accroît lorsque la politique monétaire applique un taux d'intérêt zéro. Puis ils ajoutent l'effet d'hystérésis, avancent des hypothèses raisonnables sur l'état du monde et en arrivent à la conclusion que des dépenses de relance peuvent finir par s'autofinancer. Le corollaire est que l'austérité devient contre-productive. Autrement dit, elle contribue à l'aggravation de la crise de la dette.

Autocritique. Le FMI ne va pas aussi loin. Et pourtant, ses conclusions ont choqué les Européens, qui ont réagi très vivement à Tokyo [où se tenait, du 10 au 13 octobre, l'assemblée annuelle du FMI]. En osant remettre en cause le consensus en faveur de l'austérité, un consensus qui fut si difficile à construire, l'organisation "ne fait que créer de la confusion", ont-ils déploré.

Reste une question : pourquoi le FMI agit-il ainsi ? Je pense qu'il a compris que la politique actuelle ne marchait pas. Le FMI a soulevé un problème important et il faut lui en savoir gré, ne serait-ce que parce qu'il fait ainsi preuve d'autocritique. Certes, personne ne se fait d'illusions sur la possibilité que la zone euro abandonne sa politique à la suite d'une analyse économétrique. Comme le savent trop bien des légions d'économistes européens contrariés, l'analyse macro-économique ne joue en général aucun rôle dans la prise de décision au sein de la zone euro.

Le mieux qu'on puisse espérer est qu'à terme les conclusions du FMI fassent évoluer le débat. Pour l'exercice budgétaire 2013, elles n'auront aucun effet. Les dirigeants européens sont paranoïques dès qu'il s'agit de leur crédibilité, et je ne serais guère surpris qu'ils défendent bec et ongles l'austérité jusqu'à ce que cette politique implose. Une ère de sagesse économique finira par s'ouvrir, mais ce n'est pas pour tout de suite.

—Wolfgang Münchau

La Grèce et le Portugal doivent devenir de 30 % à 40 % moins chers pour retrouver leur compétitivité. On tente d'y parvenir par une politique d'austérité excessive, mais ça ne marchera pas. Ce serait pousser ces pays au bord de la guerre civile. En revanche, une sortie temporaire de l'euro permettrait de stabiliser très rapidement ces pays, de créer de nouveaux emplois et de libérer la population du joug de l'euro.

Hans Werner Sinn
DIRECTEUR DE L'INSTITUT
ÉCONOMIQUE
IFO DE MUNICH

L'auteur



VICENÇ NAVARRO

Cet économiste enseigne les politiques publiques à l'université Pompeu Fabra de Barcelone ainsi qu'à l'université Johns Hopkins de Baltimore (Etats-Unis). Auteur d'une trentaine d'ouvrages, il a publié l'an dernier avec deux autres économistes *Il y a des alternatives* (éditions Sequitur et Attac Espagne), 115 propositions concrètes pour sortir de la crise.

PLAIDOYER POUR UNE SORTIE DE L'EURO

A défaut d'un "new deal" européen, seul l'abandon de la monnaie unique permettrait à l'Espagne de renouer avec la croissance.

Público (extraits) Madrid

Face à la gravissime crise financière et économique qui la frappe, l'Espagne dispose de trois solutions. La première consiste à poursuivre dans la voie de l'austérité, comme le recommandent le Conseil de l'Europe (dominé par des conservateurs et des néolibéraux), la Commission européenne (ouvertement conservatrice et néolibérale dans ses orientations) et la Banque centrale européenne (qui subit l'influence prépondérante de la Bundesbank, véritable Vatican du néolibéralisme). Or ces politiques conduisent inévitablement à plusieurs années de récession, tout près de la dépression pure et simple. Fondées sur une attaque frontale contre le monde du travail, l'Etat-providence et la démocratie, elles constituent sans aucun doute la pire option.

Une deuxième solution serait de prendre le contre-pied des mesures d'austérité, en s'inspirant des politiques expansionnistes du New Deal et de celles qu'avaient adoptées la plupart des pays européens dans les années 1950 et 1960, soutenues par le plan Marshall. C'est de cette façon que les Etats-Unis et l'Europe occidentale se sont relevés de la crise de 1929. L'application de politiques de ce type en Espagne et dans l'Union européenne impliquerait une augmentation considérable des dépenses publiques afin de créer des emplois et, du même coup, de stimuler la demande intérieure et l'économie. Contrairement à une idée reçue, il serait tout à fait possible de développer cette stratégie en Espagne – sachant qu'elle serait plus simple à mettre en œuvre si l'ensemble de la zone euro et de l'UE adoptait la même politique.

On pourrait penser que c'est précisément sur cette voie que le gouvernement français s'est engagé, mais n'oublions pas qu'il a signé le pacte budgétaire qui contraint les Etats à maintenir l'équilibre du budget, et n'a pas touché au pacte de stabilité financière, à l'origine des coupes claires qu'effectuent les pays de la zone euro dans leurs dépenses publiques. Or il est impossible de développer des politiques de croissance sans renoncer à ces deux traités.

Je n'exclus pas que les mobilisations populaires de plus en plus nombreuses et la montée en puissance de partis plus à gauche que les partis sociaux-démocrates au pouvoir poussent les gouvernants à adopter des positions plus cohérentes avec leurs discours favorables à la croissance. Mais je reste sceptique. Les partis sociaux-démocrates n'ont pas remis en question leurs politiques économiques. Ils partent du principe que l'augmentation des exportations suffira à redresser l'économie, et n'ont pas compris que ce redressement passe en premier lieu par la relance de la demande intérieure.

Cela nous amène à la troisième solution, qui n'est pas mon premier choix, mais qui est sans doute la seule option qu'il nous reste : la sortie

de l'euro. Je suis parvenu à cette conclusion en constatant que l'Espagne ne dispose pas d'outils adéquats pour sortir de la crise. Elle ne peut pas dévaluer sa monnaie afin de rendre son économie plus compétitive et, faute d'une banque centrale capable de le protéger, l'Etat ne peut pas se prémunir contre la spéculation financière. Ce n'est pas un hasard si la Grande-Bretagne et la Suède lancent des politiques expansionnistes : ces deux pays possèdent leur propre monnaie et leur propre banque centrale.

Des taux bien plus avantageux. Les arguments avancés dans la majorité des médias contre une sortie de l'euro sont tellement tordus qu'il ne sont pas crédibles. Il est ainsi totalement faux de prétendre que si l'Espagne sortait de l'euro, elle ne pourrait plus emprunter sur les marchés financiers. On a certes utilisé le même argument pour l'Argentine (à l'époque où elle avait désindexé sa monnaie du dollar), mais aucun fait n'est jamais venu l'étayer. Le système financier actuel est multipolaire et le monde ne manque ni de liquidités ni de crédit. En Espagne, cette faiblesse de la demande est créée artificiellement. Si l'Espagne n'était pas dans l'euro, elle pourrait obtenir des prêts à des taux bien plus avantageux.

Un autre argument tout aussi fallacieux voudrait que l'Argentine ait réussi à se relever très rapidement grâce à la forte demande dont ses ressources naturelles faisaient l'objet dans une économie mondiale en pleine croissance. Or c'est bel et bien l'augmentation de la demande intérieure qui a permis à l'économie argentine de rebondir.

Un argument plus valable, cependant, est que la banque centrale pourrait être tentée de faire marcher la planche à billets pour soutenir les politiques de relance, ce qui produirait de l'inflation. Mais une forte inflation associée à un faible taux de chômage et à une croissance élevée est préférable à la croissance faible, au chômage énorme et à la récession que nous connaissons actuellement.

J'admets que la sortie de l'euro ne sera pas un processus facile. Mais il convient de l'évaluer en regard des coûts humains, sociaux et économiques d'un maintien dans l'euro. Il est intéressant de relever que la Grande-Bretagne et la Suède (deux pays gouvernés par des partis conservateurs) ont compris que seules des politiques de relance leur permettraient de redresser leur économie. L'une et l'autre peuvent adopter les mesures adéquates car elles disposent de leur propre banque centrale et de leur propre monnaie. C'est ce qui explique que la Grande-Bretagne bénéficie de taux d'intérêt relativement bas pour financer sa dette publique, pourtant beaucoup plus élevée que celle de l'Espagne, et que, comme la Suède, elle maîtrise son inflation. Ce n'est pas parce que le risque inflationniste existe qu'il faut en conclure que si l'Espagne sortait de l'euro, cela conduirait nécessairement à une flambée des prix qui affecterait l'efficacité de son économie.

—Vicenc Navarro

↓ Madrid, 2012.

Photo Jasper Juinen/Getty Images/AFP



Il est fallacieux de faire une politique d'austérité en période de récession. Il fallait aider les pays à sortir de la récession en leur donnant des moyens. On a perdu trois ans, avec des conséquences sociales et politiques effrayantes.

Charles Wyplosz
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE
À L'INSTITUT DES HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT,
À GENÈVE.
(LE TEMPS, GENÈVE)

SIX IDÉES POUR EN FINIR AVEC LA RIGUEUR

Tout juste créé, le Réseau européen d'économistes progressistes lance un appel "pour une autre politique" économique en Europe. Et propose six pistes de travail.

Il Manifesto* Rome

1. En finir avec l'austérité

Les politiques d'austérité doivent être inversées et les conditions drastiques imposées aux pays recevant des fonds d'urgence européens doivent être radicalement révisées, en commençant par la Grèce. Les contraintes dangereuses contenues dans le traité budgétaire (TSCG) doivent être supprimées, afin que les pays membres puissent conserver la maîtrise de leurs dépenses publiques et sociales, et gérer leurs politiques salariales. De son côté, l'Union européenne doit assumer un rôle plus actif de stimulation de la demande, de promotion du plein-emploi et d'engagement dans une nouvelle direction, celle du progrès durable et équitable. Les politiques européennes devraient réduire les déséquilibres des comptes publics en obligeant les Etats membres dégageant des surplus à s'ajuster également.

2. Redistribuer les revenus

Les politiques européennes doivent impulser une redistribution des revenus qui réduise les inégalités, et s'orienter vers une harmonisation fiscale, mettant fin à la concurrence fiscale par un transfert du poids de la fiscalité du travail vers celle des profits et de la richesse. Les politiques européennes doivent défendre et développer les services publics et la protection sociale. Le droit du travail et la négociation collective doivent être défendus ; les droits des travailleurs sont un élément fondamental des droits démocratiques en Europe.

3. Revoir le fonctionnement de la BCE

Pour résoudre la crise financière, marquée par l'interaction entre la crise bancaire et celle de la dette publique, la Banque centrale européenne doit jouer le rôle de prêteur en dernier ressort

sur les dettes publiques. Le problème des dettes publiques doit être résolu par une action commune sous la responsabilité des pays de la zone euro, les dettes publiques doivent être soumises à l'évaluation d'audits publics.

4. Taxer les transactions financières

Une réduction radicale de la taille du secteur financier est nécessaire, via la taxation des transactions financières, l'élimination de la spéculation financière et le contrôle des mouvements de capitaux. Le système financier doit être socialement contrôlé ; il doit être transformé afin de promouvoir des emplois et des investissements productifs socialement utiles et écologiquement soutenables.

5. Réduire la consommation d'énergie

Une transition écologique complète permettrait à l'Europe de sortir de la crise. L'Europe doit réduire son empreinte écologique et sa consommation d'énergie et de ressources naturelles. Ses politiques doivent mettre en valeur de nouveaux modes de production et de consommation. Un vaste programme d'investissement favorisant la soutenabilité économique peut fournir des emplois de qualité, en développant les compétences dans de nouveaux domaines innovants et les possibilités d'action au niveau local, en particulier en ce qui concerne les biens publics.

6. Plus de citoyens dans les rouages européens

La démocratie doit être renforcée à tous les niveaux en Europe. L'Union européenne doit être réformée et la concentration des pouvoirs entre les mains de quelques Etats et institutions sans justification démocratique, en cours depuis le début de la crise, doit être inversée. L'objectif est d'aboutir à une plus grande participation des citoyens, à un renforcement du rôle du Parlement

européen et à un contrôle démocratique bien plus réel sur les décisions importantes.

Face au risque d'effondrement, les politiques européennes doivent prendre une autre direction. Une alliance entre la société civile, les organisations syndicales, les mouvements sociaux et les forces politiques progressistes est nécessaire pour sortir l'Europe de la crise engendrée par le néolibéralisme et la finance. Le Réseau européen d'économistes progressistes se donne comme objectif de contribuer à ce changement. —

* Cet appel a été également publié dans divers titres de la presse européenne et sur les sites des membres du Réseau européen d'économistes progressistes.



SUR LE SITE
courrierinternational.com

A lire également :
Du contre au comment, le manifeste de plusieurs personnalités de la gauche portugaise, publié dans **Expresso**.

Zoom

Economistes en réseau

●●● A l'appel des mouvements Euromemorandum créé par l'économiste allemand Jörg Huffschmid, des Economistes atterrés (France), de Sbilanciamoci ! (Italie) et de Another Road for Europe, un Réseau européen d'économistes progressistes s'est constitué lors du forum Florence 10+10, du 8 au 11 novembre 2012. Cette initiative réunit aussi plusieurs réseaux d'économistes tels qu'Econosphères (Belgique), Econouestra (Espagne), The Transnational Institute, Critical Political Economy Network (réseaux internationaux d'experts militants), Transform! (think tank européen).

Ce Réseau européen d'économistes progressistes rassemble divers groupes d'économistes, de chercheurs, d'instituts et d'organisations issues de la société civile, qui ont une vision critique des politiques économiques et sociales ayant conduit l'Europe à la crise actuelle. Ils veulent promouvoir un large débat européen sur des politiques alternatives basées sur les six points développés ci-contre.

↓ Hollande : "Je suis le nouveau..." Merkel : "... le nouvel élève, je sais !" Sur le tableau : austérité. Dessin de Chappatte paru dans International Herald Tribune, Paris.



Vu de Grèce

Un nouveau plan Marshall

● Le chef de file du groupe parlementaire Syriza (gauche grecque), Alexis Tsipras, s'exprime dans les colonnes de *Die Zeit* (Hambourg). "Il faut en finir avec la politique d'austérité. Elle produit de la récession, fait monter la dette et baisser les rentrées fiscales. Nous devons mener de nouvelles négociations avec nos créanciers pour examiner à la loupe les conditions de l'accord de crédit. Ensuite, il faut procéder à une annulation généreuse de la dette au profit de la Grèce, sur le modèle de ce qui a été fait au profit de l'Allemagne en 1953, dans le cadre de l'accord de Londres. En outre, pour relancer l'économie, nous avons besoin d'investissements publics et d'un nouveau plan Marshall. Quand nous en serons arrivés là, nous devons, en Grèce, réformer rapidement l'Etat et l'économie. De ce point de vue, il sera grand temps que ce ne soient plus seulement les pauvres et les couches moyennes qui paient des impôts, mais aussi les riches."



Vu du Portugal

Renégocier la dette

● Francisco Louça, 56 ans, économiste, a dirigé de 1999 à novembre 2012 le Bloco de Esquerda, parti de la gauche alternative qui compte huit députés. Dans une interview publiée par *Visão*, il propose des solutions radicales pour sortir de la crise. D'abord, la renégociation de la dette : "En ramenant l'intérêt de la dette annuelle à 0,75 %, nous réduirons annuellement le déficit de 4,75 milliards d'euros." Louça suggère d'appliquer aux intérêts de cette dette un impôt qui rapporterait environ 1,1 milliard d'euros. Ensuite, on pourrait tirer plus de 1 milliard d'euros de la fin des exemptions d'impôts dont bénéficient notamment l'Eglise et les banques "alors que de nombreux Portugais vont perdre un mois de salaire à cause de l'augmentation de la taxe foncière". Et si les banques qui achetaient jusqu'ici de la dette portugaise n'en veulent plus, Louça voit deux alternatives. D'une part, un moratoire de la dette ; d'autre part, la création d'un impôt sur les capitaux qui ont fui le Portugal. 18 milliards l'an dernier, 20 milliards cette année. Tout doit être fait pour relancer la demande intérieure et annuler la dette. "Sinon, prédit Francisco Louça dans *Público*, nous aurons de nouveaux plans de sauvetage toujours plus destructeurs."



LE MODÈLE ALLEMAND, OUI... À PETITE DOSE

Bilan provisoire de la convergence franco-allemande après la conférence de presse du président Hollande et la visite officielle du Premier ministre Ayrault à Berlin.

—*Süddeutsche Zeitung* (extraits) Munich

Quatre cents journalistes du monde entier réunis à l'Élysée pour interroger François Hollande et une seule question sur les relations franco-allemandes... Quel tournant ! Les deux dernières années de la présidence Sarkozy ont été dominées par la question des relations entre la France et l'Allemagne. Les deux pays se présentaient comme un duo. "Merkozy" dirigeait l'Europe – en ne faisant pas toujours le bonheur des autres Etats de l'Union. Puis Hollande a placé à la tête de son gouvernement Jean-Marc Ayrault, un homme qui devrait être une aubaine, mais qui suscite plutôt de nouveaux malentendus outre-Rhin. Il connaît l'Allemagne par cœur – ce qui ne veut pas dire qu'il soit adepte du "modèle allemand".

Bien au contraire. Jean-Marc Ayrault est un Français affirmé et un Européen convaincu, qui connaît très bien les atouts et les faiblesses de l'Allemagne. Il sait parfaitement quelle dose d'Allemagne administrer à ses concitoyens. A son grand dam, Nicolas Sarkozy en a prescrit une surdose. M. Ayrault sait surtout que la politique fonctionne différemment de part et d'autre du Rhin.

Ni Hollande ni Ayrault ne peuvent faire leur Schröder – arriver en clamant : "Basta, hop là, me voilà !" Nicolas Sarkozy a montré où cela menait d'annoncer ainsi tambour battant l'arrivée de grandes réformes en France. Une telle stratégie est vouée à l'échec, car les gens finissent par descendre dans la rue et chacun défend ses acquis.

En Allemagne, on sous-estime souvent la difficulté qu'il y a à faire accepter des réformes aux Français. Néanmoins, Hollande et Ayrault veulent moderniser leur pays. Ils veulent même libéraliser

le marché du travail et alléger les charges des entreprises – en principe, selon le modèle allemand. Ils ont créé une banque d'investissement qui ressemble fort à la Kreditanstalt für Wiederaufbau [KfW, établissement de crédit public qui finance des missions d'intérêt général], ils tiennent au système de formation en alternance et ils sont adeptes du partenariat social à l'allemande. Mais si les deux socialistes français venaient à le reconnaître ouvertement, ils signeraient leur arrêt de mort politique.

Certains éléments de la gauche n'ont guère d'affinités avec l'Allemagne, et ils sont têtus. Aussi le tandem Hollande-Ayrault s'emploie-t-il à faire passer ses objectifs sans que les Français s'en rendent compte. Sous des airs d'inconstance, ils avancent réellement, comme le montre la récente baisse de 20 milliards d'euros du coût du travail – qui a même surpris, et enchanté, le Medef.

Du point de vue allemand, la situation semble stagner. Ainsi s'est répandue l'idée du "nouvel homme malade de l'Europe". Ce qui est vrai là-dedans, c'est qu'il faut donner l'impression que les choses ne bougent pas trop. Stratégie fallacieuse, où il faut s'armer d'une loupe pour lire entre les lignes et découvrir la supercherie.

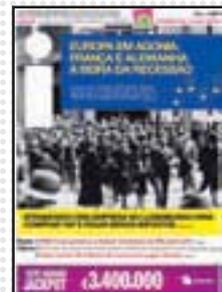
Le nouveau chantier de réformes en cours est de la même veine. Depuis des semaines, patrons et salariés négocient en coulisses pour conclure des accords sur l'emploi que Français Hollande est décidé à imposer si nécessaire par décret. Une fois encore, l'idée vient d'Allemagne. Elle doit aboutir à une flexibilisation du marché du travail, mais personne n'en parle en ces termes, naturellement. En visite officielle à Berlin, Jean-Marc Ayrault s'est entretenu avec la chancelière Angela Merkel pour la sensibiliser à cette ambiguïté politique. —

A la une



IL FATTO QUOTIDIANO

"Les peuples contre les technocrates : l'autre Europe se révolte", titrait le quotidien italien le 15 novembre, au lendemain des manifestations contre la rigueur en Europe.



I (LISBONNE)

"L'Europe à l'agonie. La France et l'Allemagne au bord de la récession. La zone euro meurt à petit feu", titrait le quotidien portugais le 16 novembre. "Dans une économie comme celle du Portugal, la combinaison de la perte d'accès au financement bancaire et de la politique d'austérité enfonce le pays dans la récession."



HANDELSBLATT

"Une politique des petits pas qui revient cher", titre le quotidien économique de Düsseldorf. Celle de Merkel pour le sauvetage de la Grèce se révèle inefficace. Des économistes de renom et la présidente du FMI, Christine Lagarde, appellent les Allemands à changer de stratégie.

LA BOMBE FRANÇAISE

Dans son dernier numéro, *The Economist* s'en prend à la France, la grande malade de l'Europe. Sans réformes structurelles, point de salut face à la crise, soutient l'éditorialiste.

—The Economist Londres

La menace d'un effondrement de l'euro s'est momentanément éloignée, mais il faudra plusieurs années d'efforts douloureux pour remettre la monnaie européenne sur pied. Pour l'heure, c'est en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Italie que les pressions pour effectuer des réformes et procéder à des réductions budgétaires sont le plus fortes. Tous ces pays ont été le théâtre de grèves massives et d'affrontements avec les forces de police ces derniers jours. Mais un problème plus grand se profile et il pourrait éclipser tous les autres : la France.

L'Hexagone a toujours été au cœur de l'euro et de l'Union européenne. Le président Mitterrand a défendu le projet de monnaie commune parce qu'il espérait renforcer la position de son pays dans une Europe qui menaçait de tomber sous l'influence de l'Allemagne réunifiée. La France a bien profité de l'euro : ses taux d'emprunt n'ont jamais été aussi bas et elle a réussi à éviter les problèmes de ses voisins méditerranéens. Et pourtant, même avant le mois de mai et l'élection de François Hollande, elle avait déjà laissé les commandes de la crise à l'Allemagne. A présent, son économie est elle aussi de plus en plus fragile.

La France a encore de nombreux atouts, mais la crise de l'euro a révélé ses faiblesses. Cela fait des années qu'elle perd de sa compétitivité face à l'Allemagne et le fossé ne cesse de se creuser depuis que les Allemands ont réduit leurs coûts et entrepris de grandes réformes. Ne pouvant pas dévaluer sa monnaie, Paris a eu recours à la dette publique. Alors que d'autres pays européens parvenaient à limiter le poids de l'Etat dans leur budget, celui de la France représente presque 57% du PIB, le chiffre le plus élevé de la zone euro. Incapable de présenter un budget équilibré depuis 1981, l'Etat français a vu sa dette publique passer de 22% du PIB à plus de 90% aujourd'hui.

Le climat des affaires s'est également détérioré. Les entreprises françaises doivent se conformer à des réglementations et à un Code du travail particulièrement rigides, payer des impôts incroyablement élevés et verser les charges sociales les plus lourdes de toute la zone euro. Résultat : les créations d'entreprises sont rares. La France compte moins de petites et moyennes entreprises (PME) – les moteurs de la croissance aujourd'hui – que l'Allemagne, l'Italie ou le Royaume-Uni. L'économie française stagne et elle pourrait être en récession ce trimestre. Le chômage dépasse 10% de la population et touche plus de 25% des jeunes. Le budget de l'Etat français est devenu l'un des plus gravement déficitaires de la zone euro. En résumé, trop de sociétés hexagonales ne sont plus compétitives et l'administration pléthorique de l'Etat fait vivre ce dernier au-dessus de ses moyens.

Avec l'audace et la détermination nécessaires, François Hollande pourrait réformer la France aujourd'hui. Son parti contrôle le Parlement et presque toutes les Régions. Un gouvernement de gauche devrait également être mieux à même de convaincre les syndicats de la nécessité du changement. Le prési-

dent a reconnu que le pays n'était pas assez compétitif. Signe encourageant, il s'est récemment engagé à mettre en œuvre un grand nombre des recommandations formulées par le rapport Gallois. Le chef de l'Etat veut un marché du travail plus flexible. La semaine passée, il a même parlé de l'excessive lourdeur de l'Etat, promettant de "faire mieux en dépensant moins".

Pourtant, face à la gravité des problèmes économiques de la France, François Hollande paraît manquer de conviction. Pourquoi les chefs d'entreprise devraient-ils le croire alors qu'il a déjà adopté une série de mesures de gauche, dont une tranche d'imposition à 75% [pour les revenus supérieurs à 1 million d'euros], une augmentation des impôts sur les sociétés, sur les revenus du capital et sur les dividendes, l'augmentation du salaire minimal et un retour partiel sur la réforme de l'âge de la retraite ? Pas étonnant que tant d'aspirants entrepreneurs parlent de quitter l'Hexagone.

Les gouvernements européens qui ont engagé de grandes réformes y ont été poussés par un sentiment profond de crise, parce que les électeurs ne voyaient pas d'alternative et que les dirigeants politiques jugeaient ces changements inévitables. Aucun de ces éléments ne se retrouve dans le cas de la France ou de François Hollande. Au cours de sa campagne, le candidat socialiste a à peine abordé la question des réformes favorables aux

entreprises. Son parti reste dépassé en termes de modernité et hostile au capitalisme : depuis qu'il s'inquiète de la compétitivité du pays, sa cote de popularité dégringole. Pis encore, la France cherche à atteindre une cible mouvante. Tous les pays de la zone euro ont en effet lancé des réformes structurelles. Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment averti celle-ci qu'elle courait le risque de se voir reléguée derrière l'Italie et l'Espagne.

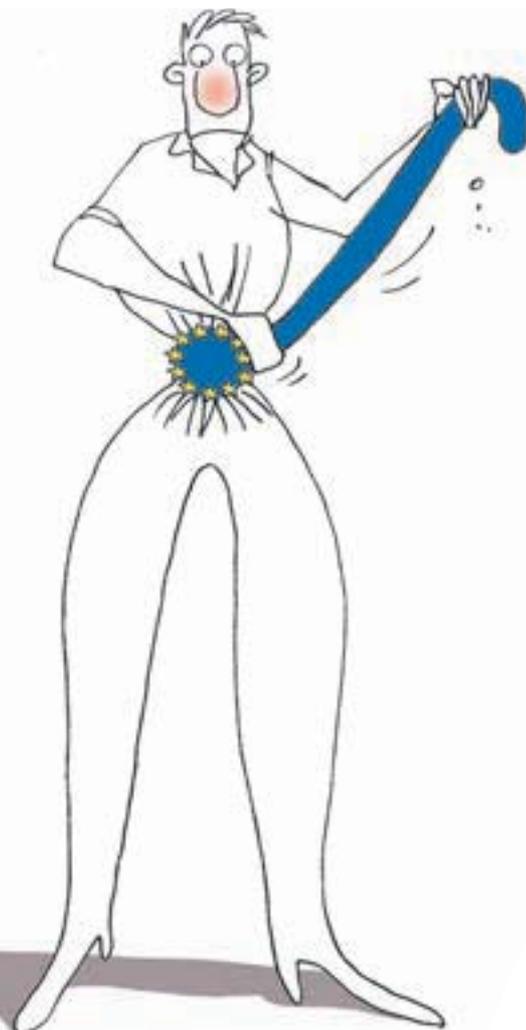
Ce n'est pas seulement l'avenir de la France, mais aussi celui de l'euro qui est en jeu. François Hollande a reproché – à juste titre – à Angela Merkel de vouloir pousser trop loin les mesures d'austérité. Il a toutefois pris soin de ne pas s'avancer sur le terrain de l'intégration politique, pourtant nécessaire pour résoudre la crise de l'euro. Il faut renforcer le contrôle des politiques économiques nationales au niveau européen. Paris a récemment ratifié, à contrecœur, le pacte fiscal augmentant les pouvoirs budgétaires de Bruxelles. Toutefois, ni les élites ni les électeurs ne sont prêts à de nouveaux transferts de souveraineté, pas plus qu'à de grandes réformes structurelles. Alors que la plupart des pays membres discutent des domaines de souveraineté qu'ils s'approprient à céder, la France s'obstine à éviter toute discussion sur l'avenir de l'Europe. En 2005, François Hollande avait chèrement payé le rejet du projet de Traité constitutionnel européen, qui avait profondément divisé son parti. Une répétition de ce scénario sèmerait le chaos dans toute la zone euro.

Le chef de l'Etat va devoir montrer qu'il est véritablement déterminé à sortir la France de la voie sur laquelle elle est engagée depuis trente ans, sans cela le pays perdra la confiance des investisseurs et celle de l'Allemagne. Comme plusieurs pays de la zone euro en ont fait l'expérience, l'humeur des marchés peut très rapidement changer. La crise pourrait frapper dès le début de l'année prochaine. Il n'est pas rare que les soubresauts de la monnaie européenne finissent par toucher l'Hexagone. Cette fois encore, le sort de l'euro pourrait se décider non pas en Italie ou en Espagne, mais en France. François Hollande n'a plus beaucoup de temps pour désamorcer la bombe qui menace le cœur de l'Europe. —

Réforme ne signifie pas forcément austérité. Comme les deux notions ont été mélangées, ceux qui s'opposent à l'austérité finissent par s'opposer aux réformes.

Amartya Sen
PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE
(LE TEMPS, GENÈVE)

↳ Dessin de Martirena, Cuba.



A la une

Une cible à répétition



●●● L'hebdomadaire britannique a frappé fort dans son numéro du 17 novembre. Le gouvernement français a rapidement réagi. Arnaud Montebourg dénonçant une énième attaque du "Charlie Hebdo de la City". "Jamais deux sans trois", rappelle **Le Temps**, en Suisse. "Après 'La France dans le déni' et 'Ce plutôt dangereux M. Hollande'", l'hebdomadaire londonien "attaque frontalement le gouvernement français" en tirant "à boulets rouges" sur François Hollande et son Premier ministre. Du côté italien, le **Corriere della Sera** a rappelé que *The Economist* "n'a jamais été tendre avec le modèle français et les socialistes". Mais, à force de répéter, comme l'a affirmé le ministre de l'Economie allemand, Wolfgang Schäuble, que "la France n'est pas le malade de l'Europe", on finit par croire le contraire. Cependant, "si le destinataire change", affirme le quotidien espagnol **ABC**, "la cible est toujours l'euro".

trans- versales.

économie



Médias54
Ecologie56
Signaux57

MEXIQUE

Cancún, nouvelle cité impériale chinoise

Un immense centre commercial chinois doit bientôt ouvrir sur la côte caraïbe. De quoi effrayer les habitants de cette magnifique région touristique.



✎ Dessin de Boligán
paru dans **El Universal**,
Mexique.

—Sinembargo (extraits)
Mexico

Ce sera le plus grand centre commercial chinois hors de Chine, un établissement qui n'aura pas d'équivalent en Amérique latine. Dragon Mart Cancún ouvrira ses portes le 14 avril 2014 dans l'Etat de Quintana Roo [dans le sud-est du Mexique, dans la péninsule du Yucatán]. On pourra y acquérir du matériel pour le bâtiment, de la quincaillerie, des pièces détachées automobiles, du matériel médical et des produits agroalimentaires, en gros et au détail. Rien ne devrait lui interdire de vendre d'autres produits, que ce soit des chaussures ou des jouets, comme l'a reconnu récemment dans la presse Juan Carlos López Rodríguez, directeur du projet. Ce mégacomplexe commercial servira de plateforme pour renforcer la présence chinoise en Amérique latine. Chinamex et Middle East

Investment & Trade Promotion, les deux maîtres d'œuvre, ont déjà construit deux centres du même type – moins importants que celui envisagé au Mexique – à Amsterdam et à Dubaï.

“L'ère des grands empires revient”, clame le dossier promotionnel de Dragon Mart Cancún. L'architecture évoquera les cités impériales chinoises. Le terrain mesurera 84 hectares. Pas moins de 235 000 mètres carrés seront “divisés en quatre zones principales : espaces d'exposition et de vente de marchandises en gros et au détail ; équipements pour des centres d'affaires ; bureaux, restaurants, centres culturels et touristiques. Zone libre destinée au stockage de marchandises et à des habitations.”

Dragon Mart bénéficiera d'un investissement initial d'environ 200 millions de dollars [157 millions d'euros]. Le projet prévoit la création de 120 000 mètres carrés couverts, abritant 3 049 locaux commerciaux et 40 000 mètres carrés d'entrepôts, ainsi que plus de 2 000 logements.

Les chefs d'entreprise locaux sont sur les dents. A l'échelon fédéral, le projet n'a suscité que peu de commentaires, tandis que les producteurs de la région tentent de se faire entendre. Fondamentalement, ils craignent une invasion de produits piratés. Ils font valoir que le commerce chinois est coutumier du fait. Ce fléau mondial [la contrefaçon] frappe aussi les pays où les contrôles sont les plus stricts, comme les Etats-Unis.

“Les autorités chinoises n'interviennent pas financièrement dans les affaires de Dragon Mart Cancún”, assure Min Hum, attaché de presse de l'ambassade de Chine au Mexique, consulté par téléphone par *El Diario de Yucatán*. Toutefois, Chinamex assure que Pékin soutient Dragon Mart par des promotions via le service du commerce extérieur du ministère du Commerce.

L'association Voix unies de Puerto Morelos a lancé récemment une campagne contre la construction de ce centre commercial. Elle met en garde contre les dommages écologiques qu'entraînera la construction de ce gigantesque complexe. “Ce sera irréversible pour les écosystèmes de cette zone géographique de l'Etat de Quintana Roo”, estiment ces mili-

tants. Ils ont essayé, par le biais des réseaux sociaux, d'alerter sur les risques du projet. Sans grand succès. Julián Ricalde Magaña, le maire du *municipio* [subdivision administrative de l'Etat] Benito Juárez, a lui-même rappelé en juin dernier que le terrain qu'occupera Dragon Mart était protégé. Aucun autre responsable politique ne l'a relayé.

Le journaliste économique Alberto Barranco Chavarría écrivait dès août dernier : “Plusieurs questions restent sans réponse. Quel sera le statut des 5 000 Chinois qui vont arriver dans notre pays pour s'occuper de ces espaces ? Autorisera-t-on cette communauté à n'obéir qu'à ses propres règles, comme les Chinois en ont l'intention ? Fermera-t-on les yeux sur les déprédations écologiques ? Y aura-t-il un aménagement des droits de douane pour permettre ce déferlement ? Notre balance commerciale avec la Chine présente actuellement un déficit de 30 milliards de dollars [23,5 milliards d'euros]. Avec ce projet, il atteindrait des sommets. L'ennemi est dans la place.”

Et d'ajouter : “Derrière ce projet, il y a d'éminents ‘panistes’ [membres du Parti d'action nationale (PAN), droite] comme Luis Salas Cacho, ex-‘coordinateur stratégique’ de la campagne présidentielle de Vicente Fox [en 2000]. A l'origine du projet, il y avait notamment l'entrepreneur mexicain d'origine chinoise Zhen Li Ye Gon [détenu aux Etats-Unis depuis juillet 2007], accusé de fabrication de drogues de synthèse.”

Quant à Antonio Cervera León, président de l'Association des investisseurs du Quintana Roo, interrogé par la revue *Luces del Siglo*, il voit les choses d'un autre œil. “Ce sont 2 000 personnes qui viendraient s'installer dans le centre de Cancún et relanceraient l'économie, se réjouit-il. Elles pourraient aussi se tourner vers la zone hôtelière, Puerto Morelos et la Riviera Maya.”

Une population de migrants. “Le centre commercial ne va menacer aucun emploi, aucun secteur d'activité”, assure Juan Carlos López Rodríguez, directeur général de Dragon Mart. “La Chine est déjà notre deuxième partenaire commercial. Aujourd'hui, de nombreux produits sont déjà proposés dans notre pays. La vocation naturelle de ce centre d'exposition, ce seront les matériaux de construction de seconde génération, pas le matériel de base.”

Puerto Morelos est un village côtier intégré au *municipio* Benito Juárez. Il est limité au nord par la ville de Cancún et au sud par la Playa del Carmen [les deux stations balnéaires les plus touristiques de la Riviera Maya]. Outre une minorité de pêcheurs, la plupart des habitants sont des migrants, originaires de toutes les régions du pays, voire de l'étranger, d'où l'absence d'identité forte de cette région. Ses ressources naturelles – notamment une flore et une faune très riches, la forêt, la mangrove, un récif qui fait partie de la deuxième barrière de corail de la planète – sont à la merci d'intérêts publics et privés.

Selon certains experts, l'afflux de gens et de navires dans la région aura de graves répercussions sur la faune et la flore. Les investisseurs prévoient de construire un port et d'aménager de nouvelles routes pour le transport des marchandises, ce qui entraînera inévitablement la détérioration de territoires vierges.—

be distinctive*

IL Y A PEU
DE DIFFÉRENCE
ENTRE UN HOMME
ET UN AUTRE,
MAIS C'EST CETTE
DIFFÉRENCE
QUI EST TOUT.

William James, philosophe



be distinctive
EM STRASBOURG
BUSINESS SCHOOL



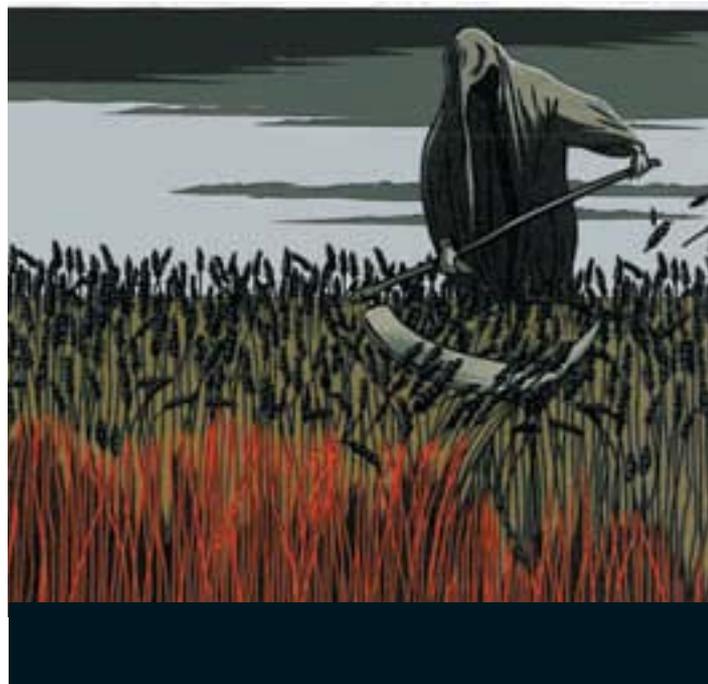
www.be-distinctive.eu

Conception www.campuscommunication.fr

* Faire la différence

La pénurie de blé menace la planète

Matières premières. Après le maïs, c'est maintenant le blé qui vient à manquer. Les récoltes sont décevantes et les prix grimpent.



—**Financial Times**
(extraits) Londres

C'est à peine si les agriculteurs sibériens se souviennent avoir connu une récolte aussi mauvaise. La dernière fois remonte au début des années 1960, au temps où Nikita Khrouchtchev dirigeait ce qui s'appelait alors l'Union soviétique. A l'époque, la pénurie dans l'une des premières régions productrices au monde avait ébranlé les marchés mondiaux des céréales, forçant Moscou à puiser dans ses réserves d'or pour acheter, en pleine guerre froide, du blé aux Etats-Unis.

Aujourd'hui, la mauvaise récolte en Sibérie consécutive à un été exceptionnellement sec et chaud a fait grimper les cours internationaux à des niveaux jamais atteints depuis quatre ans, ce qui engendre un renchérissement des denrées alimentaires partout dans le monde.

Le problème ne se limite pas à la Sibérie. La production est affectée par le mauvais temps dans presque tous les greniers à blé de la planète – Ukraine, Australie, Argentine et Etats-Unis. Résultat : l'offre totale tombera à 661 millions de tonnes pour la saison 2012-2013, bien en deçà de la demande, estimée à 688 millions de tonnes, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture [Food and Agriculture Organisation (FAO)]. "Le marché, en particulier celui du blé meunier, est très tendu",

s'inquiète un courtier en matières premières à Genève. La gravité du problème devient de plus en plus évidente avec la fin des moissons du blé de printemps dans l'hémisphère Nord et le début des moissons du blé d'hiver dans l'hémisphère Sud. Et cette hausse des prix intervient quelques mois seulement après la flambée des cours du maïs et du soja provoquée par la sécheresse qui a sévi dans les grandes régions agricoles des Etats-Unis.

A Paris, le cours du blé meunier n'a jamais été aussi élevé depuis quatre ans : il a atteint 279,25 euros la tonne le 7 novembre, soit une hausse de 40 % depuis janvier. Le cours de référence européen approche de son record absolu de 295 euros, établi lors de la crise alimentaire de 2007-2008.

"Les perspectives se détériorent rapidement à mesure que s'aggravent les problèmes liés aux conditions météorologiques", prévient Abdolreza Abbassian, économiste de la FAO spécialisé dans les céréales. "Les prix risquent réellement de monter encore", souligne-t-il. A Chicago, autre grand marché de référence, les cours ont également augmenté, même s'ils restent encore loin de leur niveau record, grâce à une récolte relativement meilleure aux Etats-Unis. Le renchérissement du blé est plus préoccupant que celui du maïs et du soja, cette céréale jouant un rôle plus important pour la sécurité alimentaire dans le monde.

↙ Dessin paru dans
The Economist,
Londres.

Si l'on en croit les courtiers, la demande va s'envoler dans les mois qui viennent, parce que les éleveurs engraisseront leurs troupeaux avec du blé et non plus avec du maïs et du soja, devenus trop chers. "La demande de blé fourrager est en train d'exploser", constate déjà un responsable de la filière agricole à Sydney, en Australie.

Du côté de l'offre, les récoltes dans les pays de l'ex-Union soviétique, devenus depuis dix ans une source importante d'approvisionnement supplémentaire, ont fortement pâti de la sécheresse, de la canicule et des incendies de forêts. En 2010-2011, la région avait produit 114 millions de tonnes de blé, mais, pour la saison en cours, ce volume a chuté de 33 %, à 77 millions de tonnes.

Les stocks diminuent. "De décembre 2012 à juin 2013, la Russie et l'Ukraine n'exporteront probablement que 1,7 million de tonnes au total, contre 11,6 millions l'année dernière", estime Pierre-Henri Dietz, analyste agricole à la banque JPMorgan à Singapour. Ces deux pays n'ayant quasiment plus d'excédents disponibles pour l'exportation, les pays importateurs se tournent désormais vers l'Union européenne. C'est notamment le cas de l'Egypte, premier acheteur mondial de blé. Résultat : les cours du blé européen augmentent.

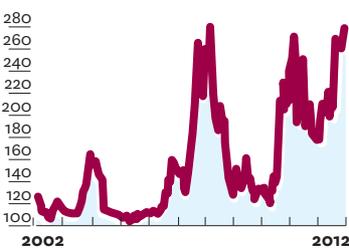
L'Union européenne n'a récolté que 131 millions de tonnes cette saison, contre 137 millions un an plus tôt. L'Argentine et l'Australie, où les moissons vont commencer bientôt, prévoient 34,5 millions de tonnes, contre 45 millions la saison précédente.

En conséquence, les stocks mondiaux de blé vont être amputés de 26 millions de tonnes, soit l'une des trois plus fortes baisses annuelles depuis 1980. Selon les prévisions de la FAO, le rapport stock/utilisation pourrait tomber à 20,6 % en 2012-2013 [contre 22,6 % en 2011-2012 et 19,2 % lors de la période catastrophique de 2007-2008].

Ce n'est pas pour rien que Lénine disait du blé qu'il était "la monnaie des monnaies".

—**Javier Blas**

Cours du blé en Europe (en euros par tonne)



SOURCES : THOMSON REUTERS ; FINANCIAL TIMES

↓ Dessin de
Reumann, Suisse



LA VIE EN BOÎTE

Télétravail ou avancement : il faut choisir

—**The Economist** (extraits) Londres

Il y a deux catégories de télétravailleurs. Ceux qui passent la journée à regarder la télé, en jetant de temps à autre un coup d'œil sur leur BlackBerry, et les autres – la majorité –, qui travaillent vraiment, sans être distracts par le bavardage de leurs collègues ou par les réunions.

Aujourd'hui, l'immobilier coûte tellement cher que de nombreuses entreprises cherchent à faire des économies en incitant leurs salariés à travailler chez eux, via le courrier électronique, Skype et les réseaux privés. Et pourtant les employeurs tendent toujours à récompenser le "présentisme". Dans une étude publiée par la MIT Sloan Management Review, Daniel Cable, de la London Business School, constate que les employés pratiquant le télétravail ont moins de chances de bénéficier d'une promotion que les autres. Les dirigeants jugent les salariés présents plus fiables et plus zélés, indépendamment de la qualité de leur travail.

La visibilité crée l'illusion de la valeur. Etre le dernier à partir du bureau impressionne vos chefs, même si en réalité vous traînez sur Facebook. Etrangement, cela vaut également pour les sociétés qui encouragent explicitement leurs employés à rester chez eux. Daniel Cable a enquêté auprès d'entreprises technologiques en Californie : nombre d'entre elles demandent à leur personnel de ne pas venir trop souvent au bureau, mais, inconsciemment, les cadres pénalisent ceux qui respectent la consigne.

Les salariés qui travaillent à distance l'ont bien compris. Certains bombardent leurs patrons de comptes rendus. Un cinquième des personnes interrogées par Daniel Cable reconnaissent envoyer des courriels ou laisser des messages tôt le matin ou tard le soir. Mais choisir le lundi ou le vendredi pour travailler à la maison n'est pas très malin : vos collègues en déduisent que vous cherchez à allonger le week-end.

Les mères sont les principales victimes de cette culture du présentisme. Beaucoup de femmes et quelques hommes travaillent chez eux pour pouvoir aller chercher les enfants à l'école, ce qui ne signifie pas qu'ils sont moins productifs. Selon Daniel Cable, le télétravail ne sera plus stigmatisé lorsqu'il se sera généralisé. Ou, peut-être, lorsque les chefs s'y seront convertis – comme l'a déjà fait celui qui a relu mon article. —

MÉDIAS



Les rebelles du streaming

Etats-Unis A l'aide de leurs smartphones, des reporters de rue sont devenus les yeux et les oreilles du mouvement Occupy.

—Los Angeles Times

(extraits) Los Angeles

L'homme qui se présente sous le nom de CrossXBones se fraie un chemin jusqu'au cœur de la foule. La sueur perle sur son crâne rasé, une cigarette American Spirit pend au coin de ses lèvres et une canette de boisson énergisante géante est accrochée à la bretelle de son sac à dos.

Des centaines de manifestants ont envahi [le 29 juillet 2012] le parking situé en face du poste de police d'Anaheim, près de Los Angeles. Plusieurs interventions meurtrières de la police ont provoqué la colère dans les quartiers du centre de la principale ville du comté d'Orange. Entourés par une horde de policiers à cheval, les manifestants griboillent des messages à la craie et scandent des slogans hostiles aux autorités. Sky Adams – ou CrossXBones, comme il se nomme sur Internet – ne se considère pas comme l'un d'entre eux. Au lieu d'une pancarte ou d'une craie, il tient un smartphone et porte un casque audio. Grâce à sa connexion haut débit, il est en lien avec des centaines de personnes. Adams est leurs yeux et leurs oreilles. "Je ne suis pas un activiste, explique-t-il. Je suis un journaliste."

Adams partage pourtant plusieurs points communs avec ces militants indignés par les agissements des dirigeants des institutions financières, des hommes politiques ou des policiers. A 35 ans, il a décidé de quitter un emploi d'informaticien qui lui assurait une certaine stabilité, mais ne lui offrait aucune satisfaction personnelle. Aujourd'hui, il est constamment en déplacement et se met dans des situations si périlleuses qu'il a souvent un masque à gaz dans la poche et un casque à la ceinture.

Sa nouvelle vie lui donne aussi la chance d'être aux premières loges du mouvement. Adams a offert aux internautes qui le suivent une perspective différente sur l'opération menée par les policiers en novembre [2011] pour déloger de la pelouse de l'hôtel de ville les derniers indignés du mouvement Occupy Los Angeles. Il a aussi couvert les manifestations qui ont eu lieu à Chicago en marge d'une conférence de l'Otan et le mouvement Occupy d'Oakland, près de San Francisco. A Anaheim, il a filmé les manifestants qui brisaient les vitrines d'un centre commercial et allumaient des feux dans des bennes à ordures, mais aussi les policiers qui répliquaient en tirant des balles de caoutchouc.

Quelques jours plus tard, un dimanche après-midi, Theresa Smith, dont le fils a été tué par la police, implore la foule d'arrêter la violence. "Je ne demande pas, j'exige !" hurle-t-elle dans un mégaphone. Adams est tout près, coincé entre les manifestants et

les caméras des médias traditionnels. CrossXBones diffuse ses images en direct.

Adams est l'un de ces journalistes de rue dont la passion est née dans les campements des indignés qui sont apparus un peu partout aux Etats-Unis l'an dernier. Depuis, ces streamers vont de manifestation en manifestation pour offrir ce qu'ils considèrent comme une vision sans filtre des événements. Grâce à la technologie d'aujourd'hui, ils peuvent diffuser en direct en utilisant seulement un smartphone, une connexion 3G et une batterie dotée d'une bonne autonomie.

La plupart des streamers n'ont pas de véritable formation ou d'expérience en journalisme. Si certains tombent dans le commentaire ou raillent les autorités, d'autres respectent le principe d'impartialité du journalisme en proposant une narration qui se limite à l'essentiel. "C'est un autre outil, tout simplement : la technologie est neutre", explique Tim Pool, qui a commencé à pratiquer le streaming à Zuccotti Park, à New York, où le mouvement Occupy Wall Street (OWS) a débuté. "C'est un moyen de recueillir des informations et de renseigner les gens sur des événements qui pourraient les intéresser."

Pool, 26 ans, affirme que des millions de personnes ont visionné les séquences qu'il a postées sur Timgcast. Il se décrit lui-même comme un journaliste des médias sociaux.

Des chaînes de télévision ont même retransmis leurs séquences

Comme de nombreux autres streamers, il s'est lancé parce qu'il n'était pas satisfait de la couverture proposée par les médias traditionnels. Pendant le mouvement OWS, se souvient-il, une chaîne de télévision montrait seulement des clochards en haillons, tandis qu'une autre ne filmait que des salariés bien propres sur eux. "Les manifestants sont des gens comme vous et moi, dit-il. Pourquoi les médias ne le montrent-ils pas ?"

Même s'ils ne s'aiment pas beaucoup, une relation symbiotique s'est tissée entre les streamers et les journalistes. Les reporters traditionnels ont tendance à poser un regard sceptique sur cette bande de gens qui se baladent avec un téléphone portable et se disent journalistes. Mais cela n'empêche pas certains d'entre eux de consulter leurs sites, et des chaînes de télévision ont même retransmis leurs séquences.

La veille de la manifestation du 29 juillet, une poignée de streamers, accomplis ou aspirants, se sont réunis à Stoddard Park, à Anaheim, pour participer à un atelier sur le streaming. "C'est une arme puissante et non



↑ Sky Adams. Images extraites de sa page Facebook et de son compte Twitter.



CROSSXBONES

La révolution en direct

La chaîne de Sky Adams, alias CrossXBones, l'un des streamers cités par l'article que nous publions ci-contre, est hébergée par **Ustream**. Lancé en 2007, ce site permet de diffuser des vidéos en direct sur la

Toile. Les internautes peuvent ainsi suivre en temps réel des débats politiques, des rencontres sportives ou des manifestations. Tim Pool a de son côté créé la plateforme **Timgcast** pour héberger ses

propres vidéos. Grâce à cet outil interactif, il reste en contact permanent avec les internautes lorsqu'il couvre un événement. Tim Pool y publie également un grand nombre de photos.

létale”, a souligné une femme de Los Angeles surnommée Freedom.

Freedom, Adams et un streamer d’Oakland ont passé en revue les étapes importantes : se créer un compte sur Twitter et sur Ustream, le site qui sert de plateforme aux streamers ; s’assurer d’avoir une batterie opérationnelle, parce qu’une batterie qui n’est pas complètement chargée dure au maximum quatre-vingt-dix minutes. Il faut aussi veiller à faire une pause toutes les deux heures afin que le fichier ne soit pas trop volumineux et qu’il puisse être archivé sur le web. En effet, la vidéo aura une meilleure durée de vie si elle est divisée en courtes séquences postées sur YouTube et ailleurs.

Les streamers vivent dans la peur et la méfiance. Depuis qu’elle a reçu des menaces, Freedom refuse de donner son vrai nom. On encourage les novices à bloquer leur téléphone avec un mot de passe au cas où il serait confisqué par la police ou dérobé par un agresseur, comme c’est arrivé à Freedom à Oakland. Freedom et Adams se sont rencontrés à Occupy L.A. Il a partagé sa batterie avec elle. Adams, qui vit en Californie, a commencé à pratiquer le streaming à l’automne 2011 en assistant aux débuts du mouvement devant l’hôtel de ville de Los Angeles. “J’avais l’impression que les médias ne nous disaient pas tout”, raconte-t-il. Il a quitté son emploi pour couvrir les manifestations. “J’avais le sentiment de faire quelque chose

d’important.” Il vit aujourd’hui des dons versés par ceux qui regardent ses vidéos, mais cela ne lui permet pas toujours de joindre les deux bouts.

En ce dimanche après-midi d’été, Adams n’est pas le seul à s’être préparé au pire. Parmi les quelque 300 manifestants qui se massent sur le parking situé devant le poste de police d’Anaheim, dans la rue et sur la pelouse de la bibliothèque publique adjacente, plusieurs transportent des masques à gaz et des trousseaux de premiers soins. Les

Le streaming n’est pas très différent du métier d’acteur

policiers sont en tenue antiémeute et même leurs chevaux portent une visière de protection. Adams est vêtu comme les professionnels du mouvement OWS : une chemise bordeaux, une cravate, un gilet et un anneau dans le nez. “Il y a encore des mecs sur le toit”, commente-t-il en pointant du doigt les policiers sur le toit du poste de police et d’une banque située de l’autre côté de la rue. La foule est en colère, mais les manifestants ont entendu l’appel au calme de Theresa Smith. Adams filme depuis deux heures. Il est temps de faire une pause. “Je vais archiver ces séquences et je reviens”, dit-il dans son micro.

En attendant que les séquences soient téléchargées, il allume une cigarette et en offre une à un étranger qui passe par là. Adams, qui a étudié les arts dramatiques, estime que le streaming n’est pas très différent du métier d’acteur. “Certains éléments rappellent le théâtre.” La foule se met en marche et il recommence à filmer. “Les manifestants vont vers le sud, commente-t-il. J’ai l’impression qu’ils se dirigent vers Disneyland.”

Des centaines de personnes défilent dans les rues, bloquant la circulation et scandant des slogans hostiles aux policiers. Adams court à côté d’eux jusqu’à un feu rouge. Les manifestants traversent la rue, mais Adams attend que le feu passe au vert. Ce n’est pas le moment d’avoir un PV. “Après tout, je suis une cible idéale”, dit-il à voix haute. Les manifestants marchent plus d’un kilomètre avant d’être rassemblés par les autorités et escortés en direction du poste de police. Adams, le visage presque aussi rouge que sa chemise, se fraie un chemin vers le terre-plein central et filme la foule en courant.

Les manifestants sont de moins en moins nombreux. Ceux qui restent sont épuisés. Le groupe qui se pressait à l’entrée du poste de police quelques heures auparavant se repose maintenant à l’ombre des arbres. Adams continue malgré tout de filmer en parlant dans son micro. CrossXBones diffuse encore ses images en direct.

—Rick Rojas

LA SOURCE DE LA SEMAINE

“Chapati Mystery” Un blog incontournable

Ce blog a été créé en 2004 par Manan Ahmed, un universitaire pakistanais enseignant à l’université Columbia de New York, spécialiste de l’islam en Asie du Sud et expert du Pakistan. Le titre de son blog fait référence à une légende selon laquelle les Indiens se seraient transmis des mots d’ordre pour se rebeller contre les Britanniques en 1857 en les inscrivant sur des chapatis – des galettes. Une façon de faire un clin d’œil à l’Histoire et de promouvoir l’expression libre, sur un support inhabituel et contre l’oppression. Aujourd’hui, *Chapati Mystery* est devenu une source incontournable pour le Pakistan, la politique étrangère et plus généralement l’Asie du Sud. C’est un blog collectif, et l’universitaire et peintre américaine Daisy Rockwell ainsi que l’avocat américain Steve Marlowe y écrivent régulièrement. D’autres contributeurs, indiens, pakistanais ou américains, y participent également.

Lire également notre article sur la mort de Bal Thackeray page 30.

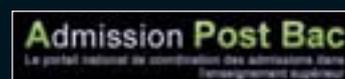
APRÈS BAC / BAC+1

INTÉGREZ UNE ÉCOLE DE COMMERCE
VIA LE CONCOURS ECRICOME BACHELOR



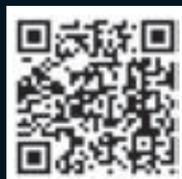
- 5 grandes écoles de commerce accréditées
- 5 programmes BAC+3 visés par l’Etat
- 9 campus où étudier
- 825 places au concours 2013
- Inscription via le portail APB

BEM- KEDGE Business School
Euromed Management- KEDGE Business School
ICN Business School Nancy-Metz
Reims Management School
Rouen Business School



ECRICOME
VISER PLUS HAUT

www.ecricome.org



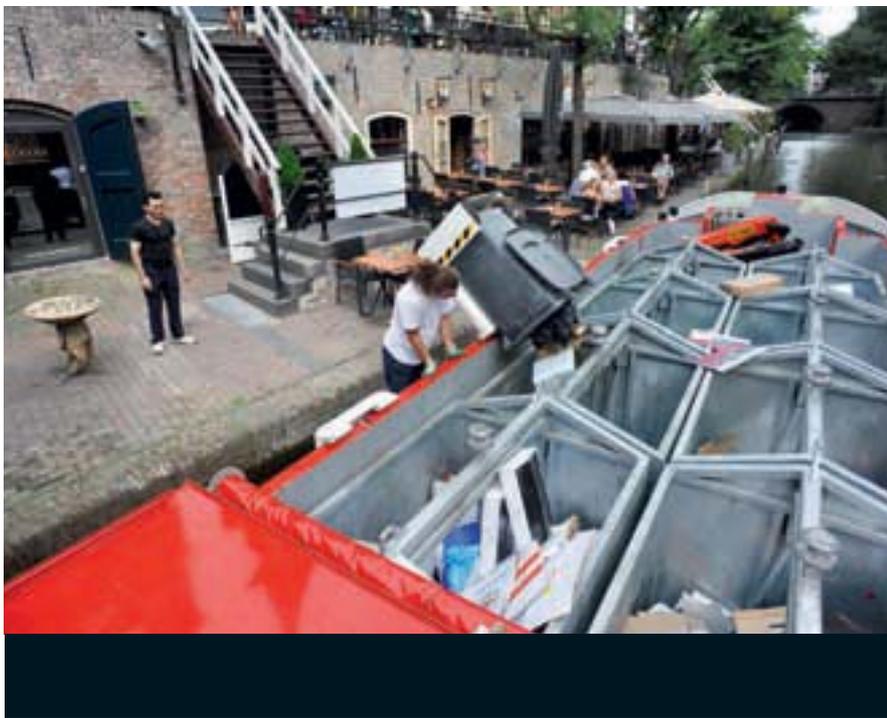
CONCOURS 2013



ÉCOLOGIE

Aux Pays-Bas, des bateaux pour remplacer les camions

Initiative. A Utrecht, des navires électriques assurent une partie du fret et du ramassage des ordures. La circulation routière en est allégée.



—NRC Handelsblad
(extraits) Amsterdam

↑ Sur l'Oude Gracht, le grand canal qui traverse Utrecht (Pays-Bas) : le bateau électrique Ecoboot collecte les ordures. Photo Flip Franssen/Hollandse Hoogte/RÉA.

C'est en 1996 que la ville d'Utrecht a commencé à utiliser un *Bierboot* [littéralement "bateau à bière"] pour la livraison des boissons aux hôtels, cafés et restaurants le long de l'Oude Gracht [canal traversant la ville du nord au sud]. Récemment, la cité s'est aussi dotée d'un bateau pour la collecte sélective des ordures ménagères et d'un tout nouveau Bierboot de dix-neuf mètres sur quatre, tous deux à propulsion électrique, qui quittent dans un murmure à peine audible les petits ports des services municipaux.

Nous naviguons sur le Vaartse Rijn, canal du XII^e siècle qui relie le centre-ville au Lek [une rivière]. Plus besoin d'ouvrir les ponts car le bateau a été conçu pour passer même sous le plus bas d'entre eux. Mais il y a vraiment très peu de marge. A l'approche de l'Oranjestraat [un pont], les passagers s'aplatissent et le batelier, Heddy van der Laan, retire la roue de gouvernail pour réduire la hauteur de dix centimètres.

Nous accostons devant le cinéma *Rembrandt*, le long de l'Oude Gracht, pour charger un conteneur roulant

rempli de caisses de bière. Les maisons bordant le canal sont toutes dotées d'une cave pour l'entreposage de marchandises [ce qui élève d'autant le niveau de la rue par rapport à celui de l'eau]. La grue hydraulique du Bierboot permet de venir à bout des cinq mètres de dénivelé.

Willem Addink, directeur de l'autorité portuaire d'Utrecht, demande à accoster devant une grande trappe du débarcadère, spécialement fabriquée pour le Bierboot. Heddy van der Laan, qui a la clé, ouvre la trappe. Nous avons une vue plongeante sur la cave d'un hôtel-café-restaurant. À l'intérieur, un monte-charge achemine les marchandises jusqu'à la cuisine. Le Bierboot livre également des surgelés et autres produits alimentaires aux hôtels, cafés et restaurants. "Il faut que ce soit un peu lourd et volumineux", précise Willem Addink.

Maillons faibles. L'idée de ravitailler par voie d'eau les vieux centres urbains le séduit. Il a envie d'aller plus loin. "Avec ce mode de transport, pas de camions immobilisés qui bloquent le passage, pas de bruit, pas d'émissions de particules ou de CO₂. On peut avoir une impression de lenteur, mais, dans le centre-ville, ça va

bien plus vite qu'en voiture." Sur le plan logistique, le transport de marchandises par bateau dans le centre-ville présente encore quelques maillons faibles – notamment la liaison entre la voie sur berge et d'autres rues plus loin –, mais la municipalité d'Utrecht s'est déjà lancée dans des projets d'expansion.

"Nous envisageons d'avoir un plus grand nombre de bateaux, un système à plus grande échelle et de nouvelles installations à Lage Weide, le port de la ville, pour le transbordement des marchandises entre les véhicules routiers et les bateaux", précise l'adjointe au maire Mirjam de Rijk (parti écologiste de gauche GroenLinks), chargée des Finances, des Affaires économiques, de l'Environnement et des Espaces publics.

"Nous travaillons à un système de distribution urbain électrique. Il faut donc établir des connexions entre les bateaux et les *Cargohopper* [camionnettes électriques de transport de marchandises adoptées récemment par Utrecht]." Ce projet bénéficie, selon elle, d'un large soutien, car il est à la fois propre, silencieux et économique. "Aujourd'hui, les camions qui roulent dans le centre endommagent les quais ; 5 % de la circulation sont à l'origine de 80 % de nos frais d'entretien."

Sur l'Oude Gracht, nous nous dirigeons vers le bateau de collecte des déchets, lui aussi électrique. Dans le centre-ville, il se contente de charger ; le déchargement a lieu à la périphérie, où un grand camion-poubelle débarrasse le bateau de son contenu. Ce navire dispose d'un engin de levage, mais, pour

Un système à la fois propre, silencieux et économique

l'instant, il ne ramasse que les déchets déposés au niveau des caves situées au bord de l'eau. Erwin Noz, étudiant en droit et salarié à temps partiel, pousse les poubelles l'une après l'autre sur leur roue avant pour en basculer le contenu dans le bateau. "Je réfléchis à des moyens de collecter aussi les déchets au-dessus du niveau des caves [au niveau de la rue], peut-être un toboggan spécial pour les sacs-poubelle", suggère Willem Addink.

D'autres villes étudient également les possibilités de diminuer le recours à la route en redynamisant le transport fluvial. A Amsterdam, le transporteur DHL utilise un bateau de livraison. A La Haye, les ordures sont évacuées de la ville par bateau, même si cela ne peut se faire qu'à partir d'un terrain industriel.

—Michiel Hegener

Iskandar, la ville verte de Malaisie

Urbanisme. Le gouvernement veut bâtir une écocité sur un site aussi vaste que le Luxembourg.

—The Guardian (extraits) Londres

En face de Singapour, de l'autre côté du détroit de Johor, naît [en Malaisie] un projet qui préfigure peut-être l'avenir de la vie urbaine en Asie du Sud-Est : Iskandar, une mégapole construite selon des normes écologiques, fonctionnant à l'énergie verte et libre de la pollution qui afflige tant de villes asiatiques. D'une superficie égale à celle du Luxembourg, le site devrait compter en 2025 quelque 3 millions d'habitants, qui vivront dans une "métropole intelligente". L'énergie proviendra de sources renouvelables, les transports seront publics et les déchets recyclés. Le gouvernement malaisien entend faire de cette ville un modèle pour toute la région. Pour Ellis Rubinstein, président de l'Académie des sciences de New York, qui planche sur Educity, le campus universitaire d'Iskandar, ce projet constituera peut-être "un modèle pour les pays qui doivent satisfaire les besoins sociaux et économiques d'une population en forte croissance et relever les défis environnementaux".

Les concepteurs du programme devront cependant surmonter des obstacles importants. La plupart des projets de villes écologiques qui sont apparus dans le monde n'ont pas vu le jour. Dongtan, en Chine, qui avait été annoncée comme la première écocité au monde, est au point mort depuis des années. Eco-Towns, un projet britannique de villes écologiques, a été pratiquement abandonné. Pour l'instant, le gouvernement malaisien a obtenu le soutien des studios de cinéma Pinewood [britanniques], qui construisent de nouvelles installations à Iskandar, et de la société Lego [danoise], qui vient d'y ouvrir son premier parc à thème Legoland d'Asie. Plusieurs universités britanniques, dont celles de Newcastle et de Southampton, y ont implanté des antennes. Iskandar s'est vu promettre plus de 30 milliards de dollars [23 milliards d'euros] d'investissements, dont plus d'un tiers par des étrangers.

—Fiona Harvey



ARCHIVES

courrierinternational.com

"Un Shenzhen aux portes de Singapour" : Asia Sentinel annonce la relance du projet Iskandar (voir CI n° 970, du 4 juin 2009). "Dongtan, une ville verte made in China" : ce projet que décrit The Guardian (voir CI n° 818, du 6 juillet 2006) a été gelé quelques années plus tard. "Un campus 100 % occidental", un article sur Educity de The Economist (voir CI n° 1073, du 26 mai 2011).

360



MAGAZINE

Fukushima zone sensible • Plein écran.....	62
Un traducteur de cauchemar • Littérature.....	64
La Madone à la kalachnikov • Photo.....	66
Combattre les clichés • Tendances.....	68
Al Capone tonton pas flingueur • Histoire.....	70

Biographie

1856 — Naissance à Smiljan (actuelle Croatie).

1875 — Il s'inscrit à la Haute Ecole polytechnique de Graz, mais sa bourse est supprimée.

1881 — Il est embauché à l'Office central du télégraphe de Hongrie.

1882 — Il découvre le principe du champ magnétique tournant.

Il est embauché par Continental Edison à Paris.

1883 — Il conçoit le premier moteur à induction.

1884 — Il s'installe à New York et travaille pour la compagnie Edison, qu'il quitte pour fonder sa propre entreprise.

1888 — Il entre à la Westinghouse Electric Company.

1891 — Il obtient la nationalité américaine et construit la première bobine Tesla.

1896 — Ouverture de la centrale électrique des chutes du Niagara grâce aux apports de Tesla.

1901 — Construction de la tour Wardencllyffe.

1906 — Abandon du chantier.

1915 — Tesla se déclare en faillite.

1917 — Il met au point le principe du radar.

1936 — Il dépose les plans de son "rayon de la mort".

1943 — Décès dans une chambre du *New Yorker Hotel*.

→ Nikola Tesla vers 1890.
Photo Jacques Boyer/
Roger-Viollet.



TESLA

Soixante-dix ans après sa mort, **Nikola Tesla** s'impose comme une icône de la culture populaire. Ce visionnaire, pionnier de l'électricité, longtemps éclipsé par son rival Edison, est aujourd'hui le héros de livres, de films, de jeux vidéo... Le mythe n'en finit plus de grandir ! Un musée financé par ses fans va lui être consacré.

—Fast Company (extraits) New York

Matthew Inman, le dessinateur qui a lancé le site Internet The Oatmeal, a récolté en juin plus de 220 000 dollars pour la recherche sur le cancer et la protection des ours. Sa dernière campagne, qui vise à recueillir des fonds pour la construction d'un musée à la mémoire du légendaire inventeur Nikola Tesla, marche encore plus fort. Pourtant, au départ, Inman était sceptique. *"Je me demandais si les gens allaient se passionner pour un inventeur mort depuis soixante-dix ans"*, confie-t-il.

Il n'aurait jamais dû s'inquiéter. La campagne [lancée sur le site de financement collaboratif Indiegogo] a rencontré un énorme succès et dépassé en six jours les 850 000 dollars espérés. [Le 23 août], au passage de la barre du million de dollars, Inman postait sur Internet : *"Au plus fort de l'action, nous avons récolté 27 000 dollars par heure, et planté Indiegogo. Dans le genre, personne n'avait jamais fait aussi fort !"* [la campagne a récolté au total 1,3 million de dollars].

Tesla, qui est mort en 1943, avait construit l'énorme tour de Wardencliff, à Shoreham, sur l'île new-yorkaise de Long Island, dans le but ambitieux de fournir de l'électricité au reste du monde [via l'atmosphère]. Quand les propriétaires ont mis les lieux en vente, en 2009, Marc Alessi était membre de l'Assemblée de l'Etat de New York. Il a promis d'affecter 850 000 dollars de fonds publics à l'achat et la restauration du site, à condition que le Tesla Science Center [TSC, une association qui s'est donné pour objectif de construire un centre des sciences et techniques à Long Island] en récolte autant. Sa proposition courant jusqu'à l'automne 2013, le TSC ne s'est pas empressé de lancer une collecte de fonds, nous a confié par courriel Jane Alcorn, sa présidente. C'est là qu'Inman est intervenu, avec sa généreuse "armée en ligne" de fans de Tesla. Les 850 000 dollars qui constituaient l'objectif devaient servir à acheter le site, et tous les fonds supplémentaires serviraient à construire le musée proprement dit.

Inman a commencé à éprouver une fascination pour le projet Tesla il y a environ deux ans. Le dessinateur avait l'impression que les projets révolutionnaires de l'inventeur n'avaient pas reçu la reconnaissance qu'ils méritaient : *"Tout le monde savait qui était Edison, et personne ne savait qui était Tesla."* Inman a donc commencé par écrire un essai sous forme de bande dessinée, puis il a mis en ligne une deuxième BD, intitulée *Why Tesla Was the Greatest Geek Who Ever Lived* [Pourquoi Tesla est le geek le plus génial de tous les temps]. *"Pendant que j'écrivais, je me disais : c'est beaucoup trop long. Je ne plaisante pas... Je croyais que personne n'aimerait ça"*, dit-il. Mais Inman avait une fois de plus sous-estimé le pouvoir de

Tesla, et la BD a pratiquement fait exploser le bouton "j'aime" de Facebook (au rythme de quelque 500 000 "j'aime" par semaine, évalue-t-il).

Soixante-dix ans après être mort méconnu et sans un sou dans une chambre du *New Yorker Hotel*, Tesla est en train de faire son grand retour. Ses bobines musicales rencontrent un succès croissant [voir pages suivantes]. Un film intitulé *Tesla* est en préparation, dans lequel Christian Bale devrait jouer le rôle-titre et Nicolas Cage celui de Thomas Edison, le rival de Tesla. Et au moins deux autres projets de films basés sur la vie et l'œuvre de l'inventeur cherchent un financement sur Indiegogo.

Défenseur autoproclamé de Tesla, Inman a alors commencé à recevoir des tweets annonçant que l'ancien laboratoire de Tesla à New York était à vendre, que le TSC était en quête de dons, et que lui-même pouvait peut-être faire quelque chose. *"Avec l'armée de fans de Tesla qui avait lu mes BD, je me suis dit qu'on avait une bonne chance de récolter des fonds."*

Inman a demandé leur aide à General Electric (fondée par Edison), Christian Bale et Google, entre autres. Il a même écrit à Elon Musk, le fondateur du système de paiement par Internet PayPal, de la société de voyages dans l'espace SpaceX et de Tesla Motors, qui conçoit et fabrique des véhicules électriques.

Et Musk a répondu : Tesla est l'un de ses héros mais, puisqu'il doit préserver les fonds de sa société pour *"continuer à faire des affaires"*, il fera un don sur ses fonds personnels. *"Il est important de préserver ce site"*, a-t-il insisté par courriel. Inman a également été contacté par un groupe d'ingénieurs aéronautiques de General Electric qui voulaient faire un don collectif. Christian Bale, pour l'instant, n'a pas donné signe de vie.

Le musée Tesla de New York sera le deuxième du genre dans le monde, ce qui ne dérange pas Inman. Il a déjà visité le premier, qui se trouve à Belgrade, où Tesla a grandi. Il espère d'ailleurs que le gouvernement serbe donnera, vendra ou prêtera une partie des effets de l'inventeur au nouveau musée.

Les habiles utilisateurs de Google remarqueront qu'il existe, à Colorado Springs, une espèce de musée qui prétend être le seul musée Tesla des Etats-Unis. Mais Inman, le fou de Tesla, a bien travaillé son dossier : *"J'étais à Colorado Springs [à la mi-juillet]. Il n'y a pas de musée là-bas, juste un type dans le désert."* Tesla a eu un laboratoire à Colorado Springs, où il a réalisé certaines de ses expériences les plus pointues, et le site a brièvement abrité un musée après sa mort, mais tout a disparu. *"Maintenant, il y a juste ce type qui organise des expositions itinérantes. Il va dans les écoles et distribue des bobines de Tesla."*

—Nidhi Subbaraman

...savant magnétique

L'ALPHA ET L'OMÉGA D'UNE LÉGENDE

Génie touche-à-tout, l'excentrique et créatif **Nikola Tesla** fascinait déjà ses contemporains. Il inspire aujourd'hui artistes et industriels. Portrait éclaté.

—Vreme (extraits) Belgrade

Un pionnier. Nikola Tesla est l'un des scientifiques qui ont posé les bases de la "culture électrique" et accéléré la révolution technologique du XX^e siècle. Les courants alternatif et à haute fréquence, la communication radio, le radar, les robots téléguidés ou encore les rayons X ne sont que quelques-unes de ses 700 inventions ou projets. Depuis 1960, l'unité de mesure de l'induction magnétique porte le nom de Tesla en son honneur (voir ci-dessous).

Ses expériences. Excentrique, toujours vêtu d'un élégant smoking noir ou blanc, Nikola Tesla aimait mener, devant un public abasourdi [notamment son ami Mark Twain ou l'industriel américain George Westinghouse], des expériences de "magie scientifique". Il faisait par exemple passer un courant de plusieurs milliers de volts par son corps, des éclairs sortant de ses doigts. Il allumait les ampoules en les touchant, faisait trembler le sol en utilisant de petits oscillateurs. Lorsqu'il fit bouger la maquette d'un bateau avec une commande à distance [en 1899, devant les éminents membres du Club du commerce de Chicago], les observateurs ahuris entrèrent dans l'eau pour chercher les fils.

Doté d'un grand talent pour la communication, Tesla alla jusqu'à raconter aux journalistes qu'il était capable de couper la planète en deux telle une pomme, qu'il était en communication avec Mars et qu'il construisait les modèles de ses engins entièrement dans sa tête, de la première à la dernière vis.

Ses armes secrètes. Les histoires sur les armes secrètes de Tesla ont longtemps alimenté le mystère autour du personnage et rempli les pages des journaux à sensation. Une légende affirme qu'en 1943,

Tesla à peine décédé, les agents du FBI investirent sa chambre au *New Yorker Hotel* pour récupérer tous ses plans et ses écrits sur ses expériences secrètes liées au "rayon de la mort", une arme à faisceau de particules [pouvant frapper à une distance de 400 km, dicit Tesla]. Ils auraient aussi emporté des documents relatifs à la transmission sans fil de l'énergie, à un bouclier énergétique et à des inventions pouvant induire des changements climatiques.

Tesla avait proposé son "rayon de la mort" aux gouvernements américain et britannique, et même au roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie. Il racontait que Lénine lui avait offert un pont d'or pour cette arme. Trop massive [et surtout trop gourmande en énergie], elle semble pourtant inutilisable aujourd'hui. Cela n'a pas empêché les rumeurs sur ces armes secrètes de connaître un nouvel élan à la fin du XX^e siècle. Dans les années 1990, le bruit courait qu'elles s'étaient retrouvées entre les mains du Groupe 69, une unité de l'armée yougoslave chargée des phénomènes paranormaux. Elles auraient même été testées par les Serbes de Bosnie pour faire disparaître une brigade de moudjahidin pendant la guerre en ex-Yougoslavie, et utilisées pour abattre un bombardier invisible américain F117 lors de l'intervention de l'Otan au Kosovo [en 1999].

Ses lubies. Nikola Tesla vivait en ascète, entièrement dévoué à son travail. Il était soumis à de nombreuses obsessions : il comptait ses pas, ne séjournait jamais dans des chambres d'hôtel dont le numéro ne pouvait être divisé par trois, avait la phobie des ascenseurs, des fiacres et du contact des cheveux féminins. Avant de commencer à manger, Nikola Tesla calculait la contenance de son assiette et la quantité de nourriture servie dedans. D'autres détails étranges, de nature à forger

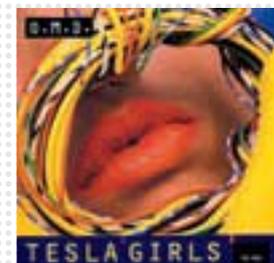
Musique

INSPIRATION ET BOBINAGE

Nikola Tesla joue aussi dans la cour des muses. Il a inspiré de multiples artistes pop et rock, d'Orchestral Manoeuvre in the Dark, qui sortit en 1984

un album intitulé *Tesla Girls* (ci-contre), à l'artiste américaine Laurie Anderson, qui dédia deux chansons à Tesla sur son album *United States Live 1* (1983).

En octobre, le Français Babx a présenté à New York une pièce musicale de vingt minutes inspirée de la vie du savant.



↑ Tesla devant son transformateur à haute fréquence dans son labo de Houston Street à New York.

Photo Pictorial Press Ltd/Alamy

Inventions

UNE LONGUEUR D'AVANCE

La transmission du courant alternatif, c'est Tesla.

La radiotransmission, le moteur électrique asynchrone (ci-dessous), c'est lui aussi.

SSPL/GETTY IMAGES



La télécommande, c'est encore lui. Le radar, c'est toujours lui ! Voilà un échantillon des inventions majeures auxquelles Nikola Tesla a contribué. Si l'on fouille parmi les 700 brevets déposés par Tesla, on s'aperçoit qu'il travaillait sur la mise au point de robots et de sous-marins télécommandés, qu'il avait anticipé l'essor



de l'informatique et que, dès les années 1930, il avait commencé à imaginer des armes de dissuasion – le seul moyen, selon lui, d'éviter la guerre mondiale qui se préparait.

L'autre roi de l'électricité

C'est en rival que Thomas Edison (1847-1931) figure dans la légende Tesla. Les deux hommes ont pourtant collaboré... au début. En 1884, Tesla vient travailler à New York chez Edison. C'est là que commence la longue dispute qui oppose les deux ingénieurs, comme en témoigne l'affiche ci-contre pour l'Exposition universelle de 1915 à San Francisco. Edison, qui a créé le réseau électrique de la ville de New York, est un partisan du courant continu. Tesla, lui, préfère le courant alternatif. Il claqua la porte en 1885, puis rejoignit la Westinghouse Electric Company, qui remportera la guerre du courant : les Etats-Unis s'éclaireront au courant alternatif !





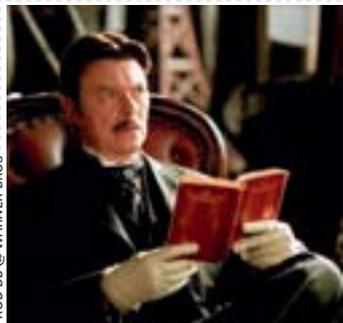
SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Retrouvez des infos sur **la BD en ligne** *Why Tesla Was the Greatest Geek Who Ever Lived* [Pourquoi Tesla est le geek le plus génial de tous les temps] par The Oatmeal. Et **la réponse** du magazine *Forbes*.

Icône

DE SUPER-VILAIN À HÉROS TRAGIQUE

Qui est le premier grand méchant auquel s'est frotté Superman dans les années 1940 ? Tesla, bien sûr, qui apparaît dans le comics comme un savant fou qui veut détruire la Terre avec son rayon de la mort. Aujourd'hui, incarné au cinéma par David Bowie dans *Le Prestige* (2006) ou dans le volet 2009 du jeu vidéo *Dark Void*, il est partout le héros.



PROD. DE © WARNER BROS

Innovation

UN LABEL POUR LA SILICON VALLEY

Des ingénieurs californiens ont mis au point la Tesla, une voiture électrique. La dernière gamme de processeurs hautes performances du fabricant de composants Nvidia porte également le nom de Tesla. Larry Page, cofondateur de Google, ne cache pas qu'il a, lui aussi, été influencé par le savant.



PAUL LANGROCK/ZENIT/LAIFRÉA

une légende, nous ont été fournis par Tesla lui-même dans son autobiographie, publiée en 1919 dans *Electrical Experimenter*, une revue créée par Hugo Gernsback. Ils ont été repris dans la plupart des biographies publiées par la suite : par exemple, le fait qu'il était né par une nuit zébrée d'éclairs à Smiljan [dans l'actuelle Croatie, faisant partie à l'époque de l'Autriche-Hongrie], ou qu'il était arrivé à la découverte du champ magnétique rotatif dans un parc de Budapest, dans un état de désordre mental, en récitant *Faust* de Goethe...

Ce grand escogriffe [il mesurait 2 mètres], végétarien scrupuleux, ne dormait que deux heures par nuit et croyait que son corps était un automate. Il refusait donc de consulter les médecins. Et, plus étrange, il entretenait une relation obsessionnelle avec les pigeons et les colombes [il tomba même dans une profonde dépression après la mort de sa colombe préférée en 1922].

Ses avatars littéraires. Tesla est entré dans la littérature de son vivant, d'abord comme personnage dans les nouvelles de science-fiction de l'Américain Hugo Gernsback, fondateur du genre. Mark Twain, son ami, s'est aussi inspiré de lui dans plusieurs nouvelles. Plus récemment, en 1987 Tesla a été le héros du roman *Wildwood*, écrit par John Farris [non traduit en français]. On retrouve aussi Tesla dans le roman *Moon Palace*, du grand écrivain américain Paul Auster [Actes Sud, 1990]. Ainsi que dans le roman *Tesla, un portrait parmi les masques*, de l'écrivain serbe Vladimir Pistalo [non traduit en français], et dans *Des Eclairs*, de Jean Echenoz [Les Editions de Minuit, 2010].

Sa vie sur bobines. Dans les films des années 1920 et 1930, les laboratoires des chercheurs fous sont tous calqués sur

ceux que Tesla occupait à Colorado Springs, puis à New York. La bobine de Tesla constituait un élément indispensable des équipements destinés à redonner vie aux cadavres dans les films d'épouvante hollywoodiens.

Tesla, de son côté, adorait le cinéma : l'un de ses films préférés était *La Fiancée de Frankenstein* (1935), du maître du genre James Whale, un classique qu'il a vu plusieurs dizaines de fois.

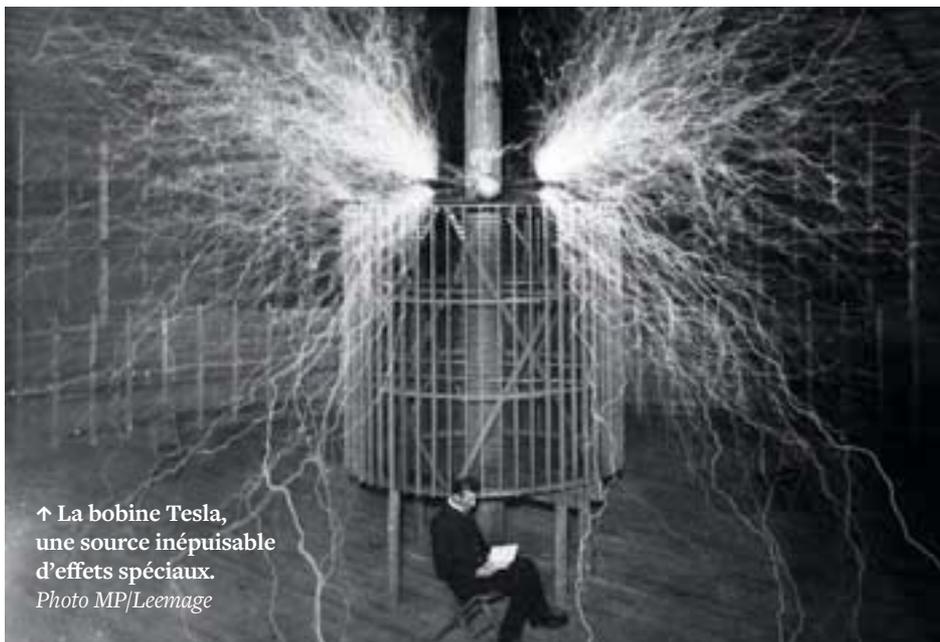
Après sa mort, en 1933, Tesla est lui-même entré dans l'univers du cinéma. Dans le film *The Return of the Vampire*, de Lew Landers (1944), Bela Lugosi joue un vampire appelé Tesla. [Plus proche de nous, en 2006, David Bowie a incarné le savant dans *Le Prestige*, de Christopher Nolan. Et Brad Bird, le réalisateur du dernier *Mission impossible*, se prépare à tourner un film de science-fiction dans lequel George Clooney devrait camper Tesla.]

Sa nationalité. Alors que pour les Américains Tesla est sans l'ombre d'un doute un inventeur américain, les Serbes et les Croates se disputent toujours la nationalité du scientifique. En fonction de la conjoncture politique, il a été tour à tour yougoslave, serbe et croate. La Serbie, la Croatie et la Republika Srpska Krajina [la république serbe de Krajina, une entité serbe autoproclamée en Croatie, entre 1990 et 1995] ont toutes émis des timbres postaux à son effigie.

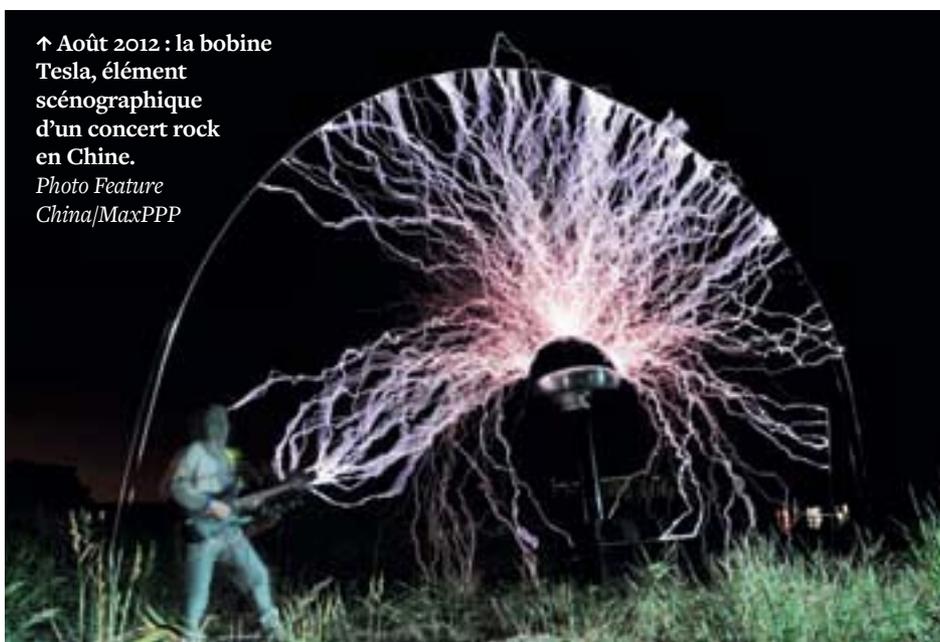
Aujourd'hui, l'une des plus prestigieuses décorations nationales croates porte le nom de Tesla. Et, en Croatie, on cite souvent sa célèbre sentence : *"Je suis fier de mes origines serbes et de ma patrie croate."*

—Nebojsa Grujicic

Ces éléments sont extraits d'un article complet intitulé *"Nikola Tesla Superstar"*, publié en 2009.



↑ La bobine Tesla, une source inépuisable d'effets spéciaux.
Photo MP/Leemage



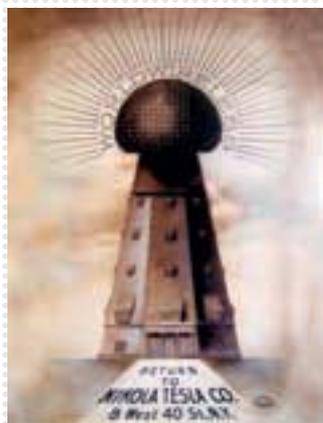
↑ Août 2012 : la bobine Tesla, élément scénographique d'un concert rock en Chine.
Photo Feature China/MaxPPP

Grandeur et décadence

LA TOUR DE WARDENCLYFFE

En 1901, Tesla entreprend à Shoreham, sur l'île de Long Island, la construction d'une immense tour de "télégraphie sans fil", dont il espère faire un centre mondial de radiodiffusion. Le chantier démarre avec le soutien financier

de plusieurs hommes d'affaires, parmi lesquels J. P. Morgan, qui investit 150 000 dollars de l'époque [l'équivalent de 3 millions de dollars actuels]. Las ! quelques semaines après les premiers tests, en 1903, les lieux seront saisis par les créanciers de Tesla...



DR



DR

Happy Birthday, Mr. Tesla!

Le 20 juillet 1931, le *Time* consacre sa une à Tesla, qui vient d'avoir 75 ans : *"Les gens qui, toute leur vie, ont vécu avec les équipements inventés par Nikola Tesla ont peut-être oublié qu'il y eut jadis un Alessandro Volta, un André-Marie Ampère, un Georg Simon Ohm, un Charles-Augustin de Coulomb, un Luigi Galvani, un James Watt... C'est aujourd'hui l'occasion de se souvenir que Nikola Tesla vit toujours parmi nous."* Interviewé, Tesla prouve qu'il n'a rien perdu de son inventivité : il travaille sur un nouveau mode de conversion de l'énergie. Un autre de ses projets : la communication interplanétaire à l'aide d'émetteurs géants.

plein écran. 

Fukushima zone sensible

Il s'agit de la première fiction tournée sur la catastrophe nucléaire de 2011. *Kibo no Kuni*, sorti en octobre au Japon, a rencontré un beau succès bien qu'il aborde un sujet tabou.

CINÉMA

—Tokyo Shimbun Tokyo

Quand j'ai annoncé que je voulais faire un film sur l'accident de Fukushima, tout le monde s'est défilé. J'ai compris alors que le véritable sujet tabou au Japon n'était ni le sexe ni la violence, mais le nucléaire", raconte Sion Sono, un sourire amer aux lèvres. Ces dernières années, le cinéaste a accumulé les succès. Ses films chocs, qui traitent de sujets de société comme les sectes, les suicides collectifs ou encore les meurtres en série, ne sont pas avarés de scènes de sexe et de violence. Les sociétés de production avec lesquelles il a travaillé s'étaient proposées pour financer son prochain film et se disaient prêtes à "s'attaquer à tous les tabous" avec lui. Mais quand il a été question de nucléaire, les conditions ont radicalement changé.

En janvier 2012, alors que le tournage de *Kibo no Kuni* [Le pays de l'espoir] avait déjà commencé, Sion Sono n'avait pas encore réuni tous les financements nécessaires. Finalement, son film [sorti en octobre dans l'archipel] a été produit par une société japonaise et, à hauteur de 20 %, par des Anglais et des Taïwanais. Bien accueilli à l'étranger, il doit sortir dans 82 pays, dont la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne [en mars 2013]. "Au Japon, les producteurs me répondaient qu'ils ne pouvaient pas travailler avec moi parce qu'ils soutenaient le Parti libéral-démocrate [Jiminto, le parti qui a dirigé le pays durant près d'un demi-siècle et qui a lancé l'industrie du nucléaire au Japon] ou parce que le nucléaire était un sujet qui les gênait", raconte le cinéaste.

Le 11 mars 2011 [jour où le séisme et le tsunami ont frappé l'archipel], Sion Sono était en plein tournage de son précédent film, *Himizu*. Au vu des événements, il a réécrit en toute hâte son scénario pour situer l'action de *Himizu* après la catastrophe. Et, deux mois plus tard, il était à Ishinomaki [ville portuaire de la préfecture de Miyagi, l'une des plus touchées par le tsunami] pour filmer durant deux heures les décombres, dans la lumière de l'aube. Quand bien même il appréhendait qu'on le critique pour avoir tourné dans les zones sinistrées, il lui était impossible en tant qu'artiste

de détourner les yeux de l'après-Fukushima. Au final, *Himizu* a eu de bonnes critiques, au Japon comme à l'étranger. "Je ne pouvais pas me contenter de ce seul film. Désormais, j'avais le sentiment qu'il fallait continuer", explique le réalisateur.

L'action de *Kibo no Kuni* se déroule dans la préfecture imaginaire de Nagashima (nom créé en fusionnant ceux de Nagasaki, Hiroshima et Fukushima), quelques années après l'accident de Fukushima. Un nouveau séisme se produit, provoquant une explosion dans une centrale nucléaire. Une famille d'éleveurs qui vit à la lisière de la zone interdite voit son terrain coupé en deux par la ligne de démarcation du périmètre de sécurité. Les parents, âgés, choisissent de rester, mais leur fils et son épouse s'enfuient. La famille, le quartier, tout se trouve morcelé à cause de la radioactivité et de la décision des pouvoirs publics.

Absurdité. Si la catastrophe nucléaire a déjà fait l'objet de documentaires, elle n'avait encore jamais été [au Japon] portée et à l'écran en tant que fiction. Dans le milieu du cinéma nippon, tourner un film sur une actualité dramatique est une tâche difficile alors que, à Hollywood, un long-métrage qui critiquait la guerre en Irak a pu remporter plusieurs oscars [*Démoneurs*, de Kathryn Bigelow, 2009]. "Au Japon, on considère que les films commerciaux doivent avant tout être divertissants. Il y a pourtant tant de choses à exprimer dans un film ! déplore le cinéaste. Certains diront peut-être [à propos de l'accident nucléaire] que mon film relève du déjà-vu. Qu'ils ont déjà vu tout ça à la télévision et dans les journaux. Mais cela relève de la 'connaissance', qu'il ne faut pas confondre avec la 'sensation'. J'ai voulu que ceux qui n'étaient pas à Fukushima ce jour-là [le 11 mars 2011] 'vivent' la catastrophe à travers les personnages", poursuit-il.

Pour recueillir des informations, Sion Sono s'est rendu à de nombreuses reprises dans les régions sinistrées. De retour à Ishinomaki, où il avait tourné plusieurs scènes de *Himizu*, il a retrouvé une vieille dame dont il avait fait la connaissance au moment du tournage. Son visage avait repris des couleurs, comme s'il avait été lui aussi "reconstruit". Mais quand il s'est ensuite rendu à Fukushima, tous les habitants arboraient la même mine sombre. "Je me suis dit que



PHOTOS METROPOLITAN FILM

1 - Les zones dévastées par le tsunami de 2011 : un décor grandeur nature. 2 - Seul le jardin de la famille Ono se trouve en zone contaminée. Ils hésitent à suivre l'ordre d'évacuation. 3 - Izumi, enceinte, est évacuée. "Il faut que ton enfant naisse en bonne santé !" lui lance son beau-père. 4 - Nul ne peut approcher à moins de 20 km de la centrale nucléaire sinistrée.

Chiffres

Extraits d'un poème de Sion Sono

Il s'agissait d'abord de compter les choses avec précision.

Peu importe si c'étaient des brins d'herbe, il fallait les compter. Les fleurs, par exemple, les fleurs. Combien de pétales avaient les fleurs de cerisier ?

Il fallait trouver le nombre exact de larmes versées. Ensuite, il fallait compter le nombre de jours écoulés depuis le jour où il avait collé ce petit papier à l'école, sur lequel il avait écrit "Je reviens, c'est promis".

Combien de jours vont s'écouler jusqu'à ce que la promesse soit tenue ?

Il fallait compter avec précision.

A défaut de pouvoir le faire soi-même, demander à quelqu'un de le faire à sa place.

– Et aussi se compter soi-même.

– Toi, tu es déjà une personne.

S'il est impossible d'exprimer numériquement, par ces "chiffres colossaux", le nombre approximatif de morts, de larmes et de souffrances, à quoi sert la littérature ? Si les politiques se lamentent d'être incapables de compter les choses qui vont être ensevelies par les saisons, Alors c'est à l'art de le faire. C'est lui qui doit compter chaque chose avec précision, la moindre petite chose.

cette différence allait en s'accroissant", se souvient-il. Contournant les barrages, il s'est ensuite rendu à Minamisoma, une ville de la préfecture de Fukushima dont certains secteurs ont été désignés comme zones d'évacuation. "J'ai eu l'impression que des deux côtés du panneau 'Interdiction d'entrer' se trouvait un monde différent", poursuit-il.

Sa rencontre avec une agricultrice de 70 ans, Toyoko Suzuki, qui habitait à la limite de la zone interdite, l'a déterminé à tourner *Kibo no Kuni*. En avril 2011, le terrain de cette femme, qui vivait là avec six membres de sa famille, s'est soudain trouvé coupé en deux par la ligne de démarcation de la zone d'évacuation. Le cinéaste a rencontré Toyoko à plusieurs reprises pour s'informer, et il a inséré ses propos tels quels dans le scénario. "Elle m'a raconté des tas d'histoires absurdes, comme celle d'une maison voisine où l'on ne pouvait plus avoir accès au salon ni aux toilettes à cause du périmètre de sécurité."

Soleil rouge. Dans le film, la belle-fille, qui est enceinte, sort dans la rue revêtue d'une combinaison pour protéger son enfant de la radioactivité. En la voyant, son mari lui demande, les yeux écarquillés : "Te voilà astronaute ?" Bien que la scène déclenche des rires chez les spectateurs, le réalisateur n'en est pas moins perplexe : "Quelle est la réaction la plus normale dans une situation pareille ? Celle de l'épouse qui ne retire plus sa combinaison de protection ou celle des autres qui ne font rien ? Le fait est qu'il est très difficile de répondre à cette question. J'avais envie que les gens se posent la question sérieusement."

Evacuer ou rester sur place ? Accepter que les débris soient enfouis dans son propre quartier ou refuser ? Toutes ces questions sont celles que les Japonais ont dû affronter après Fukushima. Pour le cinéaste, tous les choix sont justes. Seulement, il craint qu'en débattant indéfiniment sur la décision à prendre, on finisse par nous faire oublier quelle était l'origine du problème, à savoir les éléments radioactifs et, surtout, l'existence de cette centrale nucléaire qui les a éparpillés. Sion Sono n'aime guère l'expression "sortir du nucléaire". "Quand une bergerie est en feu, explique-t-il, on n'a pas le temps de débattre de la nécessité de sortir ou non les agneaux des flammes. C'est la même chose pour le nucléaire. Il existe un parallèle entre le Japon et une scène du Silence des agneaux [roman de Thomas Harris, adapté au cinéma par Jonathan Demme en 1991], où les pauvres bêtes, plutôt que de sauter par-dessus la barrière, préféreraient reculer en pensant qu'une solution finirait par se présenter."

Le point de vue du cinéaste sur la question est clair : "On raconte que la préparation du fugu [poisson contenant un poison mortel] a été mise au point grâce à plusieurs cuisiniers, qui sont morts en le goûtant. Si je suis contre le nucléaire, c'est simplement parce que c'est une technologie qui n'est pas au point. C'est comme un fugu qui risque de contenir encore du poison. Je ne veux pas en goûter, c'est tout."

Dans son film, Sion Sono met en scène une discussion entre un père et son fils. Ce dernier hésite à évacuer. Le père tente de le convaincre, en lui disant : "Des pieux,

De chaque côté de la ligne de démarcation, un monde différent

on peut en planter n'importe quand et n'importe où." Les pieux [de la ligne de démarcation] symbolisent ici les événements qui séparent familles et amis. "Puisque l'Etat ne nous protège pas, nous devons prendre seuls nos décisions", poursuit le père. Un nouvel accident nucléaire nous conduira à planter des pieux à nouveau. C'est la raison pour laquelle Sion Sono s'est dépêché de tourner ce film. "Cela n'aurait servi à rien de la faire dans dix ou vingt ans", dit-il. Et il précise : "J'aimerais que mon film soit vu par des gens qui, sans comprendre grand-chose au nucléaire, pensent qu'on peut continuer à l'utiliser."

Après le tournage de *Kibo no Kuni*, le cinéaste s'est rendu dans une école du village d'Iitate, dans la préfecture de Fukushima. Dans la cour de l'école désertée, les cerisiers étaient en fleurs. La scène lui a inspiré un poème qu'il a intitulé "Chiffres" (voir ci-contre, à gauche). "Je voulais graver dans mon cœur le fait que je ne faisais pas partie des gens directement concernés par cet accident." Les souvenirs de ce genre de drame se dissipent avec le temps, et c'est la raison pour laquelle Sion Sono pense qu'"il est très important de continuer à en parler".

Le 1^{er} janvier dernier, Sion Sono était dans la zone interdite de Minamisoma, où il a contemplé un soleil levant écarlate au-dessus de la zone. Le spectacle était magnifique à faire frémir. C'est alors que le titre *Kibo no Kuni* [Le pays de l'espoir] lui est venu spontanément. "Selon les spectateurs, le dénouement semble désespéré ou, au contraire, permet une lueur d'espoir. Mais si chacun y met un peu du sien, il est possible que l'espoir revienne", confie-t-il pour finir.

Propos mis en forme par **Ao Ideta**

Le réalisateur

SION SONO

Né en 1961 dans la préfecture d'Aichi, il débute comme poète. Le film qui le fait connaître est *Otoko no Hanamichi* [La voie de l'homme], en 1987. Puis il enchaîne avec des films au contenu provocant tels *Suicide Circle* (2002), dans lequel il met en scène des adolescentes qui se rassemblent pour se donner la mort, ou *Love Exposure* (2009), le portrait de trois adolescents en rupture familiale. Sono affectionne particulièrement deux réalisateurs japonais, Kaneto Shindo et Koji Wakamatsu, décédés en 2012. Shindo, originaire de Hiroshima, avait filmé en 1953 *Les Enfants de Hiroshima*, et Koji Wakamatsu, surnommé l'enfant terrible du cinéma japonais, envisageait de réaliser un film sur l'accident de Fukushima.

Rappel

UN TRAUMATISME NATIONAL

Le 11 mars 2011, le nord-est de l'île de Honshu a été dévasté par un séisme de magnitude 9 sur l'échelle de Richter, suivi d'un tsunami géant. La catastrophe naturelle a provoqué à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi un accident majeur, classé de niveau 5, puis 7 sur l'échelle internationale des événements nucléaires (Ines). A ce jour, 15 873 morts ont été recensés (dont une grande partie engloutis par la mer), 2 744 personnes sont toujours portées disparues et 325 000 sont toujours déplacées. La centrale de Daiichi est interdite d'accès dans un rayon de 20 km.

Il y a des endroits où apprendre est plus facile...



UNOSEL
UNION NATIONALE DES ORGANISMES SCOLAIRES
Éducation, L'engagement et une école de confiance

CLC

NF SERVICE
Organisme de service de langues linguistiques NF 295
Délivré par AFNOR CERTIFICATION
www.marque-nf.com (cas particulier : certificat n°101.00000)

LE NUMERO 1 DU SEJOUR LINGUISTIQUE
05 65 77 50 00 www.clc.fr

culture.



“Nom d’un chien, je vais être publié en Russie !”

L’Américain Peter Mountford va vite déchanter. Son roman a été piraté, et le traducteur désigné ne comprend visiblement rien à l’ouvrage.

LITTÉRATURE

—The Atlantic Washington

Je n’aurais jamais rien su de mon traducteur pirate russe si je n’avais créé, en avril 2011, une alerte Google sur *A Young Man’s Guide to Late Capitalism* [Un guide de jeune homme du capitalisme tardif], mon premier roman, qui venait de sortir [inédit en français]. Au fil des mois, les alertes étaient inévitablement, et de façon déprimante, devenues moins fréquentes. Pis encore, elles commençaient à se rapporter à des ventes aux enchères sur eBay (“*Comme neuf !*”, “*Jamais lu !*”). Le titre de l’ouvrage prenait peu à peu un caractère ironique nouveau, compte tenu des circonstances.

Or, en mars 2012, une alerte m’orienta vers une discussion sur WordReference.com, où un utilisateur appelé AlexanderIII, qui se disait de Moscou, recherchait régulièrement de l’aide pour comprendre mes choix lexicaux inhabituels. Il voulait savoir, par exemple, ce que je voulais dire quand, alors que je décrivais l’intérieur d’un hôtel bolivien au décor années 1970, je précisais qu’il avait des “*murs concombre*” [cucumber walls]. Il se demandait si les murs avaient la texture du concombre ou bien, supposition inexplicable, s’ils étaient à motifs cachemire.

Heureusement, l’internaute se16teddy, avec son avatar en nounours, éclaircit sa lanterne : “*Je n’associe pas du tout le motif cachemire aux concombres. Je suppose qu’il s’agit ici d’une couleur : il est tout à fait courant de décrire les couleurs en termes de fruits familiers (orange, pêche, prune, pomme, aubergine...).*”

Dans un autre message, AlexanderIII citait un passage dans lequel j’écrivais que mon protagoniste se réveillait “*les cheveux en pétard, les yeux gonflés de sommeil*” [hair askew, eyes puffy with sleep]. Les “cheveux en pétard” faisaient-ils allusion à une coiffure particulière ou le personnage était-il tout simplement décoiffé ? Un internaute baptisé Copyright – trait d’ironie que je n’appréciais pas encore – lui certifia que le sommeil était bien à blâmer. Au début, je ne

compris pas qu’AlexanderIII était en train de traduire mon livre, je croyais qu’il était simplement un minutieux lecteur russe qui maîtrisait mal la langue anglaise. Et cela m’amusait beaucoup de voir des gens discuter de la signification des expressions que j’avais soigneusement travaillées.

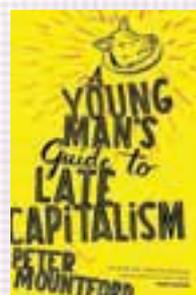
Au bout de quelques jours, un membre baptisé DocPenfro encouragea AlexanderIII à se contenter de savourer le livre, sans pinailler sur tous les détails. Ce à quoi AlexanderIII réagit : “*J’aimerais bien, DocPenfro, mais je suis en train de le traduire pour un éditeur, alors je dois être sûr.*” Nom d’un chien ! me dis-je, mon livre va être publié en Russie ! Puis je me souvins qu’aucun éditeur russe n’avait acquis les droits et compris qu’AlexanderIII devait être en train de le traduire pour une espèce d’éditeur pirate.

Le piratage des livres constitue un problème croissant aux Etats-Unis, mais j’apprenais qu’il existait en Russie un marché noir remarquable pour la littérature, en particulier pour les livres électroniques, vraisemblablement parce que les frais généraux sont très faibles. Les livres piratés représentent jusqu’à 90 % des téléchargements de livres en Russie. Selon Rospechat, l’autorité publique de régulation des médias de masse, les Russes ont accès à plus de cent mille titres piratés, contre soixante mille titres licites seulement, et les téléchargements illégaux coûtent aux vendeurs autorisés plusieurs milliards de roubles par an.

Bien entendu, j’aurais bien aimé que l’un des deux grands éditeurs russes de livres électroniques me donne quelques milliers de dollars pour les droits de mon roman, mais aucun ne l’a fait. Comme nombre



Le roman



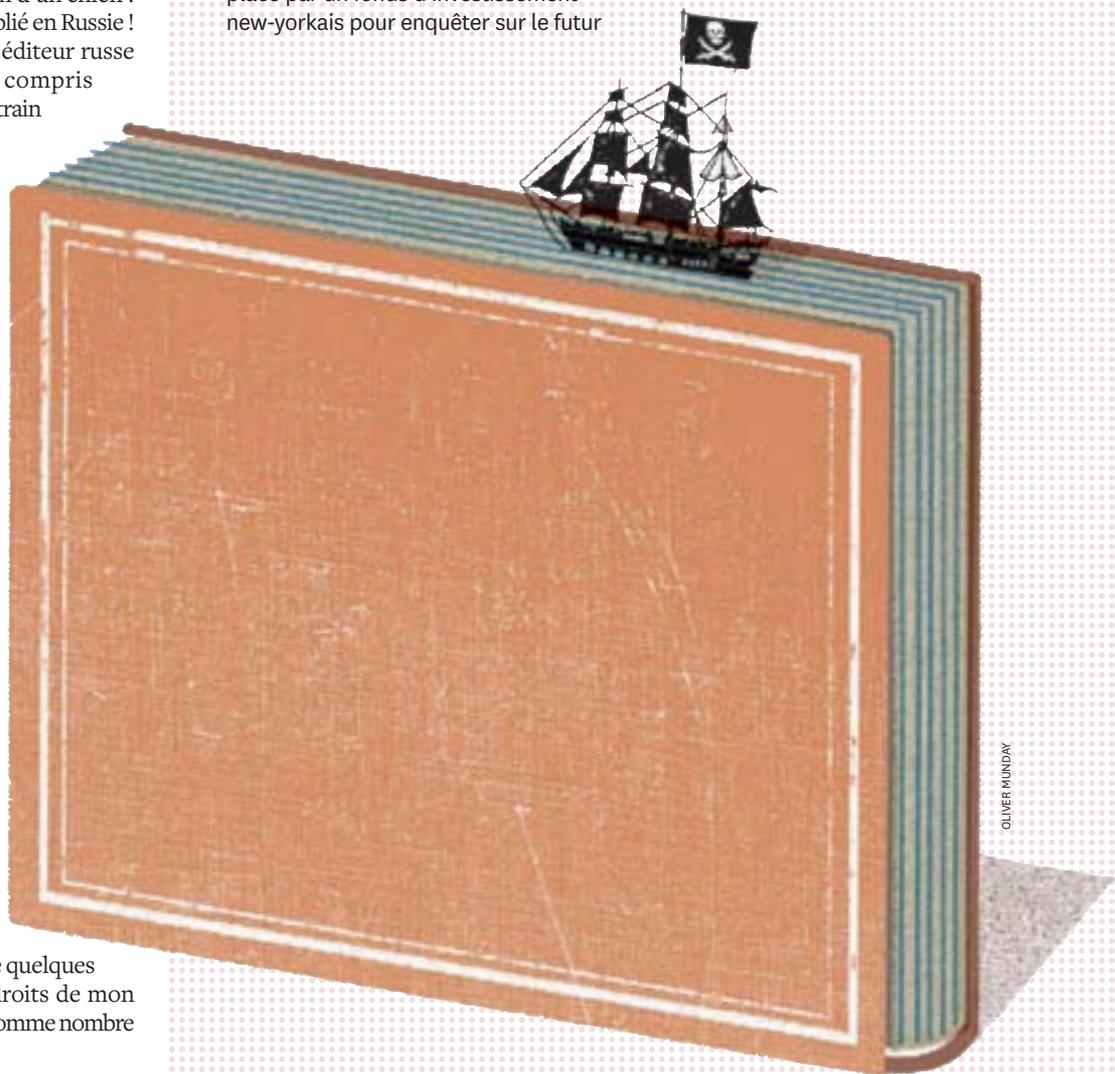
A Young Man’s Guide to Late Capitalism est le premier roman de Peter Mountford, ancien analyste financier de 36 ans. Il a été publié en avril 2011

par Houghton Mifflin Harcourt, une maison d’édition de Boston. Son action se déroule à La Paz, en 2005, à la veille de l’élection d’Evo Morales à la présidence de la Bolivie. Le jeune Turk Gabriel de Boya a été dépêché sur place par un fonds d’investissement new-yorkais pour enquêter sur le futur

président, qui a promis, durant la campagne, de nationaliser l’exploitation gazière dans le pays. *A Young Man’s Guide to Late Capitalism* détaille les antagonismes et interactions entre les intérêts boliviens et ceux des bailleurs de fonds internationaux. D’autres essais et nouvelles de Peter Mountford ont été publiés, entre autres, par le webzine américain *Salon* et le magazine britannique *Granta*.

↑ Peter Mountford en 2009, dans sa maison de Seattle.

Photo Willie Davis.



Ici, aux Etats-Unis, il semble que personne ou presque ne pirate de livres électroniques, car qui pourrait acheter ces trucs ?

“Boire du cirage fondu ? Ça semble absolument incompréhensible”

de romanciers que je connais, je suis heureux que des gens lisent mes œuvres, qu'ils paient pour cela ou non. Je suis également content que les Russes s'intéressent suffisamment à la littérature pour entretenir un solide marché noir littéraire. Ici, aux Etats-Unis, il semble que personne ou presque ne pirate de livres électroniques, car – ben, qui achèterait ces trucs ?

Je songeai à contacter AlexanderIII pour lui offrir mon aide pour sa traduction, mais j'eus peur qu'il ne disparaisse si je lui écrivais. Il pourrait même arrêter de traduire le livre. Je me mis donc à suivre de près le kidnapping de mon propre roman et, chose étrange, je m'aperçus que j'étais pour le ravisseur.

Même si j'étais impressionné par l'ardeur à la tâche d'AlexanderIII, les nombreuses

demandes qu'il postait sur le forum ne m'inspiraient pas une grande confiance en ses capacités de traducteur. A un moment, il indiquait qu'il avait du mal avec l'expression “culpabilité de Blanc de gauche” [white-liberal guilt]. (Moi aussi ! aurais-je voulu lui lancer.) Il postulait que cela signifiait “la culpabilité qu'on éprouve parce ce qu'on consomme une substance blanche (cocaïne)”. Ce message provoqua une série de réactions de locuteurs d'anglais, qui hantaient le forum pour des raisons mystérieuses. Un internaute appelé Gwan s'empressa d'expliquer : “Ce sont des hommes ou des femmes blancs (d'origine européenne), dans un pays colonisé par les Européens.”

Les autres messages d'AlexanderIII suscitèrent eux aussi une avalanche de conseils, venant de locuteurs d'anglais réjouis qui invoquaient l'Oxford English Dictionary ou conjecturaient sur ce que je voulais dire quand j'écrivais, par exemple, que les enfants des rues boliviens étaient “défoncés au cirage” [zooted on shoe polish]. AlexanderIII se demandait si cela voulait dire qu'ils avaient fumé de la marijuana avant de cirer les chaussures.

Un certain PaulQ lui répondit : “Comme vous pouvez le voir d'après le contexte, il est hautement improbable que ces enfants fument de la marijuana en cirant des chaussures. D'après UrbanDictionary.com, zooted = tellement défoncé ou bourré que les seules paroles qu'on peut dire

c'est : putain, chuis zooté. On peut faire fondre du cirage pour faire une boisson (?) qui provoque une forte ivresse. Elle est habituellement consommée par des alcooliques très atteints ou des personnes trop pauvres pour s'acheter de l'alcool de marque – bière, vin, spiritueux, etc. (N'essayez pas ça chez vous.)”

Réponse d'AlexanderIII : “Je vois. Merci beaucoup, PaulQ. J'ai regardé UrbanDictionary, mais je n'ai rien trouvé sur le fait de boire du cirage fondu. Cette version semble la meilleure.” A ce moment-là, je faillis intervenir pour empêcher mes lecteurs russes de se blesser gravement ou de se tuer. Les lustrabotas, les petits cireurs de chaussures boliviens, se défoncent en inhalant du cirage, pas en le buvant. Avant que je puisse me mêler au débat, Cyberpedant vint à la rescousse : “Boire du cirage fondu ??? Ça semble absolument incompréhensible. Sniffer est bien plus probable, car les produits chimiques passent plus facilement (et efficacement) par le nez. Mais à chacun son truc.”

Fin mars, alors qu'AlexanderIII planchait depuis deux, trois semaines, il laissa sans cérémonie tomber mon roman pour commencer à traduire *Gone, Baby, Gone*, de Dennis Lehane. (Une question au hasard : “Pourriez-vous m'aider, j'ai du mal avec... ‘T'es défoncé à l'angel dust, putain’ [you are on fucking angel dust]”). J'étais effondré. Même mon traducteur pirate avait perdu tout intérêt pour mon livre. Mais, début juillet, Google

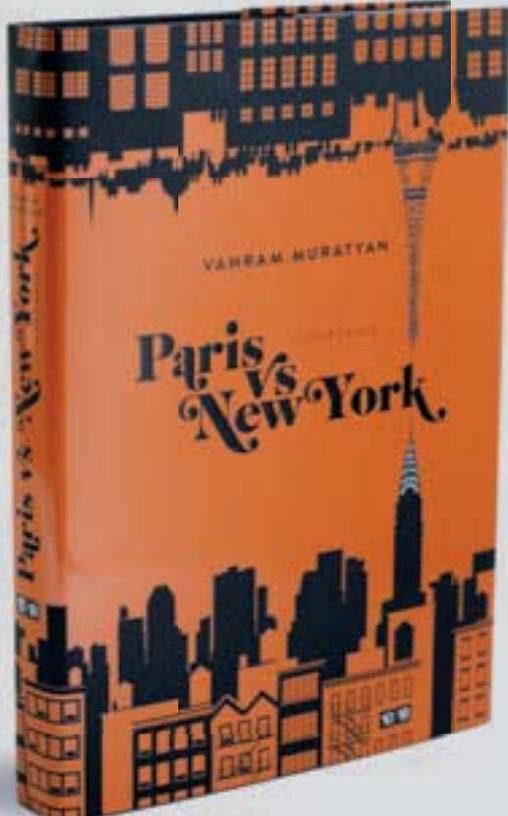
m'informa qu'AlexanderIII avait laissé tomber Lehane pour revenir à de vraies valeurs.

A un moment du roman, j'explique que la mère de mon protagoniste éprouve “un sentiment né de son écœurant côté ultramaternel” [a sentiment born of her cloying, overly maternal side]. AlexanderIII supposait que je voulais dire “un sentiment né du souvenir qu'elle avait des épreuves d'une vie solitaire”. Bien que complètement à côté de la plaque, il approchait du cœur psychologique du personnage. J'aimais beaucoup. Il n'avait pas compris le texte, mais il luttait avec les phrases, comme je l'avais fait à l'origine.

Je finis donc par lui envoyer un message personnel : “J'ai remarqué que vous aviez beaucoup de questions pour la traduction en russe à laquelle vous travaillez. Comme je suis l'auteur du livre... je me trouve le mieux qualifié pour vous éclairer. Accepteriez-vous mon aide ?”

Pas de réponse. AlexanderIII cessa immédiatement de poster des messages sur le forum. Puis, quelques semaines plus tard, à ma grande surprise, il m'envoya un courriel. Je sais, c'est dingue d'aider quelqu'un à voler son travail, mais je n'ai pu m'empêcher de former un partenariat, usant, avec lui. Je ne sais toujours pas pour qui il travaille – personne n'a demandé les droits du roman pour la Russie. Mais, quand même, j'aimerais bien pouvoir comprendre sa traduction : j'adorerais lire le livre qu'il a lu.

—Peter Mountford



DÉCOUVREZ L'INTÉGRALE
DE PARIS VS NEW YORK
DANS UNE ÉDITION DE LUXE
GRAND FORMAT AVEC
DES FACE-À-FACE INÉDITS

NOX	YES	croque moqueleur	pierre de taille	brick
		baguet	baget	expresso

**Un match visuel amical entre les deux villes.
Suivez le guide.**



PARIS VS NEW YORK, L'INTÉGRALE
DE VAHRAM MURATYAN
GRAND FORMAT / 288 PAGES / 25€



→ Elo Aroutiounian photographiée en juin 1992. Ci-dessous, en 2012. Derrière elle, en treillis, Alexandre, le seul fils qui lui reste.

PHOTOGRAPHIE

La Madone à la kalachnikov

Oleg Klimov l'avait photographiée en 1992, en plein conflit du Haut-Karabakh. Vingt ans après, le photographe russe a retrouvé cette femme qui n'avait cessé de le hanter.

—Medved Moscou

C'est en juin 1992 que j'ai pris cette photo, à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh. A l'époque, tout ce que je savais sur cette femme était qu'elle était venue à pied du canton de Chahoumian, où se déroulaient des combats acharnés. Elle n'était pas seule, les réfugiés se compa- taient par centaines, mais c'est elle que j'avais choisie parce qu'elle tenait une arme.

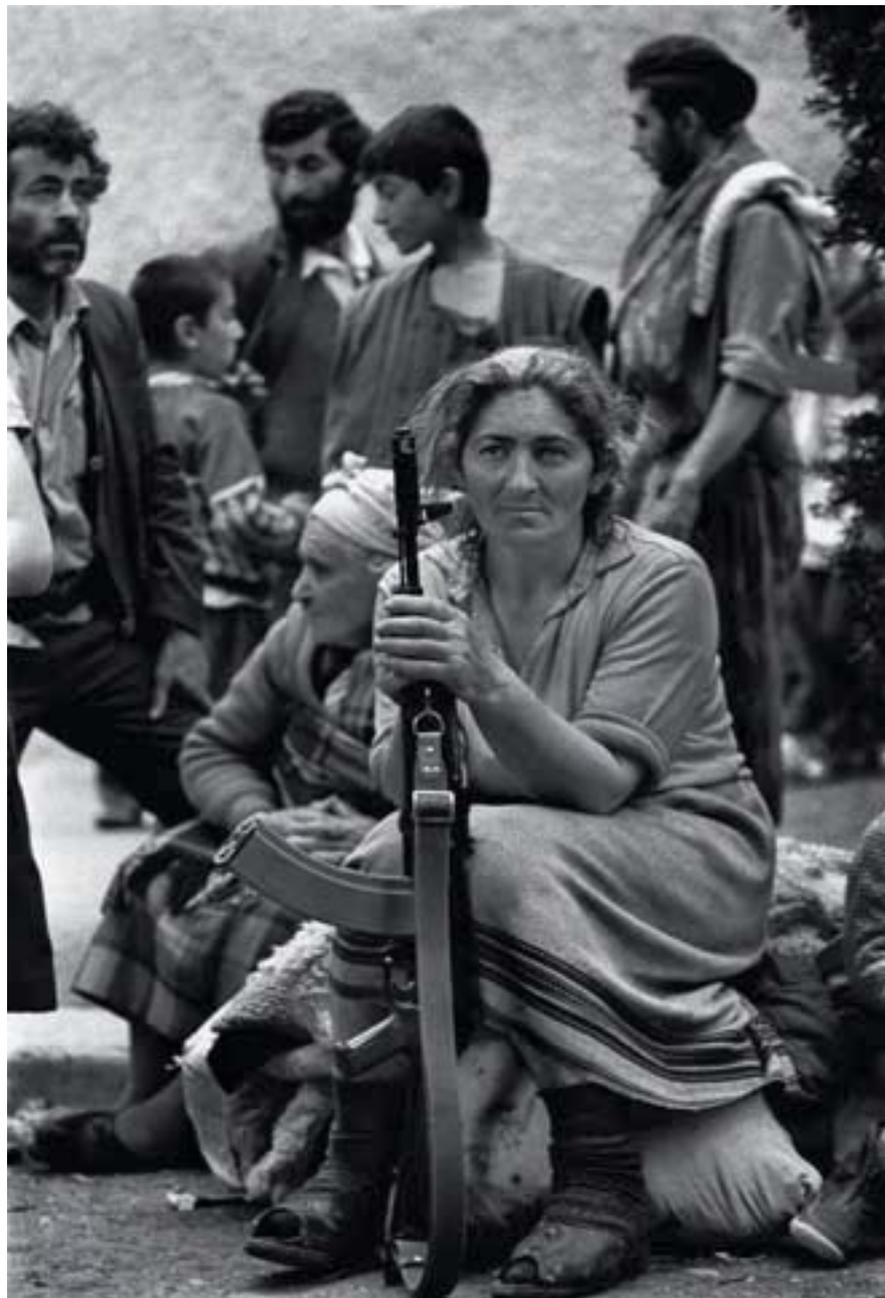
Les photographes sont toujours à la recherche de l'image qui sera susceptible de symboliser un événement. J'ai donc pris une bonne quinzaine de clichés à la suite, et ce n'est que vingt ans plus tard que j'ai retrouvé cette femme, qui m'a alors raconté son histoire.

Entre-temps, la photo avait fait la une d'un journal des Pays-Bas [le quotidien *NRC Handelsblad*, pour lequel Klimov travaille depuis 1991], avant de devenir la "carte de visite" d'une exposition consacrée à mes travaux ("Simplement la guerre", présentée en l'an 2000 à Moscou et dans plusieurs villes de la province russe, grâce à la Fondation Soros). En 2004, un musée de photographie des Pays-Bas l'a distinguée et présentée en très grand format en ouverture d'une rétrospective qui accompagnait la sortie de mon livre *Héritage d'un empire* [in-édit en français]. Le commissaire de l'exposition l'avait baptisée *La Madone à la kalachnikov*, et ce

nom lui est resté. L'organisation internationale Les femmes contre la guerre en a réalisé de grands panneaux par la suite, qui ont été affichés dans tout Amsterdam.

Les photographes de guerre ont parfois l'impression de pouvoir "sauver le monde de la guerre", et c'est la seule raison qui les pousse à retourner inlassablement dans cet enfer. Mais, au fond, nous sommes bien conscients que ce n'est qu'une illusion et que le temps où une photo ou un reportage télévisé pouvait arrêter un conflit meurtrier est révolu. Pourtant, c'est notre seule motivation raisonnable, la seule explication à notre présence au milieu de l'épouvante et de l'horreur de la guerre.

La seconde fois que j'ai vu cette femme, c'était au bord du lac Sevan, en Arménie. Elle était en train de cueillir des baies orange d'argousier. Elle ne m'a pas reconnu. Je venais de passer deux semaines à la chercher, au Haut-Karabakh et en Arménie, en montrant la photo sur les marchés et aux gens dans la rue. Finalement, c'est dans les montagnes du Nord qu'un homme m'a dit : "Je la connais ! Elle vend du poisson près du lac Sevan." C'est ainsi que j'ai pu la retrouver.



Elle s'appelle Elo Aroutiounian et, au moment où je l'avais prise en photo, elle avait 42 ans. Elle vit encore dans un camp de réfugiés. Son quotidien, c'est d'attendre le retour des pêcheurs, aux aurores, pour aller vendre leurs prises sur le marché de la ville voisine. Cela constitue son unique source de revenus. A l'arrière-plan sur la photo, en haut à gauche, on aperçoit son mari, Lavrent. Il est mort, "mort de chagrin", assure-t-elle.

Au moment où fut prise la photo, ils attendaient l'arrivée de leur fils, Andronik, qui se trouvait à Erevan. C'est à lui qu'elle a transmis sa kalachnikov, et elle n'a jamais revu son enfant. Il a disparu au cours des combats dans le canton de Martakert. Elo continue de croire qu'il est peut-être prisonnier quelque part. Elle espère son retour.

Quelques jours auparavant, son père, Gregor, avait été tué d'un coup de couteau dans une église. Il avait 70 ans. Alexandre, le plus jeune de ses fils, est parti à la guerre en cette même année 1992. Il avait 16 ans, et il a passé deux ans et demi dans l'armée du Haut-Karabakh. Elo s'est rendue sur place, a rencontré le commandant et lui a réclamé son fils : "Je n'ai plus que lui." On le lui a rendu, et il vit aujourd'hui à proximité, au bord du lac Sevan.

Que pouvais-je lui dire, sinon qu'en Russie et aux Pays-Bas elle était devenue "le symbole et le visage" de la guerre ? Je lui ai expliqué tout cela et lui ai remis un grand tirage de la Madone à la kalachnikov. Elle a accroché cette photo au mur, parmi celles de ses hommes disparus, et, le matin suivant, elle

est retournée au marché vendre du poisson.

On dit que toutes les guerres se ressemblent, la même terreur et les mêmes atrocités. C'est vrai jusqu'au moment où l'on se retrouve soi-même au milieu d'une guerre et où l'on découvre les histoires des gens, qui sont toutes différentes.

—Oleg Klimov

contexte

Le Haut-Karabakh, territoire enclavé en Azerbaïdjan et peuplé d'Arméniens, a proclamé son indépendance en 1991, sur fond d'éclatement de l'URSS. Durant trois ans, il a été le théâtre de combats meurtriers. Une trêve a été obtenue en 1994.



L C I

Vu d'ailleurs

avec
Christophe Moulin
et **Eric Chol**

En direct
vendredi à 17 h 10,

Samedi à 21 h 10,
et dimanche 14 h 10 et 17 h 10.



Ibo Ogretmen / LCI

L'actualité française
vue de l'étranger chaque semaine avec

Courrier international

KEDGE

BUSINESS SCHOOL

CREATED BY **BEM & EUROMED MANAGEMENT**

BEM et EUROMED MANAGEMENT, fusionnent pour créer un nouvel acteur mondial de l'enseignement supérieur : KEDGE Business School. Avec KEDGE Business School, les communautés académiques, professionnelles et étudiantes ambitionnent d'explorer de nouveaux horizons, et de servir les organisations et les territoires. KEDGE Business School ouvrira ses portes à la rentrée 2013 sur ses campus français et internationaux.

<http://www.kedgebs.com>
www.facebook.com/kedgebs
<http://twitter.com/kedgebs>

plein écran. 

Fukushima zone sensible

Il s'agit de la première fiction tournée sur la catastrophe nucléaire de 2011. *Kibo no Kuni*, sorti en octobre au Japon, a rencontré un beau succès bien qu'il aborde un sujet tabou.

CINÉMA

—Tokyo Shimbun Tokyo

Quand j'ai annoncé que je voulais faire un film sur l'accident de Fukushima, tout le monde s'est défilé. J'ai compris alors que le véritable sujet tabou au Japon n'était ni le sexe ni la violence, mais le nucléaire", raconte Sion Sono, un sourire amer aux lèvres. Ces dernières années, le cinéaste a accumulé les succès. Ses films chocs, qui traitent de sujets de société comme les sectes, les suicides collectifs ou encore les meurtres en série, ne sont pas avarés de scènes de sexe et de violence. Les sociétés de production avec lesquelles il a travaillé s'étaient proposées pour financer son prochain film et se disaient prêtes à "s'attaquer à tous les tabous" avec lui. Mais quand il a été question de nucléaire, les conditions ont radicalement changé.

En janvier 2012, alors que le tournage de *Kibo no Kuni* [Le pays de l'espoir] avait déjà commencé, Sion Sono n'avait pas encore réuni tous les financements nécessaires. Finalement, son film [sorti en octobre dans l'archipel] a été produit par une société japonaise et, à hauteur de 20 %, par des Anglais et des Taïwanais. Bien accueilli à l'étranger, il doit sortir dans 82 pays, dont la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne [en mars 2013]. "Au Japon, les producteurs me répondaient qu'ils ne pouvaient pas travailler avec moi parce qu'ils soutenaient le Parti libéral-démocrate [Jiminto, le parti qui a dirigé le pays durant près d'un demi-siècle et qui a lancé l'industrie du nucléaire au Japon] ou parce que le nucléaire était un sujet qui les gênait", raconte le cinéaste.

Le 11 mars 2011 [jour où le séisme et le tsunami ont frappé l'archipel], Sion Sono était en plein tournage de son précédent film, *Himizu*. Au vu des événements, il a réécrit en toute hâte son scénario pour situer l'action de *Himizu* après la catastrophe. Et, deux mois plus tard, il était à Ishinomaki [ville portuaire de la préfecture de Miyagi, l'une des plus touchées par le tsunami] pour filmer durant deux heures les décombres, dans la lumière de l'aube. Quand bien même il appréhendait qu'on le critique pour avoir tourné dans les zones sinistrées, il lui était impossible en tant qu'artiste

de détourner les yeux de l'après-Fukushima. Au final, *Himizu* a eu de bonnes critiques, au Japon comme à l'étranger. "Je ne pouvais pas me contenter de ce seul film. Désormais, j'avais le sentiment qu'il fallait continuer", explique le réalisateur.

L'action de *Kibo no Kuni* se déroule dans la préfecture imaginaire de Nagashima (nom créé en fusionnant ceux de Nagasaki, Hiroshima et Fukushima), quelques années après l'accident de Fukushima. Un nouveau séisme se produit, provoquant une explosion dans une centrale nucléaire. Une famille d'éleveurs qui vit à la lisière de la zone interdite voit son terrain coupé en deux par la ligne de démarcation du périmètre de sécurité. Les parents, âgés, choisissent de rester, mais leur fils et son épouse s'enfuient. La famille, le quartier, tout se trouve morcelé à cause de la radioactivité et de la décision des pouvoirs publics.

Absurdité. Si la catastrophe nucléaire a déjà fait l'objet de documentaires, elle n'avait encore jamais été [au Japon] portée et à l'écran en tant que fiction. Dans le milieu du cinéma nippon, tourner un film sur une actualité dramatique est une tâche difficile alors que, à Hollywood, un long-métrage qui critiquait la guerre en Irak a pu remporter plusieurs oscars [Démoneurs, de Kathryn Bigelow, 2009]. "Au Japon, on considère que les films commerciaux doivent avant tout être divertissants. Il y a pourtant tant de choses à exprimer dans un film ! déplore le cinéaste. Certains diront peut-être [à propos de l'accident nucléaire] que mon film relève du déjà-vu. Qu'ils ont déjà vu tout ça à la télévision et dans les journaux. Mais cela relève de la 'connaissance', qu'il ne faut pas confondre avec la 'sensation'. J'ai voulu que ceux qui n'étaient pas à Fukushima ce jour-là [le 11 mars 2011] 'vivent' la catastrophe à travers les personnages", poursuit-il.

Pour recueillir des informations, Sion Sono s'est rendu à de nombreuses reprises dans les régions sinistrées. De retour à Ishinomaki, où il avait tourné plusieurs scènes de *Himizu*, il a retrouvé une vieille dame dont il avait fait la connaissance au moment du tournage. Son visage avait repris des couleurs, comme s'il avait été lui aussi "reconstruit". Mais quand il s'est ensuite rendu à Fukushima, tous les habitants arboraient la même mine sombre. "Je me suis dit que



PHOTOS METROPOLITAN FILM

1 - Les zones dévastées par le tsunami de 2011 : un décor grandeur nature. 2 - Seul le jardin de la famille Ono se trouve en zone contaminée. Ils hésitent à suivre l'ordre d'évacuation. 3 - Izumi, enceinte, est évacuée. "Il faut que ton enfant naisse en bonne santé !" lui lance son beau-père. 4 - Nul ne peut approcher à moins de 20 km de la centrale nucléaire sinistrée.



INSOLITES

Aliens et râteliers

● Les retraités géorgiens ont une dent contre leur président, Mikheil Saakachvili. Dans sa course aux voix avant les législatives du 1^{er} octobre, celui-ci avait promis un dentier flambant neuf aux plus démunis. *“Personne ne doit avoir peur d’ouvrir la bouche !”* s’enflammait-il en août. Des spécialistes ont été dépêchés dans les villages, ôtant ratiche sur ratiche. Malheureusement le parti présidentiel a pris une claque aux élections et le programme *“Géorgie souriante”*, censé durer jusqu’à perpète, s’est arrêté net, rapporte le *Georgia Times*. *“On m’a enlevé quinze dents et on m’a dit de revenir le 4 octobre, sauf qu’à ce moment-là il n’y avait plus de spécialistes sur place. [...] Ils étaient partis, furieux. Saakachvili avait dit que, puisqu’on avait donné nos voix à Ivanichvili, il n’avait qu’à s’occuper de nous”*, témoigne une paysanne de 75 ans, Dariko Tabagari. En Angleterre, en revanche, on ne badine pas avec les patients. La dentiste Monica Symes s’est fait remonter les bretelles lors d’une inspection sanitaire, rapporte le *Daily Mail*. Elle a été priée d’ôter les magazines écornés de sa salle d’attente. Motif ? La presse trop feuilletée serait un nid à microbes. La santé avant tout, et tant pis pour les aliens. Le P^r Brian Cox, présentateur culte de la BBC, voulait pointer un radiotélescope sur une planète nouvellement découverte. Objectif : communiquer en direct avec d’éventuels petits hommes verts. La BBC a refusé l’expérience... contraire à ses *“règles d’hygiène et de sécurité”*, note *News.com.au*.

Chasser les clichés

Environnement. Le réchauffement climatique, un argument de vente ? Une journaliste américaine pousse un coup de gueule.

—Utne Reader (extraits) Minneapolis

Saviez-vous que Perrier a trouvé comment lutter contre le réchauffement climatique ? Allons, sonnez haut-bois, résonnez musettes ! Mais quelle est donc cette idée de génie ? Les gens de Perrier appellent-ils à la suppression des subventions d’Etat aux compagnies pétrolières ? Non. Encouragent-ils les gens à moins prendre leur voiture, à réduire leur consommation et à arrêter de piller les ressources de Mère nature ? Quelle bonne blague ! A recycler davantage, peut-être ? Soyons sérieux.

Non, leur idée consiste en réalité à envoyer une jeune nymphe dans l’espace pour vider une bouteille d’eau pétillante à la surface du Soleil. Voilà, c’est ça le plan. Bon d’accord, ce n’est pas sérieux, mais ils en ont quand même fait un film publicitaire [lancé en mai 2012 et signé par l’agence Ogilvy Paris]. Parce qu’évidemment le problème, c’est le Soleil. La solution serait donc de le noyer.

Allô, la planète Terre appelle Perrier, c’est 2012 au bout du fil. Les vagues de chaleur, sécheresses, incendies, tempêtes et autres phénomènes climatiques inédits ne vont faire qu’empirer. Personne ne sait exactement ce qui va se passer, mais il est généralement admis que nous allons être confrontés à des perturbations dans nos approvisionnements en eau et en nourriture, sans parler du bouleversement de nos environnements. Et il y a des répercussions que nous ne pouvons pas prévoir. Le réchauffement climatique n’est pas une ficelle commerciale, il ne devrait pas servir à faire grimper une courbe des ventes.

Le réchauffement climatique est lié à une surconsommation générale : toute forme de publicité ne fait donc qu’aggraver la situation, même indirectement. Le problème n’est pas seulement que nous prenons trop la voiture ou l’avion (même si c’est vrai) ; c’est plutôt que tout ce que nous achetons représente un coût pour la planète. Et l’eau gazeuse ne fait pas exception. Ce n’est pas que cette publicité soit plus nocive qu’une autre, c’est juste qu’elle est d’une bêtise inexcusable.

Bien sûr, Perrier n’est pas la première marque à faire cela. En 2007, la marque de vêtements italienne Diesel avait publié une série d’affiches *“Global Warming Ready”* montrant des jeunes gens, blancs et visiblement riches, dans un monde post-réchauffement climatique : les perroquets remplaçaient les pigeons de la place Saint-Marc à Venise, la Grande Muraille de Chine était à moitié recouverte de sable, la tour Eiffel envahie par une faune sauvage, Lincoln avait de l’eau jusqu’au nez sur le

mont Rushmore et les toits des gratte-ciel de Manhattan formaient un nouvel archipel. A vrai dire, cela n’avait pas l’air si mal. Si le réchauffement climatique nous transforme tous en mannequins alanguis sur des toits devenus plages, je veux bien en être. Je veux bien dépenser jusqu’au moindre sou en vêtements de luxe et bouteilles d’eau gazeuse. Je dirai que c’est ma façon de me préparer à une situation d’urgence. Ce qu’il y a d’étrange, c’est que ces visuels – aussi audacieux soient-ils – ont un effet apaisant. *“Tout ira bien, semblent-ils nous murmurer. Continuez d’acheter.”*

Si le réchauffement climatique trouve notamment son origine dans la surconsommation – de pétrole, mais aussi de produits en général –, la publicité représente une part non négligeable du problème. Perrier et Diesel ne sont pas les seuls fautifs, mais, s’il est bien une chose dont nous n’avons pas besoin, c’est de nous entendre dire que nous pouvons supporter ces bouleversements climatiques graves avec de nouveaux vêtements et de l’eau en bouteilles.

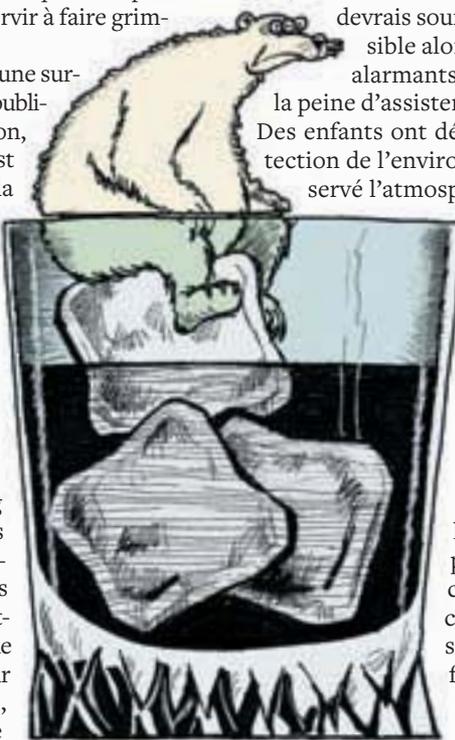
J’ai hésité à écrire cet article. [Notamment parce qu’il est très facile de balayer mes arguments en disant, par exemple : *“Cette fille prend vraiment les choses trop au sérieux. La publicité n’est rien de plus que de la publicité. Elle n’a pas vraiment d’effet sur les gens. Ce n’est pas si grave de regarder des publicités créatives avec de belles couleurs, des gens beaux et qui dégagent une certaine forme de détermination. Ça fait plaisir à voir... et ça donne soif.”*

Peut-être n’ai-je effectivement aucun sens de l’humour, mais, dans la situation actuelle, je ne vois pas pourquoi je devrais sourire. Notre gouvernement reste impassible alors que la pollution atteint des niveaux alarmants. Notre président ne s’est pas donné la peine d’assister à la conférence de Rio [en juin 2012]. Des enfants ont déposé plainte contre l’Agence de protection de l’environnement (EPA) pour n’avoir pas préservé l’atmosphère, et un juge de district américain

a enterré l’affaire en arguant qu’elle ne relevait pas de sa juridiction. Nos législateurs sont trop occupés à encaisser les pots-de-vin des géants industriels et pétroliers pour définir des politiques capables de rendre le développement durable économiquement intéressant.

Nous sommes confrontés aux échecs du marché et de nos dirigeants. Nous devons réagir en faisant de la lutte contre le réchauffement climatique l’une des principales priorités au sein de notre culture. Et ce n’est pas avec des publicités aux propriétés sédatives, que nous servent des entreprises qui cherchent à faire le maximum de profit avant le Déluge, que nous commencerons.

—Suzanne Lindgren



Tailler à la mode évangélique

MODE — Au Brésil, les marques qui offrent des vêtements à la mode pour les évangéliques prolifèrent. *“Ce nouveau marché évolue en parallèle avec l’explosion de cette pratique religieuse dans le pays”*, écrit le journal argentin *Perfil* : ils étaient 26,2 millions d’évangéliques en 2000, et 42,3 millions en 2010. La pionnière de ces marques était Joyaly dans les années 1990. Elles sont aujourd’hui une trentaine à confectionner des jupes tendance qui ne montent pas au-dessus du genou et des blouses originales couvrant les épaules... Et à se partager un chiffre d’affaires qui s’élevait à 63 milliards de dollars (49 milliards d’euros) en 2011.



HADDAD/AL-HAYAT, LONDRES

NELSON ALMEIDA/AFP

SUR LE SITE

Scannez cette vignette et retrouvez les Insolites sur notre site.

courrierinternational.com

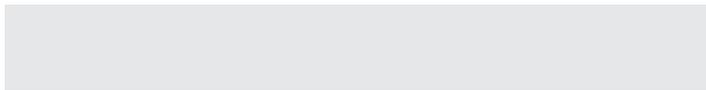


histoire.



Al Capone, plus tonton que flingueur

Années 30 La petite-nièce du truand visite la villa de Miami où il passa sa retraite. Elle se souvient de l'homme qu'il était.



↑↑↑ Deirdre Capone et son grand-oncle Al Capone.

↑↑ La piscine où Deirdre Capone a appris à nager.
Chuck Fadely/Miami Herald/MCT via Getty Images

↑ "Al Capone était un truand, pas un monstre", affirme sa petite-nièce. Spaarnestad/Rue des Archives

—The Miami Herald (extraits) Etats-Unis

Pour Deirdre Marie Capone, entrer au 93 Palm Avenue, près de Miami Beach, c'est embarquer dans une machine à remonter le temps. Depuis la rue, déjà, elle se rend compte que rien n'a changé : le portail voûté du garage, l'étang aux nénuphars et sa grotte, l'imposante demeure de style italien, les palmiers, la villa des invités et, bien sûr, la gigantesque piscine et sa cabine de bain à deux étages surplombant la baie de Biscayne.

La dernière visite de Deirdre sur place remonte à près de cinquante ans, mais le souvenir en est toujours vif. La magnifique propriété, située à moins de deux kilomètres de Miami Beach, a une histoire bien particulière. Son grand-oncle l'avait acquise en 1928 pour en faire sa résidence d'été. Il s'appelait Al Capone. Et, chaque fois que Deirdre venait lui rendre visite de Chicago, elle voyait le roi des gangsters couler en ces lieux une tranquille retraite.

Au cours des décennies suivantes, le domaine a perdu de sa splendeur. Il s'est délabré progressivement après la mort de Capone, en 1947, et la vente de la propriété par sa veuve, Mae. [Après être passée entre plusieurs mains, la maison, rénovée, est de nouveau en vente, et donc ouverte aux visites.]

Deirdre, née Capone, est la dernière descendante encore vivante d'Al Capone et l'une des rares personnes à avoir réellement connu "Scarface". Des années durant, elle s'est efforcée de laisser derrière elle toute cette histoire familiale, y compris le souvenir de la résidence de Miami.

Lourd héritage que celui de porter le nom de l'homme qui fut le criminel le plus recherché d'Amérique. Quand elle avait 10 ans, son père s'est tué, laissant inachevé le manuscrit d'un livre sur l'histoire de la famille. Deirdre, qui a longtemps préféré se faire appeler Deirdre Gabriel, a été renvoyée de son premier emploi lorsque ses patrons ont découvert sa véritable identité. Elle avait tellement honte d'être une Capone que, tout d'abord, elle n'a pu se résoudre à révéler à ses propres enfants qui elle était vraiment. Quand, finalement, en 1974, elle leur a dévoilé son nom de famille, ils ont eu une réaction qui l'a prise de court. "Ils ont juste dit : 'C'est cool, maman'", se souvient-elle.

Un héritage encombrant. Deirdre avait 7 ans lorsque Capone est mort ; avant cela, elle ne l'avait vu que quelques fois dans sa maison de Miami. Nul doute, pourtant, à la voir flâner sur le domaine, que ces rares visites ont laissé sur elle une forte empreinte. Impressionnée par le travail des architectes de rénovation, qui ont su préserver de nombreux éléments de la décoration d'origine, Deirdre contemple au passage les fenêtres anciennes, les toilettes pour dames style Art déco noir et or, les lampes en bronze...

Si la ville de Chicago a toujours préféré détourner l'attention du public de la saga Al Capone, la Floride, pour sa part, en fait ses choux gras. Pour vendre la propriété, des agents immobiliers mettent en avant sur Internet le fait qu'elle a été la résidence de Capone. Au sein de l'administration municipale, les partisans de la sauvegarde des sites et monuments ont poussé les architectes à préserver autant que possible le style original de la demeure. Les hôtels où Capone est réputé avoir séjourné se présentent comme des sites historiques – le *Biltmore Hotel*, à Coral Gables, va jusqu'à nommer l'une de ses chambres les plus luxueuses la "suite Al Capone".

Tout cela participe de cette tendance du cinéma, des biographies et des séries TV telles que *Boardwalk Empire* [dont la troisième saison va bientôt être diffusée en France, sur OCS Max] à lisser l'image

du gangster au point de le faire passer, dans la mémoire collective, non plus pour le criminel violent et l'ennemi public n° 1 que l'on connaît, mais pour une sorte de Che Guevara du crime.

Deirdre accueille plutôt favorablement ce changement d'image. "C'était un truand, mais pas un monstre", dit-elle de son grand-oncle. Après avoir révélé sa véritable identité à ses quatre enfants, elle s'est investie d'une mission de dédramatisation de Capone, afin de combattre ce qu'elle considère comme un amas préjudiciable de rumeurs et de demi-vérités. Elle a publié en 2010 un livre intitulé *Uncle Al Capone* [Oncle Al Capone, éd. Recap Lodge LLC, inédit en français]. Portrait d'un homme en famille, l'ouvrage s'appuie essentiellement sur des conversations qu'elle a eues avec des membres de sa famille et montre le visage humain de Capone. Il est agrémenté de plusieurs recettes de cuisine, comme les "Boulettes de viande à la Capone" ou le "Ragoût de Grandma Theresa". Ecrire ce livre était une façon pour Deirdre de se réconcilier avec son ascendance Capone et de contribuer à réhabiliter la mémoire du grand-oncle. "Certains biographes se figurent qu'ils en savent plus sur ma famille que moi, dit-elle. Il fallait que je rectifie tout ça."

La voilà presque arrivée au bout de son voyage dans le temps ; elle se tait. Son regard glisse sur la plaque d'adresse et s'arrête sur le numéro 93. Elle sourit. Encore un souvenir.

—Veit Medick

Repères

ENNEMI PUBLIC N° 1

1899 — Naissance d'Alphonse Capone à Brooklyn, New York.

1922-1925 — Ascension au sein de la pègre de Chicago.

1925-1929 — Profite de la Prohibition pour étendre son empire.

14 février 1929 — Massacre de la Saint-Valentin. Le gang de Capone abat sept membres d'une bande adverse.

1931 — Inculpé pour fraude fiscale. Condamné à onze ans de prison ferme, il sera transféré à Alcatraz trois ans plus tard.

1939 — Libéré sur parole.

1947 — Meurt d'un infarctus dans sa villa de Miami.

LA FIN MOINS TRANQUILLE D'ELIOT NESS...

Si Al Capone put couler des jours paisibles lors de sa retraite dorée à Miami, Eliot Ness, son tombeur, n'eut pas cette chance. Après avoir contribué à la chute de Scarface, l'agent du Trésor fut promu directeur de la sécurité à Cleveland, mais sa carrière se trouva compromise par l'affaire du "boucher de Kingsbury Run", un tueur en série particulièrement sanguinaire qui ne fut jamais arrêté. Cet échec professionnel le rattrapa quand il se présenta à la mairie de Cleveland, en 1947. Battu, le héros de la Prohibition sombra dans l'alcoolisme. Endetté, il survécut en travaillant dans une librairie, puis en vendant des steaks hachés aux restaurants. Il mourut en 1957, à l'âge de 54 ans. Un mois plus tard, un livre dont il était le coauteur et retraçant ses exploits des années 1920 et 1930 parut sous le titre *Les Incorruptibles* (éd. 10/18).



'LUIS TOSAR CONFIRME SON ÉTAT DE GRÂCE'

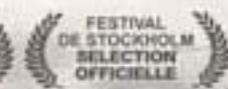
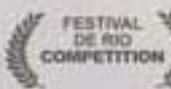
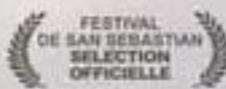
LA VOZ DE GALICIA

LUIS TOSAR

MARTINA GARCÍA

OPERACIÓN E

UN FILM DE
MIGUEL COURTOIS PATERNINA



ANOUS

LE 28 NOVEMBRE

Vocable

RMC
INFO TALK SPORT

La mythique voiture de Volkswagen fait son grand retour. Sous une ligne remusclée et un design plus moderne, on retrouve à bord les détails qui ont ravi des générations de fans : la boîte à gants qui s'ouvre par le haut, le tableau de bord couleur carrosserie⁽²⁾ ou bien encore les optiques ronds. Vibrez pour ses nouvelles motorisations essence ou diesel

de 105 à 200 chevaux, également disponibles avec boîte automatique DSG⁽³⁾. Avec sa grande variété de jantes⁽⁴⁾, son large choix de couleurs extérieures⁽⁴⁾, ses compteurs sport⁽⁴⁾, c'est aujourd'hui à vous de réinventer la légende.

A partir de 14990 €⁽¹⁾.

www.nouvelle-coccinelle.fr

Une photo est toujours plus parlante avec une légende.



Nouvelle Coccinelle.
The 21st Century Beetle.



Das Auto.

Volkswagen recommande **Castrol EDGE Professional**

Cycles mixtes de la gamme Nouvelle Coccinelle (l/100km) : de 4,5 à 7,7. Rejets de CO₂ (g/km) : de 119 à 129. (1) Prix TTC conseillé au tarif du 04/10/2012 de la Nouvelle Coccinelle finition 'Coccinelle' 1.2 TSI 105 BVMS, reprise ArgusTM + 2.000 € TTC sur votre ancien véhicule déduit. Reprise de votre ancien véhicule aux conditions générales de l'ArgusTM (en fonction du cours de l'ArgusTM du jour de reprise, du kilométrage, des éventuels frais de remise en l'état standard et abattement de 15% pour frais et charges professionnels déduit). Pour les véhicules hors cote ArgusTM, reprise de 2.000 € TTC. (Cf. volkswagen.fr). Offre réservée aux particuliers non cumulable avec toute autre offre en cours en France métropolitaine, valable pour toute commande du 03/11/2012 au 29/12/2012 dans le réseau participant. (2) De série sur la finition 'Vintage'. (3) Boîte séquentielle à double embrayage DSG en option. (4) En option selon modèle et finition. **Modèle présenté** : Nouvelle Coccinelle 'Sport' 2.0 TSI 200 ch DSG6 avec options peinture 'Blanc Oryx' nacré (960 € TTC), jantes 19" 'Tornado Black' (720 € TTC), projecteurs bi-xénon (835 € TTC) pack 'B-Urban' (550 € TTC) et pack 'B-Open' (1190 € TTC) au prix conseillé au tarif du 04/10/2012 de **30.755 € TTC**, reprise ArgusTM de 2.000 € déduits. Cycle mixte (l/100km) : 7,7. Rejets de CO₂ (g/km) : 179. **Das Auto.** : La Voiture.

The 21st Century Beetle : La Coccinelle du 21^e siècle.